



# Les politiques de jeunesse dans les métropoles



## Les cas de Copenhague et New York





Nathalie BADAoui CHOUMAR  
Caroline GUILLET  
Clélia HARDY  
Charlotte LAFITTE  
John-Arthur PALMER

Tuteur : Clément RIVIERE  
Responsables du master : Brigitte FOUILLAND et Tommaso VITALE

# **Les politiques de jeunesse dans les métropoles**

## **Les cas de Copenhague et New York**



**SciencesPo.**

Capstone APUR/Sciences Po  
Master Governing the Large Metropolis  
Juin 2012



## **Sommaire**

### **I. Copenhague**

#### **Introduction p.3**

#### **1. Un contexte dynamique p.3**

##### 1.1 Une métropole en mouvement p.3

###### *1.1.1 La transformation de Copenhague en ville globale p.3*

###### *1.1.2 De nouveaux défis et une nouvelle stratégie de développement p.4*

##### 1.2 Les jeunes: priorité nationale p.5

###### *1.2.1 L'autonomie au cœur des politiques de jeunesse p.5*

###### *1.2.2 Le rôle de l'Etat providence p.6*

###### *1.2.3 L'impact économique de l'allongement de la jeunesse p.6*

##### 1.3 Les réformes territoriales au Danemark p.7

###### *1.3.1 Les caractéristiques du système danois p.7*

###### *1.3.2 Le nouveau rôle des municipalités et son impact sur les politiques publiques p.7*

#### **2. Gouvernance et jeu des acteurs p.10**

##### 2.1 Les acteurs au niveau national p.10

###### *2.1.1 L'Etat p.10*

###### *2.1.2 Le DUF p.11*

##### 2.2 Les acteurs au niveau local p.12

###### *2.2.1 La municipalité p.13*

###### *2.2.2 Les acteurs non-publics: Associations, ONG et Secteur privé p.17*

###### *2.2.3 Le renforcement de la politique au niveau local p.19*

#### **3. Etudes de cas p.21**

##### 3.1 Ung i Job p.21

##### 3.2 Kraftverket p.22

##### 3.3 Superkilen p.25

#### **Conclusion p.27**

### **II. New York City p.29**

#### **Introduction p.29**

#### **1. Contexte historique p.29**

##### 1.1 Evolution des politiques publiques et de la perception de la jeunesse p.29

##### 1.2 New York : pluralité d'acteurs et rôle du secteur privé p.30

###### *1.1.1 La crise économique et ses conséquences p.30*

###### *1.1.2 Un nouveau mode de gouvernance : la « Bloomberg Way » p.31*

#### **2. Acteurs p.32**

##### 2.1 Etat de New York p.33

###### *2.1.1 Structure de l'action de l'Etat de New York: approche et principaux acteurs p.33*

###### *2.1.2 « Partnership is Key » : importance des partenariats dans les politiques jeunesse p.34*

###### *2.1.3 Exemples de programmes mis en place p.36*

2.2 Le New York City Department of Youth and Community Development, acteur de développement et de coordination des partenariats public/privé p.36

*2.2.1 Evolution du département depuis 1996 p.36*

*2.2.2 Sous-division au sein du DYCD p.37*

*2.2.3 Coordination entre le DYCD et ses différents partenaires p.38*

2.3 Niveau municipal : le rôle de la mairie de New York p.39

*2.3.1 Structure interne de la municipalité p.39*

*2.3.2 Les différents services de la municipalité p.40*

*2.3.3 Le rôle du Workforce Investment Board p.42*

**3. Etudes de cas p.43**

3.1 Million Trees NYC p.43

*3.1.1 Organisation, financement et partenaires p.43*

*3.1.2 Activités p.43*

*3.1.3 Evaluation du programme p.45*

3.2 DoSomething.org p.45

*3.2.1 Organisation p.46*

*3.2.2 Activités p.46*

*3.2.3 Stratégie p.48*

*3.2.4 Finance et partenariats p.48*

*3.2.5 Aspect Innovant : usage des nouvelles technologies p.48*

3.3 Step It Up Dance Competition p.49

**Conclusion p.50**

**Bibliographie p.52**

Copenhague p.52

New York City p.57

Annexes p.60

# Copenhague

## Introduction

Le Danemark est souvent cité en exemple pour ses politiques publiques, tant du point de vue de leur mise en place que des résultats obtenus. Néanmoins, peu de recherches semblent avoir été menées sur les politiques municipales de la jeunesse. Par conséquent, le présent rapport cherche à offrir une synthèse de la mise en place des politiques de jeunesse à Copenhague.

La capitale du Danemark compte environ 510 000 habitants. Elle se situe dans l'une des cinq régions administratives du pays, *Hovestaden*, qui compte un million et demi d'habitants et qui regroupe 29 communes et l'île de Børnholm. Copenhague se caractérise par une concentration d'activités politiques, culturelles et économiques. Sa région métropolitaine s'est développée en tant que telle depuis les années 1970 et après les années 2000, notamment avec la construction du pont de l'*Øresund* qui relie Copenhague à Malmö en Suède. De par les opportunités économiques et les activités culturelles qu'elle propose, la ville de Copenhague attire de nombreux jeunes : en 2011, la ville compte environ 134 000 habitants âgés de 18 à 29 ans, ce qui correspond à près d'un quart de la population totale.

Ce rapport se propose d'étudier le traitement des jeunes par les politiques publiques à Copenhague. Dans un premier temps, nous décrivons le contexte dans lequel s'insère notre étude des politiques de jeunesse. La ville de Copenhague se développe et les politiques publiques sont tournées vers son développement en tant que métropole. Parallèlement, malgré la stratégie néolibérale de métropolisation, les pouvoirs publics souhaitent faire perdurer une conception de la jeunesse fondée sur un haut niveau de prestations sociales, permettant un allongement de la jeunesse. Ces deux objectifs s'affrontent dans la mesure où l'allongement de la jeunesse n'est pas compatible avec la nouvelle politique économique. Par ailleurs, cet affrontement prend place dans un contexte de gouvernance changée par une réforme de décentralisation mise en place en 2007. La compréhension de ce contexte est essentielle à l'étude des politiques de jeunesse telles qu'elles sont mises en place à Copenhague, qui constitue l'objet de notre deuxième partie. Nous adopterons une approche par les acteurs afin de montrer que les politiques de jeunesse font partie d'un cadre de gouvernance complexe, à la fois transversal et intégré. Enfin, nous étudierons plus en profondeur quatre politiques de jeunesse qui révèlent les défis auxquels la ville de Copenhague se confronte, tant au niveau du contenu des politiques de jeunesse que de leur mise en place.

## 1. Un contexte dynamique

### 1.1 Une métropole en mouvement

Dans un premier temps nous verrons que l'entrée de Copenhague sur la scène internationale implique des changements de gouvernance et conduit à une nouvelle stratégie urbaine, qui exerce un impact marqué sur la géographie sociale de la ville.

#### *1.1.1 La transformation de Copenhague en ville globale*

Le "*Miracle Danois*" est défini comme l'association de politiques de libéralisation ayant permis au Danemark de sortir d'une longue crise économique, sans pour autant baisser son niveau de prestations sociales. Résultat d'un accord tripartite entre l'Etat, les salariés et les organisations patronales, il se caractérise par un certain nombre de réformes d'inspiration néolibérale. Sa caractéristique la plus marquante est d'avoir permis une certaine flexibilisation du marché du travail tout en maintenant une forte protection sociale des chômeurs. Les chômeurs conservent ainsi leurs aides tout en se voyant offrir des formations et des stages afin de réintégrer au plus vite le rang des salariés, ce qui a permis de diviser le pourcentage de chômeurs par deux et d'inverser la courbe du chômage chez les jeunes. Cette politique a également influencé d'autres sphères de la société et

notamment la politique urbaine : Copenhague a ainsi été élevée au rang de priorité nationale et les investissements ont augmenté afin d'en faire une ville globale.

Pia Gjellerup<sup>1</sup> considère en effet la transformation de Copenhague en ville globale à travers sa promotion en tant que “ville créative” comme une évolution nécessaire aux besoins de ce nouveau modèle économique. La ville créative est associée à l'idée d'entrepreneuriat urbain et constitue une stratégie d'envergure pour élever Copenhague au rang de ville globale. Elle se veut attirante pour les investisseurs et oriente pour cela ses activités administratives vers la recherche d'investisseurs. Elle investit également de manière massive dans des projets urbains luxueux afin d'attirer des “nouveaux professionnels” qui caractérisent la population du centre-ville dans les villes globales (Saskia Sassen, *The global city*, 1991). Cela se caractérise par la mise en place de grands projets tels que l'Ørestaden (création d'un nouveau quartier sur l'île d'Amager, en 2001) et l'Øresundbron, pont ouvert en 2000 qui relie Copenhague à la Suède. La modification du marché du travail est intrinsèquement liée à cette stratégie dans la mesure où les entreprises recherchent une main d'oeuvre flexible et qualifiée.

A l'heure actuelle Copenhague peut être caractérisée comme une ville globale, comme le montre notamment la volatilité des investissements directs de l'étranger sur les propriétés commerciales de la ville. La construction du pont de l'Øresund a permis un accroissement des investissements suédois et a créé une nouvelle dynamique en agrandissant la région métropolitaine qui englobe désormais Malmö. Enfin, l'immigration a progressé et 15% de la population de Copenhague est non-danoise en 2010. Cette entrée de Copenhague sur la scène internationale a permis aux Danois de réaliser son potentiel de développement. Par conséquent, les politiciens ont décidé de réorienter la gouvernance du pays afin de faire du développement de Copenhague une priorité nationale. L'objectif est de continuer à encourager son développement. Dès lors, la région de Copenhague représente désormais 50% des recettes nationales<sup>2</sup>.

### *1.1.2 Des nouveaux défis et une nouvelle stratégie de développement urbain*

La consolidation de Copenhague comme une ville globale implique dans des changements socio-spatiaux importants ainsi que des nouvelles stratégies de développement urbain. La métropole danoise doit tout d'abord faire face à des problèmes d'espace dûs à la petite taille de la ville. Si la construction du pont de l'Øresund reliant Copenhague à Malmö en 1999 offre de nouvelles capacités de développement à la métropole, et permet de faire de l'Øresund le hub de la région baltique, la région de l'Øresund ne constitue pas encore un marché du travail intégré, bien que ses potentialités de développement soient importantes. Les capacités du marché du travail restent également à améliorer afin que Copenhague devienne une ville mondiale d'importance : en effet, son économie n'est pas encore tournée vers les hautes technologies et des territoires d'innovation ont encore besoin d'être mis en place. Ce besoin d'amélioration du secteur économique résulte d'une inadéquation entre le marché du travail et les ambitions de la métropole. En effet, Copenhague est caractérisée par un manque de travailleurs qualifiés, ce qui s'explique par quatre facteurs. Tout d'abord, la population danoise se caractérise par un fort taux d'échec scolaire, peu d'élèves atteignant l'université. Ceux qui vont à l'université ont par ailleurs une durée d'études très longue - dans la mesure où leurs études peuvent être entrecoupées de pauses de plusieurs années - et arrivent tard sur le marché du travail. La main d'oeuvre étrangère est en outre peu utilisée, les non-Danois peinant à s'intégrer sur le marché du travail. Enfin, Copenhague attire relativement peu de main d'oeuvre qualifiée.

La promotion de Copenhague au rang de priorité nationale a modifié la gouvernance de la ville, mais aussi son tissu urbain. La multiplication des grands projets en est la preuve la plus caractéristique. Par ailleurs, les nouvelles politiques urbaines sont orientées vers l'étranger dans le but de faire de Copenhague le hub de la mer baltique. Ces politiques de croissance ont influencé la

---

<sup>1</sup> Membre du parti Social-Démocrate danois, in Anders Lund Hansen, Hans Thor Andersen & Eric Clark, 2001

<sup>2</sup> Copenhague se situe dans la région Hovedstaden (la région de la capitale) qui depuis 2007 comprend les territoires des villes de Copenhague et de Fredriksberg, ainsi que l'île de Børnholm.

géographie sociale de Copenhague de quatre manières distinctes. La polarisation de l'accès à l'emploi montre que si le chômage est maintenu à un niveau relativement bas au nord de Copenhague, il ne cesse d'augmenter à l'ouest de la ville. Par ailleurs, malgré le fait que le Danemark ait fermé ses frontières en 1973, le nombre d'étrangers est passé de 4 à 8% entre 1980 et 1999, et ces derniers sont concentrés au centre de la ville et dans les banlieues ouest. En 1996, on note que le taux de chômage des non-Danois s'élève à 25% tandis qu'il n'est que de 4% pour les Danois. Par conséquent, les immigrés sans emplois concentrés à l'Ouest ont donné naissance à la création d'espaces très ségrégués du point de vue ethno-racial (Données: Anders Lund Hansen, Hans Thor Andersen & Eric Clark, 2001)

On voit donc que Copenhague semble se développer de manière similaire aux autres villes occidentales: les frontières entre les quartiers se font plus nettes et la concentration des immigrés s'intensifie pendant que l'élite s'auto-ségrège ailleurs. Parallèlement, les jeunes (Danois et étrangers) affluent de plus en plus nombreux à Copenhague et la ville (désormais responsable de leur prise en charge) doit gérer cette afflux et continuer à promouvoir la jeunesse comme une période de transition dont l'accès à tous est garanti par l'Etat-providence.

## 1.2 Les jeunes: priorité nationale

La jeunesse s'est progressivement allongée en Europe, et constitue désormais une catégorie sociale en soi (Van de Velde, 2008). Son traitement par les politiques publiques vise à permettre aux jeunes de "devenir adultes" (*ibid.*). Outre son allongement, la prise en compte de la jeunesse par les politiques publiques dans les pays de l'Europe de l'Ouest est le résultat de deux évolutions. La première est le constat de l'emprise des sociétés sur le parcours des individus, et la seconde le sentiment d'un déclassement générationnel. Si ces deux tendances s'observent dans toute l'Europe occidentale, chaque nation y répond néanmoins de manière différente. En nous inspirant du travail de la sociologue Cécile Van de Velde, nous définissons la jeunesse au Danemark comme un groupe défini autour de trois idées centrales: l'autonomie, la jeunesse comme période d'expérimentation et enfin, l'importance de l'Etat-providence dans l'accès à cette jeunesse.

### *1.2.1 L'autonomie au cœur des politiques de jeunesse*

Ainsi, l'autonomie est un concept central pour comprendre la prise en compte des jeunes par les politiques publiques. On comprend le concept d'autonomie des jeunes par la manière dont ils se rendent indépendants de leur famille. Au Danemark, cette autonomie est garantie par l'Etat-providence danois, qualifié de "Social-Démocrate" dans la typologie de Gösta Esping Andersen. Cet Etat-providence se caractérise par la préférence de l'aide de l'Etat par rapport aux solidarités familiales et au marché. Pour ce faire, l'Etat-providence offre un haut-niveau de protection sociale. En fait, l'assurance des conditions nécessaires pour l'autonomie des jeunes relève des pratiques sociales et culturelles ancrées dans la société Danoise : l'âge médian de la décohabitation en Danemark est de fait le plus jeune d'Europe (20 ans).

La décohabitation n'est toutefois pas nécessairement synonyme de mise en couple, mais correspond davantage à l'entrée dans la jeunesse comme période de développement personnel. La décohabitation est légitimée par le fait que le jeune doive poursuivre sa propre trajectoire. Ce départ précoce est la norme et il s'accompagne généralement d'une indépendance financière vis-à-vis des parents. Du fait de l'action de l'Etat providence, garant de cette autonomie financière, "*les jeunes Danois quittent massivement le foyer parental entre 18 et 24 ans: à 25 ans, ils ne sont plus qu'une infime minorité (3%) - masculine et plutôt aisée - à prolonger la cohabitation familiale*" (contre 31% en France) (Cécile Van de Velde, 2008, p. 25).

L'indépendance financière associée à une culture de l'autonomie permet de faire de la jeunesse une période d'expérimentation au Danemark. Cette période d'expérimentation s'étend jusqu'à environ 30 ans et est caractérisée par l'alternance de phases d'étude et d'activité professionnelle. Elle a pour

objectif de permettre aux jeunes d'apprendre à se connaître eux-mêmes. Ce chemin de recherche de soi s'ancre de la même manière que l'autonomie dans une perspective de longue durée. Dès l'adolescence, les jeunes sont encouragés à faire des activités extra-scolaires et des voyages. Il est même mal vu d'entrer directement à l'université après le lycée: les jeunes sont encouragés à prendre entre une et trois années sabbatiques pour voyager ou apprendre à connaître le monde du travail (Cécile Van de Velde, 2008, p. 30).

Le Danemark se caractérisant par le plein emploi, l'alternance entre périodes d'études et de travail n'est pas comprise comme un problème de précarité mais davantage comme l'expression du besoin d'expérimentation encouragé dans la culture danoise. Il est toutefois important de noter que l'allongement de la jeunesse ne signifie pas un refus d'entrer dans la vie adulte et, à partir de 30 ans, il est attendu des jeunes qu'ils soient sortis de cette période.

### *1.2.2 Le rôle de l'Etat providence*

Dans ce contexte, l'Etat cherche à garantir cette jeunesse comme période d'expérimentation à tous et, pour cela, tous les Danois reçoivent des aides sociales à partir de l'âge de 18 ans, et ce qu'ils soient étudiants ou chômeurs. Les bourses perçues sont les plus élevées d'Europe, pouvant atteindre 4550€ par an en 1999 (Cécile Van de Velde, 2008, p. 52). Par ailleurs, les bourses d'Etat sont cumulables avec d'autres bourses et les étudiants qui le souhaitent peuvent également bénéficier d'un prêt de la part de l'Etat. Ces prestations ont plusieurs avantages et montrent l'engagement de l'Etat danois dans la promotion de l'autonomie et de l'indépendance: elles ne dépendent pas du revenu des parents, sont octroyées de manière directe et les jeunes ayant quitté le foyer familial reçoivent davantage. De plus, les bourses sont organisées par "bons", chaque bon correspondant à un mois de bourse. Ils peuvent l'utiliser comme ils le souhaitent afin de pouvoir naviguer entre les études et la vie professionnelle. Ces bourses couvrent à la fois la scolarité des jeunes et le coût de la vie. Par ailleurs, le contexte de plein emploi permet aux étudiants de travailler à côté de leurs études et par conséquent de compléter leurs revenus. En résumé, ce système est tourné vers la garantie d'une indépendance pour les jeunes alors même qu'ils ne sont pas encore complètement formés au niveau professionnel.

Ce retardement de l'entrée sur le marché du travail, qui permet aux jeunes de "se trouver" (Van de Velde 2008), a néanmoins des conséquences sur l'économie de Copenhague, dans la mesure où il en résulte une inadéquation entre le programme urbain de croissance et le rôle des jeunes dans l'économie.

### *1.2.3 L'impact économique de l'allongement de la jeunesse*

Le rapport de l'OCDE sur Copenhague publié en 2009 souligne l'impact économique de l'allongement de la jeunesse, et la rend responsable des difficultés de la ville à s'élever sur la scène internationale bien que cet objectif ait été érigé en priorité nationale. En effet, le système de bourses danois désincite à l'entrée sur le marché du travail, dans la mesure où il permet aux jeunes de couvrir leurs dépenses sur six ans. Par ailleurs, les universités étant gratuites, les changements de cursus sont fréquents et reculent cette même entrée sur le marché du travail. Enfin, celle-ci est encore retardée du fait de la culture danoise qui encourage vivement aux jeunes de faire des années de césure entre le bac et l'entrée à l'université. Pour pallier à ce problème, l'Etat a décidé de réduire les bourses aux jeunes qui retardent leurs études de plus de deux ans. Par ailleurs, le système universitaire est repensé afin de permettre aux étudiants de faire de meilleurs choix pour réduire le taux de réorientation et d'échec scolaire, ainsi que de rendre leur niveau de qualification plus en adéquation avec le marché du travail. De la même manière, les immigrés ne sont pas bien intégrés au système danois, ce qui crée un manque à gagner en termes de main d'œuvre. En effet, les politiques d'éducation et d'intégration peinent à intégrer efficacement les immigrés, dont le taux de chômage est encore beaucoup élevé que celui de la population danoise (qui lui est très bas, aux alentours de 4%).

Les jeunes danois et les jeunes immigrés bénéficient de politiques de jeunesse spécifiques, qui visent à la fois à leur garantir une jeunesse longue et à leur permettre de répondre de manière plus efficace aux besoins du marché du travail de Copenhague en voie de métropolisation. Par conséquent,

la ville met en place des politiques de jeunesse cherchant à atteindre ces deux objectifs à la fois concurrents et complémentaires. Concurrents dans la mesure où la jeunesse telle qu'elle est conçue aujourd'hui constitue un handicap au développement métropolitain danois ; complémentaires dans la mesure où un marché du travail plus efficace permet de refinancer l'Etat-providence et de permettre de perpétuer le système de bourses permettant aux jeunes danois de s'épanouir. Par conséquent, les politiques s'inscrivent dans la poursuite de ces deux objectifs afin de les rendre compatibles. Par ailleurs, ces politiques doivent s'adapter à la réforme territoriale de 2004 (mise en place en 2007), qui change radicalement le cadre de mise en place des politiques publiques.

### 1.3 Les réformes territoriales au Danemark

Comprendre la conception et la mise en œuvre de politiques de jeunesse ainsi que le rôle des différents acteurs impliqués dans ce processus nécessite de comprendre également les mécanismes de formulation des politiques publiques urbaines, ainsi que de manière plus large l'organisation de la gouvernance urbaine à Copenhague. En effet, de récents changements structurels et conjoncturels du management public au Danemark ont également eu un impact sur les politiques de jeunesse. Dès lors, nous proposons une analyse synthétique de ces changements afin de mettre en avant les mécanismes de formulation et de mise en place des politiques de jeunesse.

#### *1.3.1 Les caractéristiques du système danois*

Le modèle danois de management public a été longuement décrit par la littérature comme un équilibre entre deux tendances a priori opposées : un fort niveau de décentralisation sous un Etat fortement centralisé. La décentralisation des services sociaux a été conçue progressivement depuis 1970 comme un moyen de permettre aux élus locaux de répondre plus efficacement aux demandes locales. En effet, les municipalités ont renforcé tout au long des dernières décennies leur importance dans la mise en œuvre des politiques, alors même que celles-ci sont formulées en grande partie au niveau national. Une forte centralisation des décisions accompagne par ailleurs ce processus de décentralisation : l'Etat exerce une forte influence sur les pouvoirs locaux, et les ministres sont des acteurs importants dans la mesure où ils définissent l'agenda des politiques publiques.

Par ailleurs, comme l'explique Carsten Greve (2006, p.162), la négociation corporatiste est un trait marquant du modèle de management public danois. Le système politique peut ainsi être caractérisé par une démocratie consensuelle qui s'appuie sur une forte coopération et intégration des groupes d'intérêts, des organisations et des citoyens, ce qui explique la satisfaction générale des citoyens vis-à-vis des politiques publiques. En effet, le Danemark est un système parlementaire fondé sur la soumission du gouvernement aux membres de l'assemblée (le *Folketing*). Le pouvoir législatif est unicaméral et les députés sont élus de manière proportionnelle. Les députés étant élus à la proportionnelle, il est difficile de faire émerger une majorité venant d'un seul parti dans la formation du gouvernement. De ce fait, les gouvernements successifs sont des gouvernements minoritaires qui exigent la coopération de plusieurs partis. Si l'assemblée se divise alors le gouvernement n'est plus soutenu par la majorité et ce dernier est dissous. Par conséquent, le gouvernement national est intrinsèquement politique.

#### *1.3.2 Le nouveau rôle des municipalités et son impact sur les politiques publiques*

A l'inverse, les municipalités ne bénéficient pas d'un système représentatif similaire. Le maire est élu pour une durée déterminée et ne peut être révoqué. De plus, il n'existe pas au niveau municipal de différence entre le pouvoir politique et l'administration. Par conséquent, du point de vue constitutionnel, la municipalité semble être davantage un instrument au service des décisions politiques de l'Etat qu'une organisation autonome. Le rôle de la ville comme outil administratif au service de l'Etat semble être la tendance observée au cours de réformes mises en œuvre depuis les années 1970. Cependant, si l'Etat décide du chemin à suivre, les nombreuses réformes ont progressivement augmenté le niveau d'autonomie des municipalités du point de vue de la mise en œuvre et le financement des politiques publiques. Le nombre de municipalités a en outre été

drastiquement réduit depuis 1970, passant de 1000 à 98, et entraînant une concentration graduelle des responsabilités au niveau local.

La soumission de la municipalité aux décisions de l'Etat a été mise en œuvre dans le cadre d'une politique de municipalisation de l'Etat-providence dans les années 1970. Cette réforme est vue comme la principale spécificité du système de protection sociale danois. La réforme locale des années 1970 s'est faite en plusieurs étapes et vise à la décentralisation de l'Etat-providence et de son financement au niveau municipal. Tout d'abord, les communes ont été regroupées et leur nombre a été divisé par quatre, afin de répondre au principe "une communauté urbaine - une municipalité". Afin de pouvoir décentraliser de manière efficace les tâches de l'Etat-providence, le système administratif des villes a également été réorganisé : chaque domaine de politique publique doit avoir un comité des finances et trois ou quatre autres comités en charge de la gestion directe des affaires courantes.

En ce qui concerne la gestion des finances, la ville a en charge les coûts liés aux services assurés aux usagers. En effet, pendant la période de municipalisation, l'Etat a cédé le contrôle des dépenses de la ville aux municipalités elles-mêmes. Donner le contrôle financier des politiques publiques aux villes a pour objectif de permettre une mise en œuvre plus efficace de ces dernières, fondée sur une plus grande proximité des usagers. Par conséquent, malgré une apparente décentralisation des pouvoirs de l'Etat central vers la ville, la politique de municipalisation des politiques publiques a pour objectif de permettre une meilleure mise en place au niveau local. De plus, cette réforme se fonde sur l'idée de rendre l'organisation de l'Etat-providence plus neutre et durable. Ainsi, les responsabilités sociales ont été partagées entre les trois niveaux de gouvernement et la ville s'occupe surtout de la distribution de services aux citoyens. Il en va de même avec la modernisation de la gouvernance - sur le modèle du nouveau management public - qui s'est opérée dans les années 1980 et 1990.

Depuis 1980, influencé par la philosophie du "*New Public Management*", le Danemark a mis en œuvre des politiques libérales visant à renforcer l'indépendance des villes vis-à-vis du gouvernement. La modernisation de l'administration publique a également été mise en place durant cette période. Au niveau fiscal, l'Etat a cherché à rationaliser les dépenses de service public. Pour ce faire, le système de remboursement des dépenses de la ville par les recettes nationales a été remplacé par un système de budgets alloués par l'Etat à ces dépenses. L'objectif de la politique était à terme de réduire ces budgets afin de forcer les villes à créer leurs propres ressources. Celles-ci n'ont toutefois été réduites que très partiellement; par conséquent, la politique d'indépendance financière des villes a échoué et a contribué à renforcer le rôle de la ville comme extension du système d'Etat-providence national.

Finalement, d'autres changements importants datant du début des années 2000 doivent être pris en compte afin de comprendre la mise en place des politiques publiques au Danemark. En 2004, une réforme structurelle a de nouveau changé les relations entre les différents niveaux de gouvernement. Tout d'abord, les 18 régions ont été remplacées par 5 régions responsables des services de santé uniquement. Ces régions ne prélèvent plus d'impôts et sont par conséquent financées à la fois par l'Etat et par les gouvernements locaux, qui ont également absorbé une grande partie des responsabilités des régions (c.f Tableau 1). De plus, la réforme a établi une nouvelle définition des instances locales: une municipalité au Danemark doit avoir un minimum de 20000 habitants. Cette réforme a été mise en place en 2007 et a conduit au rassemblement de plusieurs communes en une seule afin de garantir des instances de pouvoir plus larges pour assurer un management public plus efficace (c.f Andersen, 2008).

	Réforme de 1970	Réforme 2007
<b>Etat national</b>	Sécurité, police, politique étrangère, législation. Lignes directrices pour l'éducation, sociale et services de santé, préoccupations environnementales	Sécurité, police, politique étrangère, législation. Lignes directrices et objectifs pour les gouvernements locaux, évaluation des services et performances de gouvernements locaux.
<b>Régions</b>	Bureaucratie régionale, éducation, santé, services de santé, politiques du marché du travail, politique économique locale et coordination de celle-ci. Construction d'infrastructures et managements des problèmes environnementaux en ce qui concerne les municipalités en zone rurale.	Entretien d'hôpitaux, transports et mise en place du plan environnemental coordonné.
<b>Municipalités</b>	Services aux citoyens dans les domaines de l'éducation, la protection sociale et la santé. Urbanisme et développement urbain.	Services aux citoyens dans les domaines de l'éducation, la culture, la protection sociale et de la santé. Urbanisme, gestion et développement des aires rurales, politiques pour le marché d'emploi et développement de la stratégie économique locale.

Parmi les effets les plus importants de cette réforme territoriale, nous pouvons citer le transfert du niveau central au niveau local de la formulation et de la mise en œuvre des politiques de santé et d'emploi. Pour ces dernières, la décentralisation a pour objectif de renforcer la coordination entre les politiques d'emploi et les politiques sociales. De même, une partie du système éducatif a été déléguée au niveau municipal, et le gouvernement local doit désormais assurer l'éducation des jeunes âgés de 16 à 19 ans. Il est important de noter que le budget local pour l'éducation dépend de la réussite de ces élèves. Ces changements sont très importants du point de vue de la mise en œuvre des politiques ciblant les jeunes, comme nous le verrons par la suite. Retenons de manière synthétique que les municipalités sont devenues des acteurs clés dans la plupart des domaines de politiques publiques, et ont accru leur pouvoir grâce à l'augmentation de leur taille et de leurs fonctions.

### *Le rôle de la Commune de Copenhague*

Le pouvoir local de Copenhague est caractérisé par une gestion partagée des décisions politiques et administratives des différents secteurs d'intervention de la mairie. Le Conseil Municipal, l'autorité politique suprême au niveau communal, est composé de 55 membres élus à la proportionnelle pour un mandat de quatre ans. Il est responsable des décisions générales.

En ce qui concerne la branche administrative, on observe un système de management public divisé par secteurs. Un maire principal est en charge des finances, et 6 maires adjoints se partagent d'autres secteurs de politique publique. La structure administrative s'organise par conséquent en sept comités (ou administrations), responsables de différents secteurs de politiques publiques. Sous la coordination du Comité de Finance - formé par les maire-adjoints de chaque comité et conduit par le maire-principal - les sept comités sont en charge de la mise en œuvre des fonctions concernant leurs champs d'action, tout en ayant l'obligation de prendre en considération les lignes directrices de la planification générale de la ville. En outre, chaque comité est responsable de la gestion des activités quotidiennes et administratives de chaque secteur. Les comités composant la branche administrative de la ville de Copenhague sont les suivants : Comité des finances, Comité pour les enfants et la jeunesse, Comité pour l'emploi et l'intégration, Comité pour la santé, Comité pour les services sociaux et le Comité technique et environnemental.

## 2. Gouvernance et jeu des acteurs

La compréhension des enjeux institutionnels concernant les acteurs liés aux politiques de jeunesse dépend de deux facteurs : l'approche transversale et la décentralisation dans la prise de décision et mise en place des projets ciblant la jeunesse. Ainsi, l'objectif de cette partie est d'éclairer les rôles des acteurs dans la mise en œuvre des politiques de jeunesse au niveau national et au niveau local. De plus, nous insisterons sur l'idée de qu'un telle modèle de gouvernance des politiques de jeunesse a pour objectif d'assurer une mise en place plus efficace de ces politiques, en accord avec le souci d'assurer aux jeunes les conditions nécessaires pour jouir d'une autonomie plus grande. Enfin, le traitement des politiques de jeunesse relève aussi d'une logique de promotion de Copenhague en tant que ville compétitive et attirante. Nous étudierons dans un premier temps le rôle des acteurs publics et non publics au niveau national, ayant une influence sur les politiques de jeunesse à Copenhague, avant de nous intéresser aux acteurs publics et non-publics au niveau municipal.

### 2.1 Les acteurs au niveau national

Au niveau national, il existe deux institutions exerçant un impact sur les politiques de jeunesse à Copenhague : l'Etat, et notamment le gouvernement, dans la mesure où il édicte les objectifs à suivre et le *Dansk Ungdom Fjællesraad* (Conseil de la jeunesse Danois ou DUF), qui finance et gère les associations de jeunesse au niveau national.

#### 2.1.1 L'Etat

Comme expliqué précédemment, le gouvernement donne des instructions en termes de politiques de jeunesse, et les communes sont en charge de leur mise en place. Le gouvernement émergeant d'une coalition, ses membres proviennent de différentes factions politiques ; depuis les élections législatives d'octobre 2011, le gouvernement danois est ainsi composé de ministres provenant de trois partis différents - le parti social-démocrate, le parti social-libéral (centre-gauche) et le parti social du peuple (extrême-droite). La premier ministre, Helle Thorning-Schmidt, provient du parti social-démocrate. En 2011, le gouvernement compte 23 ministres en plus du premier ministre. En ce qui concerne les politiques de jeunesse, il existe le Ministère des enfants et de l'éducation qui est principalement en charge des questions d'éducation. D'autres ministres traitent les questions de jeunesse au sein de leur propre domaine d'action et, en cela, la formulation des politiques de jeunesse peut être considérée comme transversale.

Par ailleurs, il n'existe pas de "plan de jeunesse" mis en place par le gouvernement dans la mesure où la stabilité du gouvernement est menacée en cas de politique radicale. Par conséquent, le premier ministre, en accord avec tous les ministres, publie chaque année un plan pour l'année à venir en ciblant les priorités dans chacun des secteurs. Celles-ci sont le résultat d'un consensus entre les différents partis formant la majorité et proposent des changements progressifs. En 2012, la nouvelle premier ministre, tout juste en fonction, a décidé d'orienter l'action du gouvernement vers la baisse du chômage avec le slogan suivant "*Danmark i Arbjede*" (Le Danemark au travail). Cela peut sembler paradoxal dans la mesure où, comme expliqué précédemment, le Danemark se caractérise par le plein-emploi (environ 4% de chômeurs). Néanmoins, ce plein-emploi peut être nuancé si l'on regarde les taux de chômage des différentes catégories de la population. On observe en effet en 2010 que 25% des non-danois à Copenhague sont sans emploi (Olaf Merk, 2010).

C'est la raison pour laquelle, avec l'objectif de "*remettre le Danemark au travail*", les politiques de jeunesse édictées au niveau national ciblent, en 2012, les populations non-danoises. Le gouvernement a décidé de se concentrer sur l'ouverture de davantage de classes bilingues (notamment au sein des "écoles de jeunesse", qui seront décrites plus en détail après), afin de favoriser l'intégration à moyen-terme des jeunes issus de l'immigration sur le marché du travail. Pour ce faire, le gouvernement alloue un budget de 40 millions de couronnes supplémentaires (env. 5,3 millions d'euros) pour l'ouverture de ces classes. De la même manière, le gouvernement danois investit dans la création d'allocations pour les familles les plus pauvres, afin que leurs enfants puissent continuer

d'étudier plutôt que d'entrer à 14 ans (comme l'autorise la loi danoise) sur le marché du travail pour fournir des revenus complémentaires à leur famille. Enfin, le budget des écoles de jeunesse est renforcé afin de permettre aux élèves les plus en difficulté de poursuivre leur scolarité.

Un autre aspect de la politique du nouveau gouvernement concerne la protection et l'encadrement des jeunes ayant un comportement à risque. Les communes doivent désormais encourager et financer des services afin de détourner les jeunes des addictions, de la prostitution et de la tentation de rejoindre des groupes extrémistes (religieux ou politiques). Les communes doivent ainsi désormais financer des centres d'accueil pour les jeunes filles étant susceptibles de rentrer dans la prostitution. Par ailleurs le gouvernement a également pour projet de créer un guide à l'attention des acteurs de jeunesse locaux, afin d'encourager la création de politiques de jeunesse luttant contre la montée des extrêmes (religieux, notamment) et des idées anti-démocratique au sein de la jeunesse. Dans ces deux cas, le gouvernement cherche à encadrer davantage les jeunes en leur permettant de rester plus longtemps dans le système scolaire comme vu précédemment, ou bien d'avoir accès aux services de l'Etat providence, telle qu'une aide supplémentaire dans la recherche de logement.

Le rôle de l'Etat dans la formulation des politiques de jeunesse montre bien la nature des changements de gouvernance ayant pris place depuis la réforme de 2004. Le gouvernement a davantage un rôle de formulation : les objectifs sont formulés de manière large, et il reste une grande marge de manœuvre aux municipalités pour se réappropriier ces objectifs en fonction des besoins et des contraintes locales. Si le gouvernement semble n'avoir qu'un rôle de formulation, il existe néanmoins un acteur non-public - le DUF – qui exerce quant à lui a un rôle dans la mise en œuvre des politiques publiques.

### *2.1.2 Le Conseil de jeunesse danois (DUF)*

Le DUF est une association en charge du financement et de la coordination de 70 associations au Danemark. Le DUF - le Conseil de jeunesse danois - a été créé en 1940 avec pour objectif de contrer la montée du nazisme et des sentiments anti-démocratiques chez les jeunes. La pierre angulaire du DUF est par conséquent de promouvoir la participation des jeunes dans la vie associative et de manière démocratique. Les valeurs sur lesquelles repose le DUF, ainsi que les associations qu'il finance, sont la participation, le dialogue, le bénévolat et l'émancipation des jeunes. L'administration du DUF est constituée d'un secrétariat en charge des affaires courantes et de la gestion locale et financière. L'institution suprême est un conseil constitué de 15 membres élus parmi les adhérents du DUF. Ce conseil est responsable de l'attribution des fonds et de l'approbation des décisions. Il existe trois sous-conseils en charge de l'attribution des financements dans trois domaines différents: les financements annuels pour les grandes associations établies au Danemark (comme par exemples les Scouts), le fond de soutien aux initiatives et le conseil d'entraide au Moyen-Orient.

Le budget du DUF provient des impôts prélevés sur les jeux d'argent et s'élève à 100 millions de couronnes par an (env. 13 millions d'euros). L'argent est réparti selon les financements décidés par les trois conseils. La plus grande partie du budget est consacrée au financement annuel des 70 grandes associations danoises. Pour être subventionnées, les associations ne doivent pas être des associations sportives, de santé ou des organes politiques. Leur fonctionnement doit être démocratique et elle doivent être indépendantes politiquement et économiquement. Elles doivent avoir au moins 300 membres et être représentées dans au moins quatre des cinq régions du Danemark nous ne nous attarderons par conséquent pas sur ces associations qui ne sont pas spécifiques à Copenhague.

Le DUF consacre parallèlement une partie de son budget au financement du lancement de certaines associations locales. Ce service cible des associations de toute taille à condition que les jeunes ou les enfants soient ciblés de façon créative. Les jeunes doivent contrôler l'association eux-mêmes, même s'il est possible qu'ils soient encadrés par des adultes. Enfin, les membres doivent être bénévoles afin que le projet puisse bénéficier de cette allocation. Celle-ci couvre les dépenses de communication, le matériel technique, la location de salles et les transports sur le territoire national. A l'inverse, les activités récurrentes ne peuvent être financées ce qui confirme que le fonds à l'initiative

du DUF est une aide au lancement plutôt qu'un fonds de fonctionnement. Les financements du fonds d'initiative ne sont pas plafonnés; en moyenne, chaque association reçoit entre 10 000 et 30 000 couronnes (soit entre 1300 et 4000 euros). Cependant, certaines associations reçoivent plus de 50 000 couronnes (env. 6 600 euros). Les demandes de financement de moins de 5000 couronnes (env. 600 euros) voient leur demande traitée plus vite. Toutes les demandes de subventions sont traitées par le conseil du fonds pour l'initiative, composé de membres élus du DUF.

Même si toutes les initiatives financées ne prennent pas nécessairement place à Copenhague, dans la mesure où le DUF a une action nationale, certaines le sont. C'est par exemple le cas de *Ordskaelk* ("Tes propres mots"). En 2010, une étudiante, Karen Siercke, a décidé d'ouvrir un atelier d'écriture à Nørrebro afin de permettre dans un premier temps à quatorze jeunes du quartier d'écrire leur histoire. Elle a ensuite publié un livre dont les jeunes sont co-auteurs. Pour ce faire, elle a bénéficié de l'aide à l'initiative du DUF. Désormais, elle gère une association *Hyggefactory* ("L'usine à sociabiliser"), qui cherche à promouvoir et à développer la créativité des jeunes, non seulement dans le domaine de l'écriture, mais également dans ceux de la photographie, de la musique, du cinéma, de l'architecture et du design. L'association s'est installée à Nørrebro afin de pouvoir travailler avec des jeunes n'étant pas nécessairement impliqués dans des associations culturelles classiques. Par ailleurs, par la publication de leur travail, l'association permet à ces artistes en herbe de se constituer un réseau et de leur donner une existence dans le domaine public. Si l'initiative première, *Ordskaelv*, a été financée par le DUF, l'association *Hyggefactory* dispose désormais de fonds propres, permis par la vente du livre *d'Ordskaelv* (désormais publié chaque année), ainsi que grâce au support d'entreprises privées qui financent l'association sous forme de dons. Le financement initial ayant été assuré par le DUF, ils bénéficient par ailleurs désormais d'une visibilité nationale. Par conséquent, l'association a été sélectionnée par le ministère de la culture pour participer à une expérience de trois ans, qui cherche à rapprocher les jeunes des quartiers défavorisés de la culture.

Le DUF finance également un projet intitulé "*Fra Krig til Kaedans*" ("De la guerre à la Danse") Il s'agit de concerts organisés par le DUF, qui se tiennent dans les centres de rétention de Gribskov (banlieue de Copenhague). Il y a environ 250 jeunes en centre de rétention au Danemark, qui attendent leur régularisation: cinquante d'entre eux sont enfermés à Gribskov, venant principalement d'Irak et d'Afghanistan. Certains d'entre eux ont passé entre cinq et huit ans dans ce centre, ce qui renforce leur fragilité psychologique, dans la mesure où cette rétention aggrave les traumatismes vécus pendant la guerre. Par conséquent, animer des concerts dans ces centres permet de leur remonter le moral et de leur faire passer des moments agréables de temps à autre. Co-financé par l'association "*Alle børns rettigheder*" ("Tous les droits des enfants"), ce projet a été financé à hauteur de 40 000 couronnes (soit un peu plus de 5000 euros). Cela montre bien que le DUF, bien que tirant ses revenus des impôts, poursuit une politique propre, n'étant pas nécessairement en accord avec celle du gouvernement.

Le DUF constitue donc un acteur central dans la conception des politiques de jeunesse au Danemark, et par extension à Copenhague. Néanmoins, la plupart des politiques de jeunesse sont mises en place de manière locale et sont soutenues par la commune (répondant aux attentes du gouvernement) ou bien vivent sur leurs propres fonds, sans bénéficier d'aides du DUF. Nous verrons donc comment les politiques de jeunesse sont mises en place au niveau municipal, par les acteurs publics et les acteurs non-publics.

## 2.2 Acteurs au niveau local

Au niveau local, l'approche des politiques de jeunesse prend place de manière décentralisée. Si les acteurs locaux doivent prendre en compte les objectifs définis par le gouvernement, ils bénéficient néanmoins d'une certaine autonomie. Si les politiques locales, publiques et non-publiques, s'inscrivent dans un cadre de gouvernance national, elles répondent également à leur propres règles : des dynamiques, à la fois transversales et entre les acteurs municipaux et les associations sont observés. Passage peu clair, à réécrire

### 2.2.1 .La municipalité

Ainsi qu'indiqué auparavant, l'administration de Copenhague est partagée entre sept comités responsables des décisions et des activités de différents secteurs de politiques publiques. Chaque comité est géré par un maire adjoint (*Bormestrer*) et le comité des finances est géré par le maire principal de la ville (*Overborgmester*). Parmi les six maires adjoints, l'adjoint à l'enfance et à la jeunesse est naturellement en charge des politiques de jeunesse. Néanmoins, d'autres comités – notamment ceux de la culture et des loisirs, des affaires sociales et de l'emploi et de l'intégration – consacrent également une partie de leurs stratégies et de leurs initiatives aux jeunes. Une telle organisation des politiques de jeunesse reflète la logique décentralisée au niveau local de la conception et de la mise en oeuvre des politiques publiques. En effet, chaque comité peut décider des actions pouvant être mises en place dans leurs secteurs d'activité respectifs. Ainsi, l'articulation des acteurs publics locaux engagés pour les politiques de jeunesse relève d'une perception non seulement décentralisée mais également transversale de la mise en oeuvre des politiques de jeunesse.

La perception d'ensemble des politiques de jeunesse au Danemark et à Copenhague montre l'engagement de différentes autorités locales dans la mise en oeuvre des politiques de jeunesse. Parmi les comités municipaux – et leurs respectives administrations - nous identifions cinq grands acteurs en ce qui concerne les politiques de jeunesse, à savoir : le Comité à l'enfance et à la jeunesse, le Comité pour l'emploi et l'intégration, le Comité aux affaires sociales et le Comité pour la culture et pour le loisir. Les fonctions de ces comités en ce qui concerne la jeunesse ainsi que la coordination et financement de leurs différents projets destinés à ce groupe sont détaillées ci-dessous.

#### *Finances publiques locales*

Comme expliqué par Olaf Merk (Merk, 2010), le niveau de décentralisation fiscal et administratif au Danemark est important comparé à d'autres pays de l'OCDE. En effet, au Danemark les dépenses publiques au niveau local représentent 60% du total de dépenses publiques. Cela est dû aux nombres de responsabilités décentralisées au niveau local – surtout en ce qui concerne les fonctions de l'Etat-providence. De même, les acteurs locaux prélèvent 35% (2009) des impôts totaux du Danemark. Les impôts locaux sont la source de revenu la plus importante pour les municipalités. Dans la région *Hovestaden*, cela représente 64% de revenus des municipalités. Les principales taxes levées par les municipalités incluent l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la propriété et l'impôt sur les entreprises. A Copenhague, 61% du budget de la municipalité se base sur les revenus des impôts locaux tandis que les allocations gouvernementales ne représentent que 26% du budget total de la ville. L'allocation du budget municipal est la responsabilité du Comité des Finances, composé du maire principal et des maires adjoints. Chaque année en Août, le comité se rassemble pour négocier le budget de l'année à venir. Après l'approbation en Septembre, le budget est mis en place en Octobre par chaque comité. Par ailleurs, comme le souligne Merk, un manque de coordination et de contrôle caractérise la gestion fiscale de Copenhague. Bien que tous les comités et leurs administrations doivent présenter des justificatifs pour l'allocation du budget pendant les négociations annuelles, l'accompagnement de l'exécution de ce budget est difficile à mettre en place. Cela se traduit par un manque de transparence vis-à-vis du Comité de finances, compromettant ainsi une gestion fiscale efficace.

#### *Le Comité et l'administration pour les enfants et pour la jeunesse*

Le Comité à l'enfance et à la jeunesse (*Børne- og Ungdomsudvalget* en Danois, désormais BUV) est responsable de la coordination des efforts et de la prise de décision dans les domaines de l'éducation, des loisirs et des activités associatives et de formation en dehors de l'école. En outre, le BUV se consacre aussi aux programmes de santé psychologique et de bien-être<sup>3</sup>. Les projets du BUV

<sup>3</sup> Il est important de souligner que le Comité pour la santé et les soins a transféré dans les dernières années ses responsabilités concernant la jeunesse au BUV. De même, un plan de santé pour la jeunesse a été établi pour la période 2011-2014.

sont organisés et mis en place par son administration (Børne- og Ungdomsforvaltningen en danois, désormais, BUF) responsable de la mise en place effective des politiques publiques et des projets conçus par le comité. Ainsi, l'administration compte un secrétariat général coordonnant les initiatives du BUV dans les districts de la ville. De même, le BUV compte deux organismes responsables de la gestion d'information des thèmes traités par le comité et du soutien aux écoles et institutions dans l'adéquation aux décisions du comité ainsi que dans la mise en place de nouveaux projets.

A ce jour, les projets du BUV ciblent plutôt les enjeux concernant l'éducation de 0 à 18 ans, et surtout des enfants et jeunes en situation de vulnérabilité. Pourtant, quelques projets importants sont destinés aux jeunes entre 19 et 25 ans, avec notamment un accent sur la formation professionnelle ainsi que des services d'orientation professionnelle. Deux politiques méritent notre attention : l'éducation extra-scolaire des jeunes entre 18 et 25 ans à "l'école de jeunesse", ainsi que le service d'orientation et d'éducation de la ville de Copenhague (*UU Copenhague*). Ces deux projets visent à contribuer à l'objectif national d'assurer, d'ici à 2015, à 95% des jeunes des activités extra-scolaires et des services d'orientation professionnelle, après les 10 années de scolarité obligatoire. Ces deux programmes ont par ailleurs pour objectif d'augmenter les possibilités d'insertion professionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité.

Le BUV est responsable du financement de ces projets, ainsi que de la gestion générale de leur fonctionnement. Le financement, il est octroyé annuellement à chaque projet : pour l'année 2012, le BUV a transféré 63 284 000 couronnes (env. 8,5 millions d'euros) aux activités de "l'école de jeunesse". Le UU a d'autre part reçu un transfert de 70 271 000 couronnes (env. 9,4 millions d'euros) pour ses activités en 2012. Si la municipalité est un acteur important du financement de ces politiques, elle n'exerce qu'un rôle indirect dans la gestion de ces projets. En effet, nous pouvons observer une autonomie plus grande des administrations des projets. D'après la responsable de communication et du développement des projets de la "l'école de jeunesse", Lajla Johansen<sup>4</sup>, l'école jouit d'une autonomie très large dans la formulation de ses activités et de ses projets. Le conseil de l'école de jeunesse compte trois représentants de la mairie, qui peuvent donner leur avis sur la structure organisationnelle de l'école mais pas sur des sujets concernant ses activités quotidiennes.

#### *Le Comité et l'administration pour l'emploi et l'intégration*

Le Comité pour l'emploi et pour l'intégration (Beskæftigelses- og Integrationsudvalget en Danois, désormais BIV), joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'initiatives visant à l'intégration et à l'autonomie des jeunes. Depuis 2011, la maire responsable du comité est Anna Mee Allerslev, du parti Social Libéral (*Det Radikale Venstre*, centre gauche)<sup>5</sup>, ex-membre du mouvement politique *Radikal Ungdom* (Jeunesse Radicale). Le BUV est responsable de la formulation des politiques publiques pour l'emploi et pour l'intégration des jeunes immigrés. Son organisme administratif (Beskæftigelses- og Integrationsforvaltningen, désormais BIF) est responsable de la promotion de l'augmentation des opportunités d'emploi et dans le renforcement de l'intégration. En outre, le BIF est l'une des administrations – en partenariat avec l'administration pour les enfants et les jeunes et l'administration des services sociaux – responsable de la gestion des politiques composant le Plan d'Intégration pour 2011-2013. La stratégie nommée « S'engager à Copenhague » a été conçue afin de soulever le problème de l'inefficacité des politiques publiques existantes de promotion d'une égalité effective entre les travailleurs danois et ceux d'origine étrangère.

Le nouveau plan se distingue de la stratégie adoptée en 2006, car il inclut la participation d'acteurs non-publics importants comme des entreprises, des institutions éducatives et des organisations culturelles. En effet, le caractère innovant de ce plan réside dans la création d'une charte

---

L'exécution du plan est une responsabilité de l'Administration pour l'enfance et la jeunesse et de l'Administration des affaires sociales.

<sup>4</sup> Chargée de communication au sein de l'Ecole de jeunesse de Copenhague. Interviewée par mail, le 23 mai 2012

<sup>5</sup> *Radikal Ungdom* est une association politique de jeunes dont la mission est celle de attirer l'attention des jeunes à la base du parti *Det Radikale Venstre*. Anna Mee Allerslev a 28 ans.

de diversité dans laquelle différents acteurs non-publics s'engagent à d'aider la municipalité à devenir "la ville la plus chaleureuse et accueillante d'Europe d'ici à 2015"<sup>6</sup>. Parmi les objectifs prévus en termes de jeunesse, le plan cherche à assurer à tous les jeunes une éducation de qualité afin de bien commencer la vie d'adulte et de mieux intégrer les jeunes les plus vulnérables au marché du travail. Le BUF et le BIF sont responsables de la promotion des politiques publiques qui permettront d'atteindre ces objectifs.

Parmi les actions concrètes du BIF pour la jeunesse, le *Jobcentre* se distingue. Bien que cette institution ne soit pas destinée directement aux jeunes, elle offre une opportunité pour le public jeune. En mettant en place une plateforme d'échange entre les citoyens et les entreprises, le *Jobcentre* cherche à intégrer la population jeune au marché du travail. *Jobcentre* offre également des activités de formation et d'orientation professionnelle. Le centre compte aussi avec une banque d'offre d'emplois subventionnés en grande partie par la municipalité. L'institution appartient à l'administration pour l'emploi et l'intégration, qui est responsable de la gestion de ses activités. Ainsi, le budget du *Jobcentre* est lié au budget annuel du respectif comité. Pour l'année de 2012, le service compte avec un budget de 390 202 000 couronnes (soit 52 millions d'euros).

### *Le rôle de Jobnet*

La ville de Copenhague offre des services d'aide à la recherche d'emploi. Ce service est imposé à toutes les communes par décret gouvernemental afin de permettre une recherche d'emploi à proximité du lieu d'habitation. *Jobnet* est le nom du site internet qui gère les chômeurs et les demandes d'emploi tandis que *Jobcenter* est le lieu matériel qui les emploie. Par ailleurs, il existe deux catégories de chômeurs chez les 18-30 ans: ceux qui bénéficient de la couverture chômage minimum financée par l'Etat et ceux qui bénéficient d'une couverture chômage complémentaire de par leur adhésion à un syndicat. En effet, si l'Etat offre une couverture chômage à tous les Danois, celle-ci est limitée. Pour bénéficier d'une couverture chômage avantageuse (*arbejdsløsheds-kasse*), il faut être membre d'un syndicat qui complète l'allocation distribuée par l'Etat. L'adhésion à un syndicat est obligatoire dans certaines entreprises, et est très répandue même dans les entreprises où elle n'est pas obligatoire.

*Jobnet* a deux régimes suivant la catégorie de chômeurs dans la mesure où ceux ne bénéficiant pas de l'*arbejdsløsheds-kasse* peuvent bénéficier d'aides provenant d'un fond d'urgence. Cependant, les jeunes chômeurs sont soumis aux mêmes exigences et aux mêmes services en ce qui concerne la recherche d'emploi en soi. Ils doivent présenter un nouveau CV, puis passer un entretien d'embauche au sein du *Jobcenter*, qui ne leur donne pas forcément accès à un emploi mais permet aux employés de *Jobcenter* de déterminer s'ils sont prêts à passer un nouvel entretien. L'agence offre des cours d'écriture de CV et met en place des stages pour les jeunes dont les qualifications seraient en inadéquation avec les besoins du marché du travail. Cela fait partie de la nouvelle politique nationale pour l'emploi, qui caractérise le miracle danois: une forte protection des chômeurs mais également de fortes incitations à retourner vers l'emploi. En effet, les chômeurs doivent se connecter au moins une fois par semaine sur le site de recherche d'emploi sous peine de perdre leurs allocations. *Jobnet* montre donc à la fois une volonté de protéger les jeunes tout en leur permettant de répondre aux besoins de la ville en terme d'insertion sur le marché du travail.

### *Le Comité et l'administration des affaires sociales*

Le Comité des affaires sociales (*Socialudvalget*, désormais SOV) s'occupe de la coordination des services d'aide sociale, des transferts de revenus aux jeunes les plus défavorisés, ainsi que des services d'orientation professionnelle et de traitement des jeunes étant violents ou violentés et/ou en connaissant des problèmes de consommation d'alcool et de drogue. Dès lors, son administration

<sup>6</sup> Copenhagen's Diversity Charter – Engage in the City, 2011.

(Socialforvaltningen, désormais SOF) est responsable de la gestion de centres d'accueil locaux ciblant les jeunes. En effet, l'administration en charge de la gestion des centres de quartier s'occupe de nombreux projets et fonctions. Toutes les institutions et tous les services sont regroupés dans des groupes de travail avec une direction, et bénéficient d'une unité de soutien technique commune. Parmi les institutions dépendantes du comité aux affaires sociales, U-TURN se distingue.

L'U-TURN est une institution permanente de la mairie réservée à la prise en charge des jeunes entre 15 et 25 ans toxico-dépendants. L'institution n'offre pas seulement des services de conseil et d'écoute mais propose aussi des activités sportives et culturelles, ainsi que des sessions de formation afin d'aider ces jeunes à se réintégrer à la société et à atteindre leurs autonomie. L'institution est financée par le SOF. En ce qui concerne sa gestion ainsi que la formulation de ses projets, nous pouvons observer une autonomie assez large par rapport au Comité aux affaires sociales et à son administration, comme affirme Dan Orbe, consultant du Centre de recherche sur l'abus et la jeunesse lié à la SOF.

### *Le Comité pour la Culture et loisirs*

Le Comité pour la culture et loisirs (Kultur- og Fritidsudvalget, désormais KFV) s'occupe des fonctions concernant les équipements de culture et loisirs de la ville, tels que les bibliothèques, les clubs de loisirs et de sports, les musées, les maisons de culture et de jeunesse ainsi que des cours de culture générale. De plus, le KFV est responsable de la promotion d'évènements sportifs et culturels et de la promotion d'une stratégie collaborative avec des acteurs privés et des institutions indépendants dans les domaines de la culture, du sport et du loisir. Il faut encore souligner que le KUF gère toutes les propriétés publiques de la ville par l'intermédiaire de l'agence municipale en charge de gestion du patrimoine (Københavns Ejendomme).

Partant, son organisme administratif (Kultur- og Fritidsforvaltningen, désormais KFF) s'organise autour de quatre départements. Le département de services est responsable de la médiation entre les institutions (publiques et privées) liées à la culture et aux sports et le gouvernement afin d'établir des stratégies de coordination, de collaboration et d'échange d'informations. Le département pour la culture, sports et bibliothèques s'occupe du management de plus de 100 équipements dans ces domaines, (bibliothèques, musées, gymnases, centres culturels, etc. Le « Secrétariat et communications » est le département pour le management et support politique du KFV. Il s'occupe de la préparation des documents pour la prise de décision du Comité en tant qu'organisme central dans les échanges entre le Comité et la population. Enfin, le département de « planning » s'occupe du développement et management des structures de sports, cultures et loisirs. Il est également en charge d'aider des initiatives conçues par des associations en louant des propriétés publiques ou à travers de subventions.

Dès lors, le KFV et le KFF se distinguent d'autres comités et administrations en ce qui concerne les décisions et la mise en œuvre des projets pour les jeunes, dans la mesure où ces autorités comptent beaucoup plus sur la participation populaire dans la conception de leurs projets. Ainsi, comme l'explique la consultante pour la culture Tenna Weng Andersen<sup>7</sup>, le KFV et la KFF invitent les jeunes à développer leurs propres idées et projets dans les domaines de la culture et des loisirs. La principale stratégie de ces autorités est de créer et de consolider un espace pour la culture jeune dans la ville. Ainsi, à travers du Comité pour la Culture et loisirs et son administration, la municipalité a ouvert une porte pour la participation jeune dans la conception des politiques publiques, tout en soutenant financièrement et techniquement ces initiatives.

De fait, nombreux sont les exemples d'initiatives conçues dans un premier temps au sein d'une association ou de manière indépendante, puis institutionnalisées par le KFV à travers le support du KFF. Le projet « Street Mekka », promouvant le *street art* et l'*empowerment* des jeunes par la culture et le sport, crée par l'ONG GAM3, a par exemple pu être réalisé grâce au soutien du KFF ainsi que

---

<sup>7</sup> Interviewée par mail, le 23 mai 2012.

d'autres donateurs. De même, l'initiative « *KPH Projects* » - analysée en profondeur plus bas dans ce rapport – créée par cinq ONG avec le but de mettre à disposition des jeunes un endroit pour qu'ils puissent exercer leur créativité et développer leurs projets - a été institutionnalisée par la ville de Copenhague. Ces politiques comptent sur le financement et le management du KFV.<sup>8</sup>

Enfin, il reste à dire que les politiques conçues par le KFV lui-même jouissent également d'un haut niveau de participation populaire dans leur management. La maison du projet (*Kraftverket*), conçue comme une "ambassade jeune" à Copenhague, et où les jeunes peuvent développer leurs projets en est un exemple (*voir infra*). Créée par le KFV, la Maison des projets a pour objectif le développement d'opportunités pour les jeunes de la ville, pour les aider à démarrer des projets, des événements, et même envisager des changements politiques dans le domaine de la jeunesse à Copenhague. Ainsi, le *Kraftverket* vise à augmenter le dialogue entre les jeunes et la municipalité.

### *Les comités locaux*

La ville de Copenhague a décidé de mettre en place en 2005 un système de comités locaux dans chaque quartier de la ville, afin de permettre une démocratie forte et significative pour le mandat municipal 2006-2009. 12 comités locaux ont été ouverts en 2008. Ceux-ci plusieurs rôles : ils sont en charge de faire remonter à la mairie centrale les demandes émises par les citoyens locaux concernant l'aménagement du territoire, l'environnement, la santé, le trafic, les sports, les écoles, les enfants et les jeunes, les personnes âgées et la culture. Chaque comité local a le pouvoir de soumettre des propositions au comité correspondant de la mairie centrale. Par ailleurs, les comités locaux sont en relation directe avec le comité des finances afin de négocier le budget nécessaire à leur développement. Ils doivent également promouvoir les activités locales au sein de leur quartier. Le budget pour le comité local dépend du nombre d'habitants et oscille entre 0,7 et 4,9 millions de couronnes (soit entre 100 000 et 650 000 euros). Chaque comité local est composé de 23 élus. Sept d'entre eux sont nommés par le conseil municipal et doivent le représenter au sein du comité (ces 7 membres doivent nécessairement résider dans ce quartier). Les citoyens ont la possibilité d'ouvrir des groupes de travail au sein des comités locaux afin de discuter démocratiquement des problèmes les concernant. Les réunions mensuelles du comité local sont publiques. Enfin, ce dernier a la possibilité de financer des projets locaux à la demande des citoyens.

### *2.2.2 Les acteurs non-publics : associations, ONG et secteur privé*

Si la structure gouvernementale de Copenhague n'accorde pas un rôle significatif aux districts dans la mise en œuvre des politiques de jeunesse, par la progressive interaction entre la municipalité et des acteurs de la société civile et du secteur privé révèlent d'une envie de penser à des solutions pour la jeunesse qui tiennent compte des enjeux socio-économiques locaux. Ainsi, penser à la gouvernance des politiques de jeunesse urbaines à Copenhague implique nécessairement de considérer ces acteurs et leur potentiel d'action en promouvant une stratégie plus participative pour la jeunesse.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la mise en place des partenariats entre le secteur public et le tiers secteur est une initiative commune dans le secteur de la culture, des sports et des loisirs. Néanmoins, des projets dans le secteur de l'emploi et de la formation, de la santé et des soins constituent aussi des partenariats intéressants. De plus, bien que les Partenariat ne soient pas le trait le plus marquant de la gouvernance des politiques de jeunesse en Copenhague, le secteur privé joue un rôle important dans le financement de quelques initiatives. De même, la mise en place de conventions entre la municipalité et des entreprises (e.g la Charte de diversité et le Jobcenter mentionnés ci-dessus), démontrent un souci d'inclure ces acteurs dans une stratégie plus ample de

---

<sup>8</sup> Voir Annexe 5

promotion de la jeunesse. Enfin, il est également nécessaire prendre en compte les actions menées au niveau local par les associations sous la coordination du DUF. Celles-ci ne représentent pas seulement un souci de trouver des solutions locales mais également de faire participer les jeunes à la mise en œuvre de politiques de jeunesse.

Le rôle local des associations dans la promotion d'une politique de jeunesse plus « locale » peut être bien illustré, notamment dans les domaines de de l'assistance sociale et de l'intégration sociale des jeunes moins favorisés. Deux projets se distinguent : le premier *Pigegruppen* (Le groupe des Filles) conçu par une association et pris en charge postérieurement par la municipalité, offre de l'aide aux filles ayant été confrontées à la violence ou à la drogue. Le projet est situé dans le quartier populaire de Vesterbro connu par sa population immigrée, par la pauvreté, la prostitution et l'accès facile aux drogues et ayant subi des nombreuses interventions de régénération urbaine pendant la seconde moitié des années 1990. Ces interventions ont résulté dans un intense processus de gentrification et dans un changement des caractéristiques socio-économiques du quartier. Pourtant, les problèmes liés à la prostitution et à la drogue y persistent.

Similairement, le projet *Spydspidsen* (conçu par l'association homonyme) cherche à intégrer les jeunes entre 15 et 18 ans en situation de vulnérabilité socio-économique à travers des formations professionnelles et des services d'écoute et de conseil. L'association fut créée en 1997 après des vagues de violence dans la ville. Le projet a ainsi bénéficié des fonds du Comité pour les services sociaux compris par le "violence package". De même, le projet *Sjakket*, crée en 1991 en tant qu'ONG, propose de nombreuses activités culturelles et de formations aux enfants et jeunes défavorisés du quartier Nørrebro au Nord-Ouest de Copenhague. L'association permet en outre aux écoles et crèches du quartier l'utilisation de ses structures pour le développement des activités de loisirs et culturelles pour les enfants, les jeunes et les adultes. *Sjakket* compte également une fondation privée (*DSI Sjakket*) responsable de la gestion des activités développées par l'association. Enfin, l'initiative a mis en place des accords avec la mairie afin d'offrir une école aux enfants les plus vulnérables qui ne peuvent pas suivre de cours dans les écoles publiques. Elle reçoit ainsi des financements publics.

Des partenariats intéressants émergent également dans le secteur de la culture, surtout en ce qui concerne la revalorisation des espaces publics à travers les arts et le sport. Deux de nos études de cas de la section suivante mettent l'accent sur l'importance de ce type de partenariat. Mais d'autres initiatives en sont d'autres exemples : c'est le cas du BaNnana Park. Inauguré en 2010, l'espace de loisirs de 5000m<sup>2</sup> situé dans le quartier populaire de Nørrebro a été mis en place sur une proposition des habitants du quartier et grâce aux financements partagés entre la municipalité et un fonds privé pour l'urbanisme (*Realdania*). BaNnana park est un exemple de comment les autorités locales (le district de Nørrebro) et la municipalité, en partenariat avec divers investisseurs ont réussi à récupérer ce qui était une aire vacante et non-développée en la transformant en un espace de convivialité et de participation. L'espace où se trouve le complexe de loisir est le résultat d'un conflit entre le secteur immobilier – désirant construire un bâtiment résidentiel – et la population locale qui défendaient l'utilisation de l'espace pour la récréation des enfants et jeunes de la région. Après le lancement d'une pétition, le plan pour le développement d'un parc a compté avec la participation des habitants dans les réunions avec les institutions locales. De plus, le parc fait partie du projet Copenhagen X, une stratégie de développement urbain s'inscrivant sur une durée de 10 ans (2001-2011) issue d'un partenariat entre les municipalités de Copenhague et de Frederiksberg et la Fondation Realdania.

Un autre projet associatif qui mérite l'attention dans le domaine de la culture est le projet d'appropriation des bâtiments vides par l'association *Givrum* (Donner de l'espace). Fondée en 2006, cette association indépendante aspire à l'invention d'un modèle plus juste de développement urbain en offrant des bâtiments vides et susceptible d'être démolis à l'usage d'associations ou à des groupes de jeunes ayant une idée pour valoriser ces bâtiments. Ainsi, l'organisation fonctionne comme une institutionnalisation des squats culturels en faisant la médiation entre les propriétaires ayant un bâtiment non-utilisé et les jeunes utilisateurs. De même, l'association joue un rôle de consultant sur des projets liés à l'utilisation de la culture comme un agent de changement social ainsi que des

initiatives dites socialement innovantes et celles stimulant la production d'aliments locale. Les projets développés peuvent avoir un caractère permanent ou temporaire : dans le dernier cas, *Givrum* obtient une concession pour l'utilisation provisoire du bâtiment jusqu'à sa démolition, ou que sa régénération soit approuvée et mise en place. Pour développer ces activités, l'association compte sur des donations et des fonds propres levés par des projets mis en place.

Finalement, les partenariats entre la municipalité, le secteur privé et les associations sont aussi importants dans la promotion des festivals culturels. A titre d'exemple, le festival annuel *Kulturhavn* réalisé au mois d'août, est une opportunité pour les associations de la ville de présenter leurs projets ainsi que pour la mise en œuvre des projets valorisant la zone portuaire de Copenhague. En 2011, le festival a offert 250 activités culturelles et sportives gratuites en réunissant 126 associations pour une audience de plus de 80 000 personnes – ce qui fait de *Kulturhavn* le festival culturel et portuaire le plus important du Danemark. Le projet bénéficie du soutien financier de la commune de Copenhague et sur plusieurs sponsors privés. Si la coordination entre les pouvoirs publics et les initiatives privées est largement développée, la coordination entre les institutions privées, c'est-à-dire, entre les différents comités est, quant à elle, naissante. Nous verrons dans la partie suivante que la ville de Copenhague a mis en place trois grands plans incluant la jeunesse, en vue de rapprocher les activités des différents comités.

### *2.2.3 Le renforcement de la coordination des politiques au niveau local*

Le fonctionnement des associations au Danemark permet de penser l'intégration des politiques de jeunesse. En effet, si les associations peuvent exister en tant que telles, elles fonctionnent beaucoup en partenariat avec des organismes publics. Cependant, il est vrai que si l'approche des politiques de jeunesse dans chaque secteur peut permettre de parler d'intégration, elle ne permet pas de parler de coordination entre ces différents comités et avec les associations. Par conséquent, et pour remédier à ce problème, la ville de Copenhague a mis en place en 2011 trois plans de stratégie politique qui s'entrecoupent, et témoignent de l'engagement de la ville à la fois dans la promotion de la jeunesse en tant que période d'épanouissement personnel et l'envie d'adapter la jeunesse aux besoins du marché du travail local. Les trois stratégies politiques concernent la jeunesse en tant que telle et son traitement transversal dans des plans d'intégration et d'optimisation du marché du travail.

#### *Ungestrategi: un plan pour les jeunes (2012)*

De 2010-2013, la maire responsable du Comité pour l'enfance et la jeunesse (BUV) est Anne Vang, du parti Social-Démocrate (*Socialdemokraterne*). Anne Vang – qui a d'ailleurs tout juste 29 ans – défend depuis le début de son mandat la mise en place d'une stratégie unifiée pour la jeunesse. Par conséquent, le BUV décide en juin 2011 de mettre en place une Commission pour la jeunesse afin d'établir les bases d'une politique de jeunesse intégrée et cohérente permettant de mettre en place des actions et des initiatives concrètes. Composée de représentants du gouvernement, de chercheurs, de membres de la société civile – et notamment parmi eux de représentants du Conseil National de Jeunesse – et d'acteurs du secteur privé, la Commission a publié le 23 février 2012 un rapport réunissant leurs principales conclusions. Ce document prévoit un plan d'action pour la jeunesse déjà considéré dans les accords pour le budget de 2012 de la municipalité<sup>9</sup>.

Ce plan d'action - qui sera débattu pendant l'été 2012 et serait éventuellement inclu dans le budget de 2013 - a pour objectif d'établir une stratégie coordonnée pour la jeunesse afin d'assurer notamment une meilleure mise en place des politiques d'éducation et d'accès à l'emploi. Ainsi, la stratégie serait en accord avec l'objectif national d'assurer à 95% des jeunes une éducation

---

<sup>9</sup> En effet, à la page 37 de l'accord sur le budget pour 2012 (*Aftale om budget 2012 for Københavns Kommune*, du 19 septembre 2011), il se trouve que tous les parties sont accordés sur l'importance de l'élaboration d'une stratégie coordonnée ciblant les jeunes entre 15 et 29 ans, devant être conçue par quatre comités – les comités pour les enfants et la jeunesse, pour l'emploi et l'intégration, pour la culture et loisirs et pour les services sociaux.

supplémentaire entre le Baccalauréat et les études supérieures. Cette préoccupation se justifie par le fait qu'un jeune sur dix n'a pas d'emploi, ne reçoit pas de formation complémentaire et ne reçoit pas non plus d'aides publiques.<sup>10</sup> De plus, la commission a également souligné la nécessité de mettre en place une variété plus large et plus accessible d'activités culturelles et de loisirs – notamment pour les jeunes les plus défavorisés. Notons que l'accès à davantage d'activités socio-culturelles a pour objectif à terme de leur donner des outils pour qu'ils s'intègrent plus facilement sur le marché du travail. Pour atteindre ces objectifs, la commission a mis en avant la nécessité d'intégrer les activités de quatre comités concernés par la thématique de la jeunesse : le Comité pour les enfants et les jeunes, le Comité pour l'emploi et l'intégration, le Comité pour les services sociaux et le Comité pour la culture et loisirs. Pour ce faire, un groupe de travail sera établi. Le CEJ et le Comité pour l'emploi et l'intégration ont ainsi composé le secrétariat de ce groupe, dont les responsabilités incluent l'organisation des propositions à être débattues, la mise en place de l'agenda et du calendrier des discussions du groupe. En outre, un comité d'organisation formé par les représentants de chaque comité et administration municipaux engagés dans le groupe discutent depuis février. La stratégie finale doit être présentée en août 2012.

Une fois approuvée, la stratégie changera drastiquement le rôle du CEJ ainsi que les relations entre les différents comités engagés. Cependant, il manque encore à ce rapport une analyse des dynamiques d'interaction entre les acteurs responsables des politiques de jeunesse de Copenhague et notamment du CEJ.

#### *Arbedjestrategi - Plan pour le travail*

Le plan pour le travail ne cible pas la jeunesse en particulier, mais au moins partiellement dans la mesure où la question de l'intégration des jeunes sur le marché du travail est centrale à Copenhague. Le plan de pour le travail s'inscrit également dans la stratégie nationale de développement telle que décrite précédemment. Le rapport pointe l'inadéquation entre la qualification des travailleurs à Copenhague et le marché de l'emploi. Il propose donc une orientation de la politique de l'emploi vers l'éducation et la formation professionnelle pour répondre à ce problème. Cette mesure concerne particulièrement les jeunes, dans la mesure où ils sont encore en phase d'apprentissage et peuvent donc être encouragés à aller le plus loin possible dans les études afin de constituer cette main d'oeuvre qualifiée. De la même manière, le rapport montre qu'une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail peut être facilité par le renforcement de l'orientation et du conseil, ainsi que par une augmentation des moyens alloués à l'agence pour l'emploi.

Outre la difficulté des jeunes à s'insérer sur le marché du travail, il existe à Copenhague des inégalités d'accès à l'emploi entre les jeunes danois et les jeunes issus de l'immigration. C'est la raison pour laquelle la ville de Copenhague a mis en place un troisième plan visant à promouvoir l'inclusion.

#### *Inklusionstrategi - Plan pour l'intégration (2011)*

La ville de Copenhague a mis en place son plan d'intégration en 2011, dans le but de devenir la ville la plus accueillante d'Europe d'ici à 2015. Il s'articule autour de trois notions centrales: l'inclusion, l'intégration et la citoyenneté. L'inclusion est définie comme un sentiment d'appartenance, et la ville cherche à développer ce sentiment pour les nouveaux venus. L'intégration est comprise comme une dynamique dans laquelle les citoyens de différentes origines arrivent à s'unir pour former sur le moyen-terme une réelle communauté. Enfin, Copenhague cherche à promouvoir une citoyenneté active pour tous, c'est-à-dire de permettre à tous les citoyens quelles soient leurs origines ethniques et sociales de prendre part aux décisions politiques.

Le plan pour l'intégration définit quatre objectifs: a) Tous les enfants et les jeunes doivent avoir les mêmes chances dans la vie et ne pas être conditionnés par leur origine sociale ou ethnique b) L'intégration doit se faire dans le monde du travail c) Les politiques mises en place doivent se

---

<sup>10</sup> Source : Kommissorium for udarbejdelse af en samlet Ungestrategi for Københavns kommune.

concentrer sur les zones les plus vulnérables d) Copenhague doit être reconnue comme une ville d'accueil. Ce plan s'adresse de manière différente aux différents acteurs, et propose des politiques ciblées. Il s'aligne sur les objectifs du gouvernement de 2011 mais va plus loin en le précisant et en l'adaptant au contexte local. Par ailleurs, au sein de ce plan, un budget spécifique à la jeunesse est alloué. En ce qui concerne l'égalité dans l'enfance et dans la jeunesse, le budget oscille entre 259,3 et 278,7 millions de couronnes par an (soit entre 34,5 et 37,1 millions d'euros environ). Le Comité des enfants et des jeunes est responsable de la mise en place des politiques. Les politiques mises en place ciblent une meilleure prise en compte des immigrés dans le système scolaire, notamment grâce à l'ouverture de classes bilingues, l'embauche de travailleurs sociaux, une égalisation des services proposés dans les écoles afin de renforcer les capacités des écoles des quartiers les plus défavorisés et proposer davantage de loisirs à ces jeunes.

Le plan d'intégration touche directement et indirectement les jeunes, et confirme la volonté de Copenhague d'orienter ses politiques de jeunesse dans le paradigme du respect de la jeunesse en tant que telle et de recherche d'amélioration de l'efficacité de son marché du travail. Ce plan adopte une approche particulière dans la mesure où ils ciblent les groupes ethniques minoritaires de Copenhague, caractérisés par un niveau d'éducation plus faible et de plus grandes difficultés à s'intégrer sur le marché du travail. Ce plan cible partiellement la jeunesse en espérant pouvoir résoudre ce problème à moyen-terme. Cependant, face à ce besoin d'améliorer l'efficacité du marché du travail, la ville de Copenhague garde à l'esprit l'importance de la jeunesse et souhaite permettre à ces jeunes d'avoir accès à davantage de loisirs ainsi qu'au monde associatif, qui leur permettrait de les aider à s'émanciper.

Ces trois plans se complètent et constituent trois angles d'approches du problème des jeunes à Copenhague. En effet, la mairie poursuit deux objectifs et essaye de les réconcilier à travers ces trois plans: il faut permettre aux jeunes de profiter de leur jeunesse, tout en s'assurant qu'ils s'insèrent de manière efficace sur le marché du travail afin de continuer à faire avancer Copenhague sur le devant de la scène internationale.

### **3. Etudes de cas**

Cette dernière partie cherche à décrire plus avant les mécanismes de mise en place des politiques de jeunesse. En effet, nous avons vu que les politiques de jeunesse prennent place dans un contexte urbain et institutionnel en mutation. Néanmoins, si l'étude de ce contexte permet de comprendre les logiques des politiques de jeunesse, il semble néanmoins nécessaire de décrire les mécanismes de mise en place afin d'approfondir la compréhension des politiques de jeunesse à Copenhague.

Nous étudierons quatre politiques différentes dans cette partie : 1) Kraftverket ; 2) Ung i job ; 3) Superkilen.

#### 3.1 Ung i job

*Ung i job* est une association ayant pour objectif de permettre aux 14-18 ans de trouver un travail en parallèle de leur formation scolaire. Le programme s'occupe des jeunes habitants dans les quartiers populaires d'Amager et de Kristianhavn, où une grande partie de résidents sont des immigrés de première génération. Les enfants de ces immigrés représentent en moyenne 10% des 14-18 ans sur la zone couverte. Par ailleurs, la proportion d'enfants d'immigrés dans ces quartiers est en augmentation depuis 5 à 10 ans.

L'objectif de l'initiative est de permettre à ces jeunes d'avoir une première approche du marché du travail, afin de les aider à s'intégrer de manière positive sur celui-ci. Cela permet par ailleurs de les éloigner de la criminalité. Outre des offres d'emplois, des cours de recherches d'emploi sont par conséquent dispensés. L'association offre une préparation et un suivi pour ces jeunes. Les organisateurs considèrent comme essentiel ces préparations, dans la mesure où les jeunes concernés doivent encore apprendre sur les relations patron/employé. Les emplois proposés sont des emplois très

peu qualifiés : l'organisme a en effet également pour objectif de maintenir ces jeunes dans le système scolaire. Ils effectuent donc ce travail mais se doivent de poursuivre leurs études en parallèle. Il ne s'agit pas d'une agence pour l'emploi mais plutôt d'une fenêtre sur le monde du travail qui vise à permettre à ces jeunes d'en connaître les codes. Ils encouragent aussi les jeunes à prendre confiance en eux en les poussant à une réflexion sur eux-mêmes avant de choisir un travail. En cela, les organisateurs essaient de donner des clés pour l'avenir aux jeunes, en leur apprenant à faire des choix.

Les outils mis en place sont multiples: l'association dispose d'une base de données avec plusieurs emplois à proposer aux jeunes. Jobbasen est l'agence physique dans laquelle les jeunes cherchant un travail sont accueillis avec leurs parents par un coordinateur travaillant à plein-temps. Dans cet espace, ils reçoivent également les cours de préparation de suivi. La gestion du projet est locale et cherche à encadrer ces jeunes à risque de manière globale: le comité de gestion de l'association est composé du coordinateur, mais également du proviseur de lycée du quartier, de deux agents de police dont l'un est spécialisé dans la prévention du crime, de représentants du conseil de quartier et d'un représentant de l'école d'art du quartier. L'objectif visé est de permettre un suivi varié des jeunes.

L'association est financée par le SSP, un fonds des services de police visant à réduire la criminalité: chacun des quatre membres du comité de *Ung i Job* du SSP a versé 5000kr (soit 660 euros) pour mettre en place le projet. Le projet a également reçu une bourse du SSP de 136 000 (18 000 euros) lors de sa création pour pouvoir acheter le matériel nécessaire. Le salaire du coordinateur est payé par les services de police municipaux. Afin de lier le travail de l'association avec les instances municipales, cette dernière est en relation avec *Jobnet*, l'agence municipale de l'emploi de Copenhague ainsi qu'avec la chambre de commerce, qui pourvoit d'autres offres d'emploi. Par conséquent, l'association est en lien avec 40 entreprises locales, qui se sont engagées à embaucher un certain nombre de ces jeunes chaque année.

En 2007, *Ung i Job* a reçu un prix du Ministère de la justice et de la prévention du crime pour féliciter son approche positive du combat contre le crime. Cela montre également que l'Etat national soutient ce projet et cherche à promouvoir les initiatives locales.

### 3.2 Kraftverket

Créé en 1999, dans le quartier de Østerbro à l'est de Copenhague, comme un projet expérimental combinant démocratie et culture jeune pour une durée initiale de 3 ans, *Kraftverket* s'auto-intitule comme "*l'ambassade jeune de la ville*". Suite à son succès initial, la municipalité assure depuis 2002 la continuation permanente du projet. Connue également comme "*La maison du projet*", *Kraftverket* consiste dans un centre culturel pour la jeunesse situé dans le district de Valby<sup>11</sup> offrant un espace et un support technique et financier pour que les jeunes ayant un projet puissent le réaliser. La maison n'est pas un centre culturel comme les autres : la grande partie de ces activités est gérée par les jeunes eux-mêmes afin qu'ils apprennent en pratique à débattre de leurs idées et à atteindre un consensus. L'objectif d'une telle auto-gestion est celui d'engager les jeunes dans le développement de décisions ayant un effet sur leurs options de loisirs ainsi que dans leur quotidien et dans le développement de la société.

Le projet se base sur trois domaines d'actions : project workshop, politiques de jeunesse et laboratoire démocratique.<sup>12</sup> Dès lors, les activités - et objectifs - de *Kraftverket* vont bien au-delà de la production d'une culture jeune par les jeunes. Les jeunes ont la possibilité d'apprendre le sens de la démocratie en travaillant sur des projets qui les intéressent, et grâce aux expériences qu'ils font au sein

---

<sup>11</sup> Récemment, le district de Valby a été issu d'un projet de développement urbain conçu par le Comité pour la culture et loisirs en partenariat avec le Comité technique et environnemental résultant dans la création d'une Zone Franche Culturelle (Københavns første kulturelle frizone) rassemblant cinq différents centre culturels dans une aire de 4500m<sup>2</sup>.

<sup>12</sup> Contrat régulant le fonctionnement de Kraftverket 2006-2009. Page 02.

de *Kraftverket*. Néanmoins, la pratique démocratique ne relève pas seulement de l'autogestion des projets, mais également du souci de ne pas réduire l'exercice démocratique à l'intérieur du *Kraftverket*. Ainsi, comme indique la coordinatrice de la *Kraftverket* Nana Friis Madsen,<sup>13</sup> le projet est également une plateforme permettant aux jeunes de communiquer avec d'autres institutions responsables de la formulation des politiques de jeunesse. Ils sont également incités à consulter d'autres jeunes de Copenhague afin de produire des projets permettant d'attirer un public plus large. En outre, les employés de *Kraftverket* doivent faire un lien entre les autorités publiques responsables des politiques de jeunesse et les jeunes, afin d'optimiser la mise en place de ces dernières.

Certes, la participation démocratique dans la conception des projets culturels n'est pas une tendance nouvelle en Danemark. En effet, les centres culturels émergent durant les années 1970 et 1980 comme une forme de promouvoir une expression culturelle démocratique : en assurant de l'espace d'expression pour toutes les différentes cultures composant la société danoise, les centres culturels créaient des microcosmes de démocratie. Pourtant, cette approche a été laissée de côté après 1980 quand la politique nationale de culture s'est orientée vers une marchandisation de la culture – en accord avec les pratiques libérales mise en place dans les domaines de politiques publiques - où la démocratie culturelle est mesurée par une approche quantitative : ce qui compte c'est l'accès aux biens culturels et le nombre de personnes qui jouissent des produits culturels, et non leur qualité.

Ainsi, *Kraftverket* représente une renaissance des politiques culturelles ancrées sur la participation du public. De même, la maison établit une rupture par rapport à d'autres centres culturels créés dans les dernières décennies à Copenhague, dans le sens où l'utilisation des espaces et services offerts par *Kraftverket* sont gratuits. Mais le caractère innovant du projet réside aussi dans son organisation institutionnelle et dans son fonctionnement.

*Kraftverket* est un projet de caractère associatif conçu par l'Administration pour la culture et les loisirs en charge de son financement. La répartition des rôles entre la municipalité et *Kraftverket* ainsi que les objectifs et les principales activités développées par la maison du projet sont établis par un contrat conçu pour la période de 2006 à 2009. Pourtant, la fermeture temporaire du projet entre 2008 et 2010 due à des travaux d'amélioration de ses installations a conduit à la prolongation du même contrat par l'administration municipale actuelle.

Ainsi, d'après le chapitre 5 du contrat actuel ("Organisation et gestion"), la gestion de *Kraftverket* est orientée vers une distance minimale entre la coordination de la maison, l'équipe responsable de conseiller les projets et les usagers – c'est-à-dire, les jeunes. "*Les décisions sur l'organisation de la maison, son fonctionnement et sur le développement et le contenu des projets doivent être prises par ceux qui sont affectés par ces décisions*<sup>14</sup>", c'est-à-dire par le coordinateur, les employés et les jeunes. Par tant, il n'existe pas un statut définissant les mécanismes de prise de décisions, qui doivent être fondés sur "*les aspirations des jeunes*". Dès lors, l'autorité suprême de *Kraftverket* est le *Werkmødet* (les réunions de l'administration), qui se réunit trois fois par semaine. Tous les usagers ont une voix et votent : la participation aux réunions n'est pas obligatoire pour tous les usagers.

Le *Werkmødet* s'occupe des décisions concernant la collecte de fonds pour l'opération des activités de la maison, l'établissement des règles pour le fonctionnement de la maison ainsi que le développement de ses activités. De même, le *Werkmødet* est responsable des décisions relatives au financement des projets en vigueur. Ceci-dit, le coordinateur de *Kraftverket* a un pouvoir de veto dans la distribution des fonds s'il juge que le projet ne correspond pas aux objectifs de la maison. Similairement, les jeunes peuvent décider le recrutement des employés, coordinateurs et consultants tandis que seuls le coordinateur et l'Administration pour la culture et les loisirs peuvent choisir de licencier des employés. Le *Werkmødet* a encore la prérogative d'exprimer ses opinions sur toutes les questions soumises au Comité pour la Culture et les loisirs.

---

<sup>13</sup> Nana Friis Madsen cit. in Maria Skinbjerg, 2010.

<sup>14</sup> Contrat régulant le fonctionnement de *Kraftverket* 2006-2009. Page 06.

Par ailleurs, les décisions sur le management de chaque projet développé dans la maison sont du ressort des participants aux projets. Par conséquent, les réunions hebdomadaires sont également un espace de coordination de différents projets. Dans ce contexte démocratique, l'équipe et les coordinateurs de *Kraftverket* jouent un rôle de coordination entre les objectifs de la maison et les projets suivis. L'équipe de conseillers doit certifier que tous les projets correspondent à la mission de *Kraftverket*, et orienter les groupes ayant des difficultés majeures dans la conformité de leurs projets. Enfin, le coordinateur – nommé par l'Administration pour la culture et les loisirs en accord avec le *Werkmødet* - est responsable d'assurer la conformité de *Kraftverket* avec les politiques publiques de la municipalité afin de préparer des politiques de jeunesse en accord avec les décisions municipales. A cet égard, une critique peut être faite. En conditionnant les projets conçus au sein de *Kraftverket* aux décisions municipales, la mairie peut exercer un certain contrôle sur la participation des jeunes dans la conception de nouvelles approches pour les politiques de jeunesse n'étant pas en accord avec les directrices municipales. Cela peut être un motif de compétition entre *Kraftverket* et d'autres associations promouvant l'entrepreneuriat et la participation politique des jeunes.

Enfin, le contrat prévoit également le budget annuel de *Kraftverket* pour la période en question. Pour la période 2006-2009, le budget annuel était de 3,035 millions de couronnes (soit 400 000 euros env.). Toutefois, pour la période de 2009 à 2011 un nouveau fonds a été créé pour soutenir les projets rassemblés par la *Kraftverket*. Ainsi, depuis 2009 la maison est responsable de la gestion du fond *Snabslanten* (en Danois "le fonds le plus rapide de la ville"). Créé pour stimuler le développement de projets conçus par et pour les jeunes, le fonds soutient la culture jeune alternative de Copenhague. L'attribution de subventions aux projets est décidée par un comité de jeunes entrepreneurs, sous l'administration de *Kraftverket*. De plus, les jeunes recevant une subvention peuvent compter sur les services d'orientation et de conseil proposés par *Kraftverket*, ainsi que sur tout le support technique nécessaire. Les subventions sont accordées aux jeunes âgés de 13 à 30 ans, dont les projets ne dépassent pas 30 000 couronnes (soit environ 4000 euros). Pour la période de 2012-2015, une allocation annuelle de 500 000 couronnes (soit 67 000 euros) fut attribuée pour la continuation du *Snabslanten*. De plus, le "Youth Culture Package 2013" a proposé l'augmentation des fonds du *Snabslanten* à 750 000 couronnes (soit 100 000 euros). En outre, *Kraftverket* s'occupe aussi de lever ses propres fonds à travers des partenariats avec le secteur privé. Ces fonds sont estimés à 200 000 couronnes par an (soit 27 000 euros).

*Kraftverket* est un projet emblématique dans le domaine de la participation politique des jeunes, quise distingue d'autres projets menés par la municipalité dans la mesure où sa mise en place est déterminée par une approche "ad hoc" dépendant des décisions des usagers. Il représente en outre un canal direct de communication entre les jeunes et la mairie. Dans un contexte de décentralisation de la prise de décisions concernant les jeunes, *Kraftverket* assure son rôle de représentation des intérêts des jeunes de la ville, ne se contentant pas d'être un simple centre culturel de quartier.

### *Un processus d'apprentissage dans la mise en place des mécanismes de participation jeunes?*

La mise en place des projets instiguant la participation de la jeunesse dans la production culturelle et politique à Copenhague peut par ailleurs être considérée comme un processus d'apprentissage, des erreurs ayant notamment été commises par la municipalité au début des années 2000. A ce titre, l'exemple de *Ungdomhuset* est assez éloquent en ce qui concerne le rôle conféré à la participation des jeunes dans les politiques de jeunesse. Créé en 1982 par des activistes de gauche sous la forme d'un squat, la "Maison de jeunes" a été au centre d'une polémique depuis 1999 qui a résulté dans de grandes émeutes en 2006 et 2007 contre l'éviction des occupants du bâtiment. *Ungdomhuset* était depuis sa création un centre de rencontre de la jeunesse et de formulation des demandes politiques à la mairie. La maison offrait aussi un espace pour des événements culturels, et musicaux. Pourtant, en 1999 la municipalité décide de sa fermeture estimant que qu'il est insalubre, bien que les occupants aient fait les travaux pour le remettre aux normes. Après de nombreux conflits avec la mairie et des grandes vagues de violence et de répression en 2006 - médiatisées dans la presse internationale -, le centre jadis situé dans le quartier populaire de Nørrebro a été déplacé et son bâtiment a été détruit malgré de violentes protestations. Ainsi, depuis 2008, son activité a repris dans le quartier de Bispebjergs, éloigné du centre-ville, et a été prise en charge financièrement par la mairie suite un accord avec le conseil municipal. Par ces accords, il a aussi été décidé que la Fondation *Jagtvej 69* ferait la médiation juridique entre la mairie et *Ungdomhuset*. Aujourd'hui, la maison demeure un centre de rencontre de la jeunesse, où des volontaires organisent événements culturels, concerts, conférences et débats. Mais son rôle politique a été en partie neutralisé après les négociations avec la mairie.

### 3.3 Superkilen

*Superkilen* est un projet urbain, initié en mars 2009 et qui sera inauguré le 22 juin 2012, ayant pour objectif d'améliorer une voie urbaine allant de *Nørrebrogade* à *Tagensvej* passant par *Mjølnerparken* et *Nørrebro hall*. Son statut de politique de jeunesse est discutable : en effet, si le projet n'est pas présenté comme une politique de jeunesse en tant que telle par les représentants de *Realdania*<sup>15</sup>, les jeunes Danois, quant à eux, semblent plutôt le percevoir comme une politique de jeunesse, comme nous avons pu le constater lors de nos interviews<sup>16</sup>.

La voie urbaine est composée de trois parties. Tout d'abord, un "parc rouge" est mis en place et ses activités se concentrent vers la culture et le sport. Il s'inscrit dans la continuation du centre culturel de *Nørrebro* et a vocation à ouvrir ce dernier sur l'urbain. Par conséquence, le parc rouge comprendra plusieurs activités culturelles et sportives afin de mettre à la disposition de la communauté de nouvelles infrastructures. Cette vague rouge en trois dimensions offre des terrains de sport, un terrain polyvalent - pouvant servir à mettre un marché, à jouer à des jeux de balle, à créer une patinoire en hiver - , un marchand de glace, un café avec une terrasse ouverte, ainsi qu'un centre de fitness extérieur. L'Espace *Mimer* sera au cœur du projet et propose un lieu public de rassemblement pour les habitants du quartier. La piste cyclable est détournée du parc afin de favoriser l'envie d'y rester. Par ailleurs, une terrasse orientée au Sud est construite pour que les habitants puissent profiter du soleil. Le parc vert, quant à lui, est tourné vers le sport considéré comme un instrument de mixité sociale. En effet, peu importe l'origine et la langue des joueurs, tous connaissent les règles. Une aire verte est également mise en place pour accueillir les familles pour des piques niques.

Le projet *Superkilen* fait partie d'un plan plus large de rénovation de *Mimersgadekvarteret*, un quartier populaire au nord-ouest de Copenhague. Ce quartier est principalement résidentiel pauvre dans lequel un quart des habitants vivent sans équipements sanitaires. Il se caractérise également par

<sup>15</sup> Gertrud Retoft interviewée par e-mail le 01/06/2012

<sup>16</sup> Matilde Mostrup et Stina Fisher, interviewées à la Cité Universitaire Internationale de Paris le 27/05/2012.

une proportion plus élevée de personnes issues de l'immigration et des chômeurs : 29% de la population n'est pas d'origine danoise, et parmi les 16-66 ans, 28% sont au chômage. Cela montre que *Mimersgadekvarteret* est un quartier caractérisé par une plus grande précarité sociale que les autres quartiers de Copenhague. Ceci-dit, il existe une certaine mixité sociale; si les classes supérieures ne sont pas représentées, il y a des étudiants, des classes moyennes issues de l'immigration ou non, des classes inférieures et des personnes âgées. Les jeunes sont également sur-représentés dans ce quartier: en effet, les prix du marché immobilier restent assez bas et de nombreux parents choisissent ce quartier pour loger leurs enfants.

Le plan de rénovation de *Mimersgadekvarteret* comprend davantage d'infrastructures que *Superkilen*. Il s'agit en effet d'un plan de rénovation plus large, qui a pour objectif de redonner un nouveau visage au quartier. Son objectif est de développer le quartier de *Mimersgade*, tant pour les résidents de ce quartier que pour les habitants de Copenhague. Il se veut être un pilote de développement du quartier tant sur le plan physique que sur le plan humain. *Nørrebro* souhaite devenir leader en urbanisme innovant afin d'être une source d'inspiration pour les autres villes et quartiers. Par conséquent, le projet s'inscrit dans l'envie de promouvoir Copenhague sur la scène internationale, en tentant d'éradiquer la pauvreté au niveau des infrastructures.

Entre autres, les transports de la zone seront renforcés afin de permettre à tous les habitants de Copenhague de venir afin de favoriser la mixité sociale. Ce plan d'amélioration des transports a également pour objectif de désenclaver le quartier : pour ce faire, le projet a décidé d'améliorer les connections des pistes cyclables avec les quartiers environnants. Par ailleurs, de nouvelles lignes de bus seront mises en place à la demande des habitants. L'amélioration des transports de la zone passe par un plan plus large d'amélioration du trafic: certaines voies seront exclusivement réservées aux bus et les voies réservées aux voitures seront équipées afin de réduire la vitesse des usagers.

La gouvernance du projet témoigne des changements survenus à Copenhague en termes d'organisation et de mise en place des politiques de jeunesse. Il s'agit en effet d'un partenariat public-privé dans lequel la mairie de Copenhague et le fonds d'investissement Realdania investissent. Le projet coûte 100 millions de couronnes (13,4 millions d'euros). La société Realdania investit 6,7 millions d'euros dans le projet et le reste est financé par la commune. De plus, afin d'éviter les risques d'abandon du projet, il est stipulé que si Realdania investit dans 50% de la réalisation du projet, sa gestion et sa maintenance seront financés entièrement par la mairie. Le projet est géré par une commission mixte incluant également des acteurs publics et privés: deux comités de la commune de Copenhague gèrent le projet, à savoir le comité aux services techniques et environnementaux (pour l'ensemble du projet) et le comité de la culture et des loisirs (pour le *Nørrebrohallen* - salle de fitness et centre culturel, situé dans le parc rouge). La conception technique est sous la direction de différentes agences privées: l'agence d'architecture BIG du Danemark, l'agence d'architectes paysagistes allemands Topotek 1, le groupe d'artistes danois Superflex, le groupe d'ingénieur Lemming & Eriksson, et l'agence de communication Help communications. Le comité compte également des représentants du quartier. Enfin, le projet a également pour objectif d'intégrer les habitants du quartier à sa réalisation et à son fonctionnement; le fond Realdania propose des financements pour les jeunes souhaitant créer une association afin de leur rendre le lieu.

Le projet *Superkilen* constitue l'une des pierres angulaires de la nouvelle politique urbaine de Copenhague et tente de répondre au paradoxe auquel la mairie fait face entre la volonté de promouvoir la ville sur la scène internationale tout en permettant aux jeunes d'avoir accès à une jeunesse épanouissante. De plus, il s'inscrit de manière intéressante dans la nouvelle gouvernance qui a pris place avec la métropolisation de Copenhague et après la réforme de 2007. Etant donné que le projet n'est pas encore ouvert au public, il est difficile d'envisager son succès. Néanmoins, il nous semble important de le présenter, en ce qu'il semble faire partie de la nouvelle stratégie de politique de jeunesse de Copenhague: une politique intégrée et transversale.

## Conclusion

Ce rapport a pour objectif de comprendre et d'analyser les politiques de jeunesse à Copenhague. Pour ce faire, nous avons décidé dans un premier temps de nous attarder sur les caractéristiques socio-économiques et politiques de la commune. En effet, ces dernières ont beaucoup changé au cours des dix dernières années, tant au niveau du contenu politique que de sa gouvernance. Il faut retenir que Copenhague s'inscrit dans la logique danoise de culture de la jeunesse: la jeunesse est reconnue comme une période de transition, financée par l'Etat-providence.

Parallèlement, la ville cherche à acquérir un rang dans le classement des villes mondiales et pour cela a décidé d'orienter ses politiques vers sa métropolisation. Afin de devenir une métropole globale en tant que telle, la ville de Copenhague doit notamment continuer sa transition du marché du travail initiée dans les années 1990. Cette politique économique, qualifiée de "Miracle Danois" est une politique de flexibilisation du marché du travail qui a permis de réduire le taux de chômage tout en maintenant les services sociaux à un haut niveau. Cette flexibilisation du marché de l'emploi s'est accompagnée de la mise en place d'incitations à la recherche d'emploi active; une politique plus sévère à l'égard des travailleurs ne cherchant pas activement de travail et la mise en place de davantage de formations afin d'adapter les qualifications des chômeurs aux besoins du marché du travail.

Cette politique entre en conflit avec les politiques de jeunesse danoises qui cherchent à permettre aux jeunes de s'épanouir et ne les incite pas à entrer tôt dans la vie active. Alors que Copenhague a besoin de davantage de travailleurs qualifiés afin d'achever sa métropolisation, cela rentre en conflit avec les politiques de jeunesse; en effet, les jeunes sont encouragés à trouver leur voie et en cela ont la possibilité de se réorienter autant qu'ils en ont besoin. Dès lors, beaucoup d'entre eux se retrouvent peu qualifiés lors de leur arrivée sur le marché du travail. Par conséquent, les nouvelles politiques de jeunesse à Copenhague doivent à la fois maintenir une période de jeunesse longue et autonome, tout en poussant les jeunes à répondre aux nouveaux besoins du marché du travail. Un problème spécifique d'accès à l'emploi existe pour les jeunes issus de l'immigration, qui sont par conséquent particulièrement ciblés par les politiques de jeunesse.

Parallèlement, la gouvernance de Copenhague a été bouleversée en 2007 avec la mise en place d'une réforme politique et territoriale déconcentrant les services de l'Etat au niveau municipal. La ville continue de mettre en place les lignes directrices de politiques décidées par l'Etat national, mais la formulation et le financement de politiques publiques ont été transférées à la responsabilité du gouvernement local. Ainsi, les municipalités ont désormais une plus grande autonomie pour leur mise en place. Le pouvoir des régions a par ailleurs été considérablement réduit durant cette période, ce qui a contribué à renforcer le pouvoir de la ville.

La ville de Copenhague se retrouve donc confrontée à un dilemme entre la volonté de maintenir une jeunesse longue et épanouissante, et celle de faire monter Copenhague sur la scène internationale par un marché du travail plus dynamique et qualifié. Elle dispose pour cela de plus en plus de moyens pour atteindre ses objectifs : cela s'est exprimé par une créativité extraordinaire de la ville pour essayer de réconcilier ces deux objectifs en apparence contradictoires; cette créativité se fait sentir non seulement dans le contenu des politiques de jeunesse, mais également dans leur gouvernance.

La deuxième partie de notre rapport cherche à mettre en avant les mécanismes institutionnels dont dépendent les politiques de jeunesse à Copenhague. La réforme politique et territoriale de 2007 permet de montrer qu'il y a à Copenhague un fort niveau de décentralisation sous un Etat fortement centralisé. Par ailleurs, les politiques de jeunesse sont caractérisées par une approche transversale à tous les niveaux et entre les niveaux.

Le gouvernement national du Danemark n'a pas de rôle dans la mise en place des politiques de jeunesse à Copenhague, mais décide chaque année des objectifs à suivre. Parallèlement, au niveau national une autre institution pèse énormément dans la mise en place des politiques de jeunesse au

niveau de la ville. Il s'agit du Conseil des jeunes du Danemark (DUF), une association qui coordonne de nombreuses organisations de jeunesse du pays, et finance des initiatives de jeunesse locale à la seule condition que les jeunes soient impliqués dans son organisation et son fonctionnement. Ces initiatives reçoivent des financements et une visibilité qui permet de stimuler leur développement. Le niveau national a donc un pouvoir effectif sur la mise en place des politiques de jeunesse sur la ville. La commune de Copenhague reste toutefois l'acteur principal dans la formulation et la mise en place des politiques de jeunesse de la ville : le rapport met ainsi en avant le rôle des comités de la ville (gérés chacun par un maire et correspondant à un secteur de politique publique) dans la mise en place et la gestion des politiques de jeunesse. Nous insistons également sur le nombre d'associations et sur leur engagement auprès des jeunes. Enfin, il montre que les deux niveaux au sein du niveau municipal ne sont pas imperméables et que la municipalité montre de l'intérêt pour le travail des associations et en vient même à en financer certaines.

Finalement, depuis 2011, la ville commence à mettre en place des plans de jeunesse visant à intégrer les politiques provenant des secteurs suivants: intégration, emploi et jeunesse, en encourageant les différents représentant de jeunesse au sein de chaque comité à se coordonner afin d'améliorer l'efficacité des politiques. Les objectifs qui ressortent de ces stratégies témoignent de la volonté de la ville de Copenhague de réconcilier ses ambitions pour la jeunesse et pour la ville. Par conséquent, au regard de l'étude de la gouvernance des politiques de jeunesse à Copenhague, nous pouvons constater que la formulation et la mise en place des politiques de jeunesse est à la fois transversale et progressivement coordonnée. En effet, les derniers plans visent à conférer une spécificité aux politiques de jeunesse, tout en évitant des problèmes de coordination issus du système décentralisé de gouvernement local.

La troisième partie de ce rapport avait pour ambition de présenter des études de cas. Nous avons considéré qu'il est important de montrer comment les politiques de jeunesse sont mises en place au sein de cette gouvernance. Les études de cas choisies dans le cadre de ce rapport cherchent à mettre en avant à la fois différents mécanismes de gouvernance, et la manière dont les projets sont mis en place. *Ung i job* est un projet local, soutenu par les services de police au niveau financier, et par le ministère de la justice: il incarne la transversalité et l'approche locale, qui semble garantir son succès. *Kraftverket* montre l'engagement de la mairie auprès des jeunes, et témoigne à la fois d'un fort soutien municipal à la créativité des jeunes et de la grande liberté qui leur est laissée dans le choix des activités qu'ils souhaitent mener. Enfin, *Superkilen* témoigne du tournant que la ville de Copenhague prend pour se hisser sur la scène internationale; il s'agit d'un projet de rénovation urbaine qui cherche à offrir davantage d'infrastructures aux jeunes, tout en améliorant un quartier. La visibilité internationale de ce projet est au cœur de son fondement. Partenariat public-privé, le projet sera inauguré en juin 2012 et ne dispose par conséquent pas d'évaluations quant à sa réussite. Il nous a toutefois semblé important de le citer afin de montrer l'image la plus récente de Copenhague en terme de politiques de jeunesse: une approche transversale de la jeunesse, dans une gouvernance coordonnée entre les différents acteurs, public et privés naturellement, mais également entre les différents comités de la mairie et avec les associations et les habitants du quartier.

# New York City

## Introduction

New York est connue comme l'une des villes les plus dynamiques et attractives aux Etats Unis et dans le monde. Avec une population d'environ 8.214.426 habitants en 2012, la ville est réputée pour être jeune et cosmopolite. Près de 24% des habitants ont moins de 18 ans, et environ 10% sont âgés de 18 et 24 ans, ce qui représente une part importante de jeunes. La ville est aussi la plus densément peuplée du pays, produit d'une longue tradition d'immigration intérieure et extérieure. La ville compte ainsi plusieurs communautés, asiatique, hispanique, afro-américaine, porto ricaine, italienne, irlandaise, etc.. Enfin, la ville de New York est considérée comme un modèle en termes d'entrepreneuriat et de prises d'initiative, qu'elles proviennent de philanthropes, du gouvernement, ou d'organismes sociaux. Cela en fait un environnement propice aux innovations sociales et politiques.

La combinaison de ces facteurs explique les moyens importants déployés par la ville en termes de politiques de jeunesse, et la diversité des acteurs impliqués. On remarque notamment l'importance des initiatives en partenariat avec des associations et des acteurs privés, au niveau local et communautaire, afin de s'adapter à la diversité des jeunes New Yorkais. De plus, New York est le lieu privilégié des grands événements nationaux, souvent organisés en partenariat avec des multinationales telles que Nike ou Coca-Cola, sous forme de concours ou de rassemblements des jeunes talents du pays.

## 1. Contexte historique

### 1.1 Evolution des politiques publiques et de la perception de la jeunesse

Au fil du 20<sup>ème</sup> siècle, la qualité de vie aux Etats-Unis est devenue relativement élevée, notamment à partir des années 1940. En termes de politiques publiques, les initiatives nationales et locales ont adopté une nouvelle approche urbaine, prenant par exemple en considération la question des banlieues, et non plus seulement le cœur des villes. Les éléments ayant joué un rôle important dans ce véritable renouveau des politiques publiques sont la détérioration des centre-villes engendrée par la désindustrialisation et l'étalement urbain qui en a résulté, ainsi que le développement de ghettos habités par des groupes minoritaires. En ce qui concerne New York, la ville a subi une restructuration phare dans ses priorités d'agenda, mais également dans les acteurs qu'elle a mobilisés pour une meilleure intégration des immigrés et des jeunes.

Les années 1920 ont d'abord favorisé une manière de penser l'immigration axée sur la volonté d'assimilation complète des groupes minoritaires aux Etats-Unis, appelée « Americanization », modèle selon lequel les immigrés doivent délaisser leurs valeurs et habitudes pour un mode de vie « américain ». Avec la montée du libéralisme des années 1960, cette vision de l'intégration a évolué vers une volonté de multiculturalisme, concept qui caractérise le New York moderne. L'intégration est le maître mot de la politique de la municipalité de New York, et cela s'en ressent dans les différents projets menés à bien pour améliorer le quotidien des jeunes dans la ville.

Les organismes publics et communautaires, les initiatives gouvernementales locales ainsi que celles pour le développement communautaire cherchent en effet à multiplier les possibilités de soutien et d'épanouissement pour les jeunes, dans l'optique qu'ils représentent la force active de demain et la génération qui prendra le relais dans la gouvernance de la ville.

## Communauté

Il importe de noter que la notion de communauté est un élément central dans la conception des politiques de jeunesse aux Etats-Unis. Du fait de l'importance du multiculturalisme et de son impact sur la structure des villes, une approche géographique locale permet d'identifier les besoins de certains groupes sociaux plus spécifiquement. Une communauté, dans ce sens, peut être définie comme un groupe d'individus interagissant les uns avec les autres dans un espace proche. Sociologiquement, la communauté réfère à une unité sociale plus grande qu'un foyer partageant des valeurs communes et manifestant une cohésion interne. Après la famille, la communauté est la première instance de socialisation à laquelle les jeunes sont confrontés. De ce fait, les acteurs décisionnels considèrent les associations locales comme des partenaires maieurs.

A cet effet, le plan *New York Youth : The Key to Our Economic and Social Future* rédigé en 1997 constitue l'un des premiers pas importants en termes d'attention tournée vers les jeunes, et appelle à une mobilisation au niveau de l'Etat de New York et des municipalités, particulièrement celle de New York. Ce plan promeut une stratégie de développement des jeunes, en tant qu'acteurs les mieux placés pour remédier aux problèmes de la jeunesse. Cette vision s'oppose à la conception précédemment dominante de la jeunesse, considérée en tant qu'obstacle au développement et non comme un atout.

La ville de New York montre une évolution caractérisée par une tendance à se concentrer sur la création de conditions communautaires aidant les jeunes à réussir, y compris les plus vulnérables. Dès 1945, le *New York State Commission Act* est instauré pour se concentrer sur la jeunesse délinquante ainsi que le développement de la jeunesse au sens large. La jeunesse est véritablement considérée comme objet de politiques publiques deux ans plus tard, avec la mise en place en 1947 du *New York City Youth Board*, première instance dédiée aux jeunes qui s'est par la suite ouverte aux communautés locales comme partenaires permettant une analyse efficace des besoins de la jeunesse New Yorkaise.

### 1.2 New York : pluralité d'acteurs et rôle du secteur privé

L'une des spécificités de New York en termes de gouvernance urbaine est la pluralité des acteurs engagés dans l'offre de politiques publiques, ainsi que l'importance du secteur privé. De nombreuses politiques sont en effet menées au niveau local par des associations de quartiers financées par diverses agences publiques et parapubliques. De manière similaire, la municipalité à recours à de nombreux partenariats public-privé afin d'accroître ses capacités d'intervention. Pour comprendre ces caractéristiques, il est important de revenir sur l'évolution historique et institutionnelle de la ville depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci se caractérise notamment par une diminution du rôle du gouvernement municipal en matière de politique sociale et par un accroissement du rôle du secteur privé, renforcé par l'action des différents maires et en particulier celle de Michael Bloomberg.

#### *1.1.1 La crise économique et ses conséquences*

L'histoire économique contemporaine de New York est traditionnellement divisée en trois périodes : une période de forte croissance économique dans l'immédiat après-guerre, suivie vers la fin des années 1960 par une période de déclin de la croissance et de tensions politiques et sociales, et par une importante crise fiscale au cours des années 1970. La situation économique de la ville ne commence à se rétablir qu'au début des années 1990, et culmine avec les trois mandats de Michael Bloomberg, qui s'attache à gouverner la ville comme une entreprise et à lui donner un rang international. Au cours de ces trois périodes, le secteur public n'a eut cesse de décroître, notamment en ce qui concerne les politiques sociales, pour laisser place à un secteur privé plus important. Cela explique la forte présence aujourd'hui des partenariats public-privé ainsi que des initiatives associatives pour palier à la relative faiblesse du gouvernement municipal.

Dans la période d'après-guerre, la ville de New York connaît un âge d'or caractérisé par une forte croissance économique, de nombreuses créations d'emplois, et un rôle important joué par les syndicats de travailleurs. En terme de gouvernance urbaine, cette période se caractérise par une forte présence du gouvernement municipal, qui était directement responsable de la mise en place de politiques actives dans les secteurs de l'éducation, des retraites, du logement et de la culture. Le secteur privé, et en particulier les banques, les compagnies d'assurances, et les entreprises immobilières jouaient déjà un rôle important dans la mesure où ils étaient les principaux acquéreurs de bons du trésor de la ville, et donc une source importante de financement pour celle-ci. Malgré cela, leur influence sur les politiques publiques restait limitée en raison de la place jouée par les syndicats. Cependant, cet arrangement fut déstabilisé par les tensions politiques et sociales qui émergèrent à la fin des années 1960. En particulier, la question raciale des minorités africaine-américaines ainsi que la perte de ressources fiscales pour la ville en raison de la fuite des classes moyennes et supérieures vers les banlieues se traduisit par une forte crise économique qui dura jusque dans les années 1990. Le gouvernement municipal n'était plus en mesure de financer l'entretien des infrastructures et les services publics urbains, ni d'emprunter auprès des marchés financiers à cause de la croissance de la dette. C'est cette crise économique et fiscale qui permit aux nouvelles classes dirigeantes et aux élites économique de réorienter les politiques publiques, en imposant des mesures d'austérité fiscale et en réduisant drastiquement les dépenses de la ville sur les politiques sociales. Une nouvelle norme émergea alors, redéfinissant le rôle des acteurs dans la politique de la ville et renforçant la légitimité de l'intervention du secteur privé dans la gouvernance urbaine de New York, tout en préconisant l'imposition de mesures néolibérales de laissez-faire pour les milieux économiques.

### *1.1.2 Un nouveau mode de gouvernance : la « Bloomberg Way »*

C'est à partir de cette période, et grâce à l'hégémonie de cette nouvelle idéologie, que de nombreux Partenariats public-privé sont alors développés, et qu'un nouveau mode de gouvernance apparaît. Les principes de rationalisation et de performance font notamment leur apparition à partir des années 1970 en tant qu'éléments caractéristiques des politiques publiques à New York. Cela s'explique notamment par une plus grande volonté de maîtrise de la dépense publique des élites, par l'apparition d'une nouvelle conception du citoyen consommateur de services publics, et par un scepticisme grandissant à l'égard du gouvernement. Les différents maires de la ville élus depuis la crise fiscale établirent alors un mode de gouvernement managérial, présenté comme apolitique et tourné vers une gestion de la ville similaire à celle d'une entreprise. Ce type de gouvernance faisant une grande place au secteur privé fut plus particulièrement établi par l'actuel maire de New York, Michael Bloomberg, élu en 2001 puis réélu deux fois en 2005, et 2009. Ce dernier fit notamment campagne sur sa capacité à gérer une entreprise de manière efficace (Michael Bloomberg est le PDG de Bloomberg L.P.) et à pouvoir appliquer ces principes à la ville de New York. Son mode de gouvernement fut même caractérisé de « Bloomberg Way » pour signifier le succès de ce modèle de gouvernance urbaine contemporaine (Purnick, 2009 ; Brash, 2011). Celui-ci se distingue notamment par sa gestion des affaires de la ville présentée comme apolitique, et par sa vision de la ville comme d'un produit devant être vendu et exporté (« *city branding* »).

#### *Gérer la ville comme une entreprise*

La principale conséquence du « Bloomberg Way » sur la gouvernance de New York fut l'instauration d'une gestion imitant celle d'une entreprise. Cela impliqua l'adoption de mesures destinées à rendre la gestion de la ville transparente. Plusieurs indicateurs et rapports d'évaluations furent créés par la maire, tels que le *Citywide Accountability Program*, le service de plaintes par téléphone « 311 », ou encore le *Mayor's Management Report*, évaluant chaque année les départements de la ville. Plusieurs départements municipaux ont aussi du se soumettre à des logiciels d'évaluation de performance, *ChildStat* par exemple. Il entreprit également une réorganisation de l'administration municipale fondée sur une approche technocratique de la gestion urbaine. Il s'agit dès lors d'embaucher les individus les plus qualifiés indépendamment de leur appartenance politique. Enfin, cette vision de la ville impliqua une refonte de la charte organisationnelle des services municipaux

inspirée du monde de l'entreprise. Ainsi, de nombreux départements furent centralisés autour d'une autorité unique, tel que le député maire pour le développement et la reconstruction économique (*Deputy Mayor for Economic Development and Rebuilding*), qui est désormais en charge de tous les services de la ville ayant trait au développement économiques et urbains. Un fort accent fut également mis sur la coopération entre les différents départements de la ville, ce qui se ressent particulièrement au niveau des services à la jeunesse. Ainsi, de nombreux comités rassemblant des représentants des différents services ont été mis en place, tels que le *Interagency Coordinating Council (ICC)*, dirigé par le *Department of Youth and Community Development*, qui vise à coordonner les actions pour les jeunes des différents départements de la mairie. Bloomberg est également à l'origine du *Center for Economic Opportunity (CEO)*, chargé d'évaluer différentes politiques publiques et partenariats public-privé et d'estimer ou non leur renouvellement sur plusieurs années.

### *City Branding*

Une autre conséquence de la « Bloomberg Way » sur la gestion de la ville fut le développement d'une politique de *City Branding*. Plus particulièrement, cela consiste à donner à la ville de New York l'image d'une ville luxueuse, afin d'attirer les investisseurs, les médias, et les entreprises les plus importantes. L'innovation de Michael Bloomberg fut de conjuguer des politiques classiques de *city branding* (comme l'élaboration de produits dérivés, la rénovation de certains quartiers) avec d'autres politiques qui n'étaient auparavant pas associées au *city branding*, telles qu'une politique fiscale avantageuse pour les entreprises, ou le démarchage direct de certaines d'entre elles. En termes de politiques de jeunesse, cela s'est notamment traduit par une réforme de l'administration scolaire visant à améliorer la qualité de la main-d'œuvre new yorkaise, nécessaire au bon fonctionnement des entreprises privées.

La crise économique des années 1970, suivie de l'émergence d'un nouveau mode de gouvernance pour la ville de New York - culminant avec l'arrivée au pouvoir de Michael Bloomberg - , ont exercé une influence marquée sur les politiques publiques de la ville, et notamment sur les politiques de jeunesse. Cela explique notamment la très forte présence de Partenariats Public Privé entre la municipalité et différentes entreprises, qui disposent de fonds très importants et gagnent en contrepartie une visibilité accrue. D'autre part, de nombreux programmes de jeunesse sont directement élaborés et gérés au niveau local par des associations de quartier. Cette tendance new-yorkaise s'explique notamment par le retrait du gouvernement municipal depuis les années 1970, fortement contraint depuis par une exigence d'équilibre budgétaire.

## **2. Acteurs**

Pour des raisons historiques et institutionnelles, les Etats fédérés américains conservent une marge de manœuvre importante dans l'élaboration et la mise en place des politiques publiques. Pensées pour être appliquées à l'ensemble du territoire étatique, elles affectent toutes les subdivisions administratives (*counties*) et les villes. En ce qui concerne la ville de New York, une partie non-négligeable des politiques jeunesse est élaborée à l'extérieur de la ville par l'administration de l'Etat de New York, dirigée par un gouverneur situé à Albany. Une part importante de cette politique de jeunesse consiste avant tout à recevoir les fonds alloués par l'Etat central et à les redistribuer dans les différents *counties*, selon les programmes mis en place et les besoins locaux. Il existe également des programmes d'intervention directement mis en œuvre par l'Etat de New York et appliqués sur le terrain. Toutefois, il est important de noter qu'une majorité de ces programmes sont mis en place au niveau local grâce à des partenariats avec les municipalités, des associations caritatives et des entreprises. Pour comprendre l'action de l'Etat de New York en matière de politiques de jeunesse, nous reviendrons dans un premier temps sur la structure de l'action étatique, à savoir les principaux acteurs et l'approche adoptée. Nous analyserons ensuite les initiatives de partenariat mises en place par l'Etat de New York, qui constituent véritablement le cœur de l'action étatique. Enfin, nous aborderons les principales politiques développées à l'échelon de l'Etat de New York.

## 2.1 Etat de New York

### *2.1.1 Structure de l'action de l'Etat de New York: approche et principaux acteurs*

#### *Un acteur majeur depuis la fin des années 1990*

Avec environ 33% de sa population âgée de moins de 25 ans, l'Etat de New York représente un acteur important des politiques jeunesse depuis la fin des années 1990. En 1997, l'Etat à adopté un plan pour la jeunesse intitulé *New York Youth – The Key to Our Economic and Social Future: A Blueprint for State and Local Action*, afin de donner un nouvel élan aux politiques menées par l'Etat dans ce domaine. La principale stratégie de ce plan consiste à fournir aux jeunes les outils pour leur indépendance et développement personnel. Les principaux objectifs présentés dans ce plan sont : 1) étendre les canaux participatifs des jeunes pour que ceux-ci puissent exercer un plus grand rôle dans la gouvernance de leur ville et de leur Etat ; 2) donner aux jeunes, aux familles et aux communautés plus d'opportunités 3) construire des partenariats public-privés avec l'ensemble des acteurs sociaux, à savoir les entreprises, les médias, les écoles et les associations civiques, pour améliorer la qualité des services offerts aux jeunes. Ce plan pour la jeunesse fut élaboré à la suite de plusieurs forums organisés dans l'Etat à l'occasion de la *Governor's Conference on Youth* (Conférence du gouverneur sur la jeunesse). Ces forums rassemblaient des acteurs des politiques jeunesse ainsi que des citoyens. Le gouverneur de l'Etat de New York, George E. Pataki, a également contribué à la création de la *National Governor's Association Youth Policy Network* (Réseau pour les politiques jeunesse au sein de l'association nationale des gouverneurs (NGA), qui est une association rassemblant les décideurs politiques des Etats américains pour discuter et promouvoir les bonnes pratiques dans ce domaine. Il n'existe sous la nouvelle administration pas de plan de jeunesse à proprement parler, mais l'Etat de New York continue d'agir dans ce domaine. Ainsi, le gouverneur Andrew Cuomo a maintenu les politiques mises en place par ses prédécesseurs, tout en adoptant l'année dernière un programme d'insertion professionnelle pour les jeunes intitulé *NY Youth Works*.

#### *Une approche : le Youth Development*

A travers l'ensemble de ses politiques, l'Etat de New York cherche à mettre en avant une approche des politiques jeunesse intitulée *Youth Development*. Cette approche très populaire aux Etats-Unis met l'accent non sur les jeunes à risques uniquement, mais sur l'ensemble d'entre eux, en cherchant à leur fournir les outils et les opportunités pour pleinement développer leurs intérêts et talents dans l'optique de leur vie d'adulte. Ce type d'approche met avant tout l'accent sur les institutions sociales, telles que les communautés de voisinage, les écoles, les familles, en cherchant à les renforcer et afin d'avoir un impact sur un maximum de jeunes. La plupart des politiques mises en place dans le cadre du *Youth Development* cherchent à prévenir les comportements à risque (consommation de drogue, pratiques sexuelles) avant qu'ils ne se manifestent, ainsi qu'à faciliter les périodes de transition vers l'âge adulte comme l'entrée sur le marché du travail.

Cette approche a été officiellement adoptée par le gouvernement fédéral des Etats-Unis d'Amérique depuis 1998. Elle fut notamment promue entre 1998 et 2003 par le *Family and Youth Service Bureau* (FYSB – Bureau des services à la famille et à la jeunesse) au sein du *U.S. Department of Health and Human Services* (département de la santé et des services humains) à travers un fond spécial attribuant des bourses à certains Etats pour le développement de politiques dites de *Youth Development*. C'est notamment dans le cadre de ce programme que l'Etat de New York a reçu une bourse de l'Etat fédéral pour mettre en place ce genre de politiques. Aujourd'hui, cette approche constitue un principe structurant de l'ensemble des politiques développées à l'échelle de l'Etat de New York, par l'ensemble de ses départements.

#### *Principaux départements*

Plusieurs départements sont engagés dans le développement de politiques jeunesse au sein de l'Etat de New York.

### *New York State Office of Children and Family Services (OCFS)*

L'OCFS est le principal département directement en charge des questions liées à la jeunesse et aux affaires sociales. Le département est notamment impliqué dans la gestion de programmes après le temps scolaire (*After School Programs*), de programmes de placement en famille d'accueil, de programmes de participation politique et de *leadership*, ainsi que des activités sportives et récréatives. Plusieurs sous-départements ont par la suite été créés pour mieux coordonner les actions de l'OCFS :

- *Office of Youth Service (OYD)* : Au sein de l'OCFS, l'OYD est en charge des politiques jeunesse élaborées par l'Etat de New York. Il fut créé en 2000 avec pour objectif de concevoir, de coordonner et de promouvoir les politiques jeunesse innovantes à la fois au sein de l'OCFS mais également avec l'ensemble des partenaires de ce département.
- *Office of Workforce Development (OWD)* : l'OWD est un sous-département en charge de concevoir des programmes visant à faciliter la transition des jeunes vers une autonomie financière et une bonne insertion sur le marché du travail. Il est notamment en charge des programmes de formation et d'insertion professionnelle ainsi que des partenariats entre l'Etat de New York et les entreprises privées.

### *New York State Department of Health (DOH)*

Le DOH est engagé avec l'OCFS pour promouvoir une politique de jeunesse fondée sur le bon développement des jeunes. Ces deux départements ont notamment créé conjointement en 1998 la *Youth Development Team* (Equipe pour le bon développement des jeunes) qui consiste en un partenariat public-privé incluant une quarantaine d'acteurs. Le département a également développé plusieurs initiatives pour les jeunes en lien avec la santé, telles que *Assets Coming Together (ACT) for Youth*.

### *New York State Education Department (SED)*

Le SED est en charge de développer conjointement avec les écoles de New York des programmes pour soutenir les jeunes et leur éducation. Le SED fournit notamment des conseils et des formations pour les écoles en difficulté, ainsi que pour les communautés dans lesquelles elles sont situées. Il soutient également le *Department of Health* en ce qui concerne l'élaboration et l'application de programmes visant à améliorer la santé des jeunes dans les écoles, plus particulièrement en ce qui concerne la prévention de la consommation d'alcool et de tabac.

### *New York State Department of Labor (DOL)*

Le DOL est le département principal en ce qui concerne la mise en place du *Workforce Investment Act* adopté en 1998 par le gouvernement Clinton, qui vise à l'insertion professionnelle des jeunes. Il s'assure notamment que les programmes prévus par la loi sont correctement mis en place dans les localités par les différents *Workforce Investment Boards* tels que celui de New York City. Le DOL finance également de nombreux programmes de formation dans les différentes villes de l'Etat de New York.

#### *2.1.2 « Partnership is Key » : importance des partenariats dans les politiques jeunesse*

L'action de l'Etat de New York en matière de politique de jeunesse se caractérise par un grand nombre de partenariats public-privés développés avec des entreprises, des associations, des écoles et d'autres agences gouvernementales. Il convient dès lors d'en aborder les principaux, pour comprendre la stratégie mise en œuvre.

### *Partners For Children*

Le premier partenariat public-privé réalisé par l'Etat de New York fut intitulé *Partners For Children*. Il s'agissait à l'origine d'un partenariat entre le *New York State Department of Education* et *United Way of New York State*, une ONG nationale disposant de plusieurs antennes dans chaque ville et Etat. Le partenariat s'est ensuite étendu à de nombreuses autres organisations et agences publiques.

Très actif dans les premières années de sa création, le groupe *Partners for Children* avait pour vocation de réunir différentes formes d'expertise sur la jeunesse pour conseiller les décideurs politiques et les organisations locales sur les bonnes pratiques en terme de politiques de jeunesse. Le partenariat paraît cependant moins actif aujourd'hui et semble avoir été principalement remplacé par la *Youth Development Team*.

#### *Youth Development Team*

Créée au départ par l'OCFS et le DOH au sein de *Partners For Children*, la *Youth Development Team* est en charge de promouvoir les principes de l'approche du *Youth Development* dans l'ensemble des activités de l'Etat de New York en ce qui concerne la santé, l'éducation et les services sociaux. Ce groupe de travail a cependant été élargi pour inclure d'autres acteurs que *Partners For Childrens*, à savoir l'université de Cornell, le département de la santé du comté de Monroe, l'*American Cancer Society*, le *NYS Division of Probation and Correctional Alternatives* (DPCA), le *NYS Division for Women*, le *NYS Division of Criminal Justice Services* (DCJS), le *NYS Center for School Safety*, l'Université de New York à Buffalo, Le centre pour soins juvéniles du Mt. Sinai, la *NYS Conference of Local Mental Hygiene Directors*, l'université de Rochester et le *NYC Department of Youth and Community Development*.

Ce partenariat public-privé a pour principal objet de conseiller et de former le personnel, les communautés et les responsables de programme sur les bonnes pratiques de politiques jeunesse. Le groupe a pour cela publié un manuel nommé *Youth Development Resource Notebook*, qui réunit des informations sur la jeunesse et ses enjeux. En association avec l'université de Cornell, la *Youth Development Team* forme également les équipes des programmes de jeunesse dans les comtés. La ville de New York en particulier a reçu de nombreux fonds de la part de ce groupe de travail.

#### *Youth Bureau*

L'association des bureaux de jeunesse de New York fut créée en 1971 par l'Etat de New York. Elle compte aujourd'hui plus de deux cents membres, dont l'Etat de New York, les bureaux de jeunesse des gouvernements locaux de plusieurs villes, et les associations en lien avec les jeunes. Chaque région est représentée au conseil d'administration. Le *Department of Youth and Children Services* (DYCD) de la ville de New York fait office de bureau de jeunesse au niveau local. L'association a pour but de faciliter la coordination entre les différents acteurs des politiques jeunesse dans l'Etat de New York. Elle dispense des formations à ses membres et organise régulièrement des événements, dont une conférence annuelle organisée dans une autre ville que New York.

#### *Integrated County Planning Project*

Pour coordonner les politiques de jeunesse entre les différents échelons de gouvernance, l'OCFS a créé un programme intitulé *Integrated County Planning Project* faisant office de partenariat entre l'Etat et les gouvernements locaux. A travers ce programme, les comtés sont invités à soumettre à l'OCFS un plan d'action correspondant aux domaines cibles préalablement identifiés par le département. Les plans d'action acceptés reçoivent ensuite des fonds distribués par l'Etat. Ainsi, 15 comtés dont la ville de New York ont été financés en 1997 par ce programme sur une durée de cinq ans. Pour élaborer ces programmes, les gouvernements participants ont notamment été invités à réaliser des partenariats au niveau local avec des ONG et des fondations pour mieux aborder les problèmes de la jeunesse.

### 2.1.3 Exemples de programmes mis en place

#### *ACT for Youth*

*Assests Coming Together (ACT) for Youth* est l'un des projets phares développés par le *New York State Department of Health*. Lancé en 2000, le programme a préalablement sélectionné onze associations locales dans différentes régions de l'Etat de New York, dont deux dans la ville de New York (les partenariats *A Better Bronx For Youth* dans le Bronx et *Community Counseling And Mediation* à Brooklyn). Sous la tutelle d'un coordinateur, le rôle de ces associations était de former des partenariats avec des acteurs locaux pour ensuite travailler vers la réalisation des objectifs définis par le DOH et les responsables du programme ACT. Ses objectifs sont au nombre de cinq :

- Développer les partenariats locaux entre les différents acteurs des politiques jeunesse afin de faciliter la communication et la mobilisation de ressources
- Développer les services de soutien aux jeunes et à leur famille
- Développer l'engagement des jeunes dans leur communauté, en leur fournissant davantage d'opportunités pour participer à la vie associative du quartier
- Promouvoir l'approche de *Youth Development* dans les partenariats locaux
- Influencer les décisions politiques des gouvernements locaux en faveur de la jeunesse

Selon les différents partenariats, ces derniers peuvent inclure des ONG, des associations de voisinage, des écoles, des agences gouvernementales locales, et des organisations civiques. L'ensemble du projet fut financé par l'Etat de New York, à hauteur de 2,6 millions de dollars.

En plus de cela, *ACT for Youth* a prévu la formation de deux centres d'excellence : l'un rattaché à l'université de Cornell, l'autre au centre hospitalier pour adolescents du Mont Sinai. L'objectif de ces centres est d'aider à la réalisation de ce programme. Pour cela, les centres d'excellence diffusent l'information concernant les politiques de jeunesse et les principes du *Youth Development*, par l'intermédiaire de publications, de newsletters et de sites Internet. Ils sont également en charge d'offrir des formations aux partenaires d'*ACT for Youth*. Deux nouveaux centres d'excellence ont été créés depuis, dont un à New York City également rattaché à l'université de Cornell.

D'après les recherches menées par les centres d'excellences, l'expérience d'*ACT for Youth* s'est révélée très positive. La formation de partenariats a permis aux acteurs locaux de mieux coordonner leurs actions, et de mieux comprendre les enjeux des politiques jeunesse. Ces derniers ont également permis une augmentation et une amélioration significative des services offerts aux jeunes. De nouveaux partenaires se sont mobilisés, tels que des écoles, des organisations religieuses, des agences du maintien de l'ordre, et des entreprises : certains partenariats impliquent plus de deux cents partenaires. A la fin de la première période du programme, le DOH a décidé de le prolonger, et d'augmenter son financement en ajoutant 2,05 millions de dollars.

#### *NY Youth Works*

En fin d'année 2011, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a annoncé le lancement du programme *NY Youth Works*. Ce dernier a pour objectif général de combattre la pauvreté et le chômage dans les communautés urbaines de l'Etat de New York

## 2.2 Le New York City Department of Youth and Community Development, acteur de développement et de coordination des partenariats public/privé

### 2.2.1 Evolution du département depuis 1996

Le *New York City Department of Youth and Community Development* est le premier organe

développeur et coordinateur des politiques de la jeunesse au niveau de la ville de New York. Cette branche du gouvernement de New York City a pour but de développer et mener à bien des programmes pour l'*empowerment* des jeunes et de leurs familles. Le DYCD s'occupe également d'administrer aux organisations de quartier les fonds alloués par l'Etat, l'Etat de New York ainsi que la municipalité. L'étendue de ces actions est visible au travers des différents projets : services d'aides aux immigrants, stages et opportunités de premier emploi pour les jeunes, centres de communauté, cours d'alphabétisation, initiatives extra-scolaires, programmes d'été etc. L'importance du DYCD réside dans le fait qu'il travaille en partenariat avec d'autres acteurs dans l'élaboration de projets propices au bien-être des communautés jeunes de la ville : il est véritablement au cœur des interactions publiques et privées et inclut en son sein plusieurs bureaux de conseil et de coordination.

Initialement, le DYCD est le résultat d'une fusion entre le *Department of Youth Services* et le *Community Development Agency* en 1996, deux corps institutionnels en charge de la jeunesse. Le *Community Development Agency*, dont le but initial était de coordonner et d'apporter de l'aide aux agences publiques et privées dédiées à la population jeune, avait établi des unités locales dans chaque quartier afin de répondre aux besoins de prévention mais également d'offrir des programmes pour les jeunes sur des thèmes tels que l'emploi, les drogues, l'éducation, la santé et la délinquance. Il avait notamment administré le programme *Neighborhood Youth Corps* qui permet une première expérience ou une remise à niveau professionnelle pour une insertion facilitée sur le marché du travail. Le *Department of Youth Services*, établi en 1989 par le New York City Council, était lui en charge de mettre en place des projets pour les jeunes ayant moins de 21 ans, âge légal de la majorité aux Etats-Unis. Dès 2003, le DYCD est devenu l'acteur en charge de l'emploi des jeunes et des programmes de développement pour la main d'œuvre. Il devient en 2005 le corps municipal à la tête des services offerts pour la jeunesse de New York, les familles et communautés suite à la mise en place par la ville du projet *Out-of-School*. Ce programme reste à ce jour le projet d'activités extra-scolaires le plus financé par une municipalité sur la scène nationale. Afin de diversifier et d'intensifier les actions culturelles menées pour les jeunes, le DYCD a établi en partenariat avec le *Department of Cultural Affairs* ainsi qu'avec le Conseil municipal une initiative appelée *Cultural After School Adventures Initiative*, programme qui associe les organisateurs du projet *Out-of-school* avec des organisations culturelles, dans le but de promouvoir l'art et les disciplines artistiques auprès de la jeunesse New Yorkaise.

### 2.2.2 Sous-division au sein du DYCD

Le caractère innovant de cette agence repose dans la recherche et le développement de partenariats, avec différentes instances municipales mais également avec des acteurs privés, des associations et des organisations ayant à cœur de mener à bien des projets pour la jeunesse. A cet effet, le DYCD est chargé de distribuer des aides au développement de programmes avec les fonds alloués par le *Federal Community Services Block Grant* de l'Etat de New York : ces subventions sont reversées par le DYCD aux projets établis comme prioritaires ou innovants dans le cadre des politiques de jeunesse. Du fait de son statut d'acteur institutionnel phare dans le secteur de la jeunesse, le DYCD regroupe en son sein différentes instances en charge de conseiller, de coordonner et de mener des recherches sur les besoins de la population jeune de New York, ainsi que de développer des partenariats avec une multitude d'acteurs sur des programmes visant à répondre à des questions primordiales que pose la jeunesse actuelle. Cerner les nécessités modernes tout en recherchant l'innovation au travers d'études locales est la responsabilité du DYCD, et demande une organisation interne complexe.

Tout d'abord, les *Neighborhood Advisory Boards (NAB)* constituent le premier élément consultatif du NYCD sur les besoins locaux des communautés de quartier. Ces conseils se retrouvent dans des zones défavorisées, dans lesquelles les jeunes accèdent difficilement à des services spécifiques pour leur développement, et qui leur offrent peu d'opportunités culturelles mais également de formation professionnelle. Le rôle des NAB est d'aider le DYCD à identifier les besoins en matière d'aide à ces communautés locales. Ainsi, ils conseillent le DYCD pour donner une priorité d'allocation des fonds fédéraux du *Community Services Block Grant (CSBG)* à des organisations

locales dans le but de pallier aux disparités créées par le contexte social de certains quartiers. Les quartiers identifiés comme « zones de développement » ou *Neighborhood Development Area* représentent un besoin en termes de développement de support communautaire. D'un point de vue structurel, chacune de ces zones est représentée par un conseil de 7 à 12 personnes, la moitié d'entre elles étant choisies par le DYCD et l'autre moitié par les élus locaux. Les conditions pour pouvoir prétendre siéger à ces conseils sont minimales : résider dans le quartier concerné, être majeur, et n'être engagé auprès d'aucune organisation bénéficiant déjà du support financier du DYCD. Ces acteurs sont en charge d'identifier les tendances socio-économiques locales et d'apporter leur expertise aux acteurs décisionnels du DYCD sur les projets à soutenir dans leur élaboration et mise en place. La transparence des sujets abordés permet aux citoyens d'être intégrés à ce processus d'identification, comme en témoignent les réunions ouvertes au public ou encore la mise à disposition des comptes-rendus de ces réunions.

Le deuxième corps consultatif au sein du DYCD, le *Joint Youth Services Planning Committee*, aide le département municipal à respecter les responsabilités que lui confère la charte de la ville de New York. En effet, le gouvernement de New York City est organisé autour cette charte et du pouvoir du maire qui en découle sur les sujets de l'éducation publique, de la sécurité et des instances correctionnelles entre autres. Dans cette optique, le *Joint Youth Services Planning Committee* s'assure que les actions du DYCD correspondent bien à leur responsabilité vis-à-vis des services disponibles pour les jeunes dans les quartiers. Initialement conçu comme un forum où les membres des conseils du DYCD et des conseils locaux pouvaient discuter des problèmes touchant à la jeunesse et des programmes mis en place, il a été institutionnalisé comme un corps consultatif en charge de la coordination des services pour la jeunesse. Des 20 représentants qui y siègent, 5 sont les présidents des différentes zones de New York, et 15 sont des membres des conseils locaux.

En ce qui concerne la régulation des fonds alloués par le *Community Services Block Grant*, c'est le *Community Action Board* qui est en charge de conseiller le DYCD sur les priorités de financement des programmes de jeunesse. En tant que corps municipal, il a une influence certaine sur les décisions prises par le DYCD sur la répartition des fonds du CSBG, et compte un nombre de membres conséquent. Sur les 45 membres, 22 sont résidents de zones de développement, 15 sont des élus locaux et 8 des représentants du secteur privé. Il est intéressant de noter qu'il s'agit d'un des seuls conseils auxquels des acteurs privés sont invités à siéger, et cela montre l'importance de ce dernier au sein du DYCD. Il convient également de noter que les membres du CAB participent également à l'établissement des priorités de projets.

### 2.2.3 Coordination entre le DYCD et ses différents partenaires

La coordination entre le DYCD et les différents départements de la municipalité est assurée par l'*Interagency Coordinating Council and Youth*, en charge de promouvoir des partenariats de collaboration sur des problèmes touchant les jeunes à New York. Elle a pour mission de s'assurer que toutes les ressources disponibles au niveau de la ville sont utilisées dans l'intérêt de la jeunesse, des familles et communautés en difficulté. Créé en 1989, ce conseil gère depuis en parallèle les actions des instances gouvernementales de New York, des organisations communautaires ainsi que des associations à but non lucratif, afin de ne pas s'éparpiller dans des projets déjà existants et de pousser les acteurs décisionnels à faire preuve d'innovation dans les nouvelles initiatives pour la jeunesse. Conformément aux dispositions de la Charte de New York, l'ICC est constitué de représentants de chaque organisme de la ville offrant des prestations de services pour la jeunesse, ainsi que des représentants du conseil d'administration de la jeunesse du DYCD et du Conseil municipal. Le conseil est présidé par une personne nommée par le bureau du maire. Il est actuellement dirigé par Jeanne B. Mullgrav, également commissionnaire du DYCD. Même si les membres du ICC sont majoritairement issus des départements de la municipalité, le ICC fait également appel à des groupes de travail mobilisant des acteurs d'organisations locales. Chaque groupe participe ainsi au développement d'approches innovantes qui permettent de renforcer l'efficacité des programmes pour la jeunesse et les familles. Ces nouvelles approches permettent d'être constamment en phase avec les tendances socio-économiques et leurs conséquences sur la jeunesse. Les réunions sont trimestrielles et sont tenues en

alternance dans les différentes agences membres du conseil, avec au moins une audience publique chaque année. Des réunions mensuelles non officielles sont tenues mensuellement pour discuter des questions de l'accès à l'éducation, des jeunes et de la justice, et de l'accès à l'information.

A titre d'exemple, le ICC s'est intéressé en 2011 à diverses questions d'actualité pour la jeunesse et notamment aux besoins de la communauté LGBT, en partenariat avec la *NYC Commission on Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Questioning Runaway and Homeless Youth*. Afin d'encourager l'intégration et de combattre la ségrégation des minorités, une série de formations pour les employés de la ville et le personnel de garde d'enfants ainsi que des événements spéciaux orientés vers la promotion de l'acceptation des jeunes ont été mis en place. Ces efforts ont été fournis par le *Court-Involved Youth Work Group*, qui a mis l'accent sur la prévention de la violence chez les jeunes par le biais des arts de la scène et d'ateliers communautaires pour les jeunes et les parents. Le ICC a également poursuivi ses efforts sur les services mis à disposition des jeunes présentant des problèmes de comportement à l'école grâce à des programmes extra-scolaires.

L'objectif du *Court-Involved Youth Work Group* est de développer et de renforcer les collaborations et partenariats avec des associations, tout en améliorant simultanément l'efficacité et la qualité des services offerts aux jeunes ayant des déboires avec la justice et leurs familles. Le partenaire *After School Work Group*, lui, cherche à promouvoir la qualité, la diversité et la facilité d'accès à des programmes d'apprentissage pour les jeunes New Yorkais. Enfin, le dernier corps du ICC, l'*Accessing Information Work Group*, est en charge de chercher des mécanismes permettant aux jeunes et aux familles d'accéder à une plus grande diversité de programmes qui les concernent spécifiquement.

## 2.3 Niveau municipal : le rôle de la mairie de New York

### *2.3.1 Structure interne de la municipalité*

Le gouvernement municipal de la ville de New York est centralisé autour d'un système reliant le maire, qui est élu directement, et ses conseillers. Le gouvernement est responsable des affaires relatives à l'instruction publique, aux institutions correctionnelles, à la sécurité, aux bibliothèques publiques, aux infrastructures de loisir, aux installations sanitaires, à l'approvisionnement en eau et aux services sociaux.

Du côté de l'exécutif, le maire de New York est élu pour 4 ans, et ne peut se représenter plus de trois fois. Les maires de la ville se sont souvent distingués par des politiques qui avaient trait aux conditions des jeunes, ce qui montre l'importance de cette catégorie pour la municipalité. Par exemple, l'ancien maire Rudolph Giuliani s'est illustré par sa politique sécuritaire vis à vis des jeunes en difficulté, avec la théorie de la vitre brisée ("broken windows"), appliquée en 1994, qui prône la tolérance zéro pour la petite délinquance, comme par exemple les vendeurs de drogue ou les tagueurs.

Le maire actuel, Michael Bloomberg, s'est fait particulièrement remarquer pour sa réforme du système scolaire, et ses actions de santé publique (loi anti-tabagisme utilisant de nouvelles stratégies de communication). Le maire est conseillé par des présidents de quartier, élus directement, notamment au sujet de la négociation du budget des quartiers. Une partie des politiques menées par la mairie trouve un soutien financier dans le *Mayor's Fund*. Le *Mayor's Fund* est association à but non lucratif de la mairie de New York ayant pour but de faciliter les partenariats public-privé à travers la ville. Il s'agit d'un fond auquel des particuliers, des fondations et des entreprises peuvent donner de l'argent de manière à soutenir des programmes dans divers secteurs, notamment la jeunesse.

En plus du *Mayor's Fund*, le maire s'appuie également sur le *New York City Economic Development Corporation* (EDC) pour le lancement de projets de grande envergure. L'EDC est un comité nommé par le maire et d'autres conseillers municipaux mais qui n'est pas financé par le budget de la ville. Le président actuel, Seth W. Pinsky, a été nommé par le maire Michael R. Bloomberg en février 2008. Ce comité se finance lui-même par ses bénéficiaires antérieurs. Il n'est pas soumis à "l'uniform land use review procedure", qui impose que chaque acquisition de terres soit approuvée par

des organes de la ville (conseil de la ville, département de planning). Bien que ses actions soient très diverses, avec des projets allant de la création de zones commerciales durables à Harlem, à la construction de musées phares de New York tels que le Whitney Museum, on distingue certains projets qui ont eu un impact important sur la situation des jeunes à New York et leur rapport avec la ville. Par exemple, NY CEDC a participé à la construction d'un complexe sportif dans le Queens en 2008 (le projet s'intitule "Flushing Meadows Pool and Ice Rink"), le complexe sportif le plus grand de la ville, ainsi que la première piscine publique à être construite depuis 40 ans, soit un investissement de 66,3 millions de dollars. En plus de la piscine, le lieu accueille un terrain de hockey-sur(glace qui a ouvert en 2009. Ce projet est largement utilisé par la population locale, et propose une multitude de programmes pour les jeunes organisés tout au long de l'année, comme des cours gratuit de natation et de hockey, une terrasse extérieure ouverte à tous, et des stages d'été de hockey.

En ce qui concerne la branche législative, le conseil municipal est composé de 51 membres, élus par districts. Au sein du conseil municipal, le *New York City Department of Youth & Community Development* (DYCD) est un sous-comité au service de la jeunesse. Cependant, les questions et les politiques publiques relatives à la jeunesse ne concernent pas uniquement le DYCD. En effet, de nombreux départements de la mairie sont des acteurs majeurs des politiques jeunesse à New York.

### *2.3.2 Les différents services de la municipalité*

#### *Départements consacrés aux questions environnementales*

Tout d'abord, le *New York City Dept. of Parks and Recreations* (Département des Parcs et Loisirs) est en charge de plusieurs programmes relatifs aux jeunes de New York. Le département, sous la direction d'Adrian Benepe, est en charge des centres de loisirs de la ville, dont plusieurs sont équipés d'espaces informatiques ouverts aux jeunes du quartier. Il est aussi responsable du programme "BeFit NYC", un programme municipal visant à offrir des cours de sport à moindre coût. Le département est en charge d'actualiser la base de données des sports gratuits et peu chers proposés dans la ville, et notamment ceux spécialement pour les jeunes vivant dans les quartiers les plus défavorisés. Les programmes peuvent être répertoriés en termes d'âge, de quartier de résidence et de centres d'intérêts. L'assignation de programmes par quartiers et tranche d'âge se retrouve dans d'autres politiques relatives à l'environnement dans la ville. Le programme *Green Teen* a débuté dans le Queens, à l'initiative du Département des Parcs et Loisirs, en 2011. En partenariat avec une fondation privée, la *City Parks Foundation*, ce programme a pour but d'éduquer les jeunes aux métiers d'entretien et de développement des parcs de New York. A la fin du programme, les 73 jeunes sélectionnés proposent à la mairie des croquis de design de futurs parcs, ou des idées d'agencement d'espaces verts dans la ville. Ils ont pour cela l'aide du *NYC Computer Resource Center*, qui leur assure un libre accès aux ordinateurs et aux logiciels de design. Le Département est aussi responsable du programme "Million Trees NYC", détaillé dans la troisième partie de ce rapport.

Un autre département, moins directement lié à la question des politiques de jeunesse, joue un rôle dans l'application des programmes destinés aux jeunes: le *NYC Department of Environmental Protection*. Celui-ci est en charge plus particulièrement d'ouvrir au public des sites municipaux (par exemple, des laboratoires de recherche, ou les réservoirs d'eau potable de la ville) et d'organiser des visites pour des groupes de jeunes étudiants (entre 15 et 20 ans), dans le cadre du *National Partnership for Environmental Technology Education*. Tous les étés, le département travaille en collaboration avec ce programme national, dans le but de former entre autres les jeunes au contrôle du niveau de pollution de l'eau de la ville, et d'améliorer la qualité de leur éducation en matière environnementale.

#### *Rôle du département de l'Education*

Le *Department of Education* de la ville de New York joue un rôle plus direct dans l'élaboration des politiques de jeunesse, tout particulièrement parce que la plupart des problèmes liés aux jeunes concernent leur éducation et leur encadrement dans les écoles et universités publiques de la ville

(absentéisme, échec scolaire, violence, pauvreté). Le maire Michael Bloomberg a tout particulièrement valorisé l'action de ce département, en nommant à sa tête un leader dynamique aux idées innovantes, Joel Klein. Ce dernier a développé une nouvelle vision de l'éducation publique, favorisant les partenariats avec des organisations privées et des associations culturelles, plaidant pour des écoles de plus petite taille (500 élèves maximum) au programme plus flexible. Un glissement s'est opéré, d'un système bureaucratique unique vers un système d'écoles individuelles plus autonomes.

Pour l'année 2012-2013, le budget du département était de 19,7 million \$, dont 1,9 million \$ dédiés aux écoles privées sous contrat, 71 millions aux écoles privées telles que les écoles paroissiales, et 828 millions pour les "charter schools". Le département dispose aussi d'un plan budgétaire sur cinq ans (2012-2016) et de 11,2 millions de dollars pour financer la construction de nouvelles écoles, la rénovation d'autres, et les investissements liés à la construction de bâtiments.

Les "charter schools" sont des écoles publiques, financées par le *Department of Education* de la ville, qui disposent de plus d'autonomie que les écoles publiques ordinaires, mais qui sont en revanche responsables devant ce département et ont un impératif d'amélioration des résultats des élèves. Ces écoles innovent de plusieurs façons: des effectifs réduits, des directeurs "leaders", des programmes adaptés et des horaires réaménagés.

Un exemple d'acteur intéressant dans le milieu de l'éducation est la *New York Harbor School*, école publique située sur le bord de mer et dont les enseignements se concentrent sur cette dernière. Son but est d'offrir à des étudiants en difficulté des études supérieures professionnelles alternatives, et de les former dans des métiers liés au port, notamment dans l'idée d'améliorer le port de la ville. Le cursus se termine par un stage dans une institution maritime à NYC.

#### *Départements consacrés à la sécurité et à la lutte contre l'exclusion sociale*

Les politiques et les programmes visant les jeunes sont également répartis entre plusieurs départements relatifs à la sécurité et à la lutte contre l'exclusion sociale. En coopération avec le *Department of Education*, le *Department of Correction* est aussi impliqué dans plusieurs politiques et actions destinées aux jeunes. Les principaux programmes consistent à mettre en relation les jeunes, le *Department of Correction* de la ville, les associations de quartier et les agences tels que la police de la ville ou encore le FBI. Le but est de faciliter le dialogue entre les jeunes de 10 à 18 ans et ces instances, avec comme objectif de développer chez ces jeunes un nouvel engagement civique, un sens de l'éthique et le sentiment d'appartenir à une communauté. Pour les plus âgés d'entre eux, un autre programme consiste à ouvrir les murs d'un centre de détention juvénile à Brooklyn pour laisser les jeunes le décorer et le peindre. Le but, pour ces jeunes dont certains sortent de centres de détention eux-mêmes, est d'exprimer leurs expériences passés à travers des peintures et des graffitis sur ce mur (programme *Youth paint justice-themed public mural at Brooklyn House of Detention*).

Suivant le même objectif de faciliter l'insertion sociale des jeunes exclus et défavorisés, le *Department of Homeless Services* (Département de la ville de New York pour les Sans Abris) supporte et travaille en coopération avec des associations et des fondations privées spécialisées dans l'aide aux jeunes sans abri. Par exemple, la municipalité supporte la Fondation "Reciprocity", menée par Adam Burko et Taz Tagore, qui présente régulièrement des événements et des projets concernant les jeunes sans-abri de la ville. Cette fondation propose une approche particulière des politiques de jeunesse: "a whole approach person", une approche individuelle. Les succès des opérations de la fondation ont amené les leaders politiques de la ville de New York à apporter un soutien financier au programme, à le renouveler pour les années à venir, et à envisager une reproduction du programme dans d'autres grandes métropoles américaines. En tant que fondation à but non lucratif, "Reciprocity" a notamment produit un film, "Invisible", et mené plusieurs débats avec le département municipal sur la question des jeunes sans-abri.

#### *Rôle du Département des Affaires Culturelles*

En plus des départements municipaux liés à l'environnement, à l'éducation, à la sécurité et à

l'insertion sociale, le *Department of Cultural Affairs* (Département des Affaires Culturelles de la Ville de New York) est également un acteur majeur en terme de programmes consacrés à la jeunesse. Présidé par Kate D. Levin, Il s'illustre régulièrement dans le cadre de partenariats avec d'autres départements (le plus souvent le DYCD), ou avec des associations et des fondations privées. Entre autres, le département participe à la plupart des programmes d'activités proposées aux jeunes après les cours. Avec l'aide de financements du DYCD, le Département est ainsi chargé d'organiser les programmes culturels proposés pendant ces événements ("DYCD Out-of-School Time initiative"). Le Département lui même finance plusieurs organisations dédiées aux jeunes à l'aide du Fonds pour le Développement Culturel (*Cultural Development Fund*). Ces organisations proposent des activités qui vont de cours de danse bilingue en anglais et espagnol, pour allier apprentissage de la langue chez les jeunes et activité physique (*Calpulli Mexican Dance Company, dans le Queens*), à des cours de théâtre pour les jeunes étudiants à Staten Island.

Le Département des affaires culturelles participe également à des programmes de plus grande envergure et à destination directe des jeunes les moins intégrés, tel que *Voices Unbroken*. Ce programme est un exemple du travail de coopération des niveaux fédéral, municipal et local de gouvernance. En effet *Voices Unbroken* est soutenu et financé, entre autres, par les *Department of Cultural Affairs* et par le DYCD, ainsi que par le *New York State Department of Art*, le *National Endowment for the Arts*, et des fondations privées telles que la *Simon Bolivar Foundation* et la *Wyman Foundation*. Destiné aux jeunes sortant de prisons ou de centres de détention, ou ayant eu des déboires avec la justice. Ce programme cherche à leur proposer des cours de communication, d'art, et des workshops pour apprendre à contrôler leurs émotions, sur une durée de 5 à 10 semaines (2 fois par semaine). Ces jeunes sont alors intégrés dans un réseau d'anciens membre de l'association, le "*Voices Network*", ce qui facilite leur réinsertion professionnelle et leur recherche d'emploi à la fin du programme.

#### *Rôle du Département de la Santé*

Enfin, le *Health Department* (Département pour la Santé) est également à l'initiative de politiques et d'actions ayant pour cible les jeunes New Yorkais. Récemment, le maire M. Bloomberg s'est ainsi lancé dans une nouvelle campagne de lutte contre l'obésité, le problème majeur touchant les jeunes aux Etats Unis, qui s'articule autour de l'interdiction de vendre des sodas et des boissons sucrées de trop grande taille ("large size"). De plus, en partenariat avec le *Department of Education*, le *Health Department* est en charge de produire une étude annuelle sur les Comportements à Risques des Jeunes de la ville (*NYC Youth Risk Behavior Survey*), qui regroupent des activités telles que l'usage de drogues, de tabac, l'alcoolisme, les comportements sexuels et la malnutrition. La population observée est celle des jeunes lycéens de 15 à 19 ans. Depuis 2005, le Département pour la Santé focalise l'étude sur les quartiers les plus à risque (le Sud du Bronx, le Nord de Brooklyn et l'Est et le Centre d'Harlem).

#### *2.3.3 Le rôle du Workforce Investment Board*

Enfin, un autre organe municipal qui exerce un rôle dans l'élaboration des politiques de jeunesse est le *NYC Workforce Investment Board* (WIB). Le WIB est composé de membres volontaires choisis par le maire M. Bloomberg, incluant des représentants d'entreprises locales, des syndicats, des organisations locales communautaires, et des membres d'agences gouvernementales. La mission du WIB est de promouvoir la création d'emplois et la formation des demandeurs d'emplois, et de développer la vitalité économique de la ville. Il s'agit d'un conseil regroupant plusieurs acteurs, et dont le but est de gérer des programmes financés par l'Etat de New York, de fournir des information sur la situation du marché de l'emploi à NY, et de chercher des solutions aux problèmes économiques de la ville. Il existe au sein du WIB un *Youth Council*, qui participe au financement du DYCD, et qui est donc chargé de conseiller le DYCD sur la meilleure façon d'utiliser ses fonds (*WIB Fund*).

### 3. Etudes de cas

#### 3.1 Million Trees NYC

##### *3.1.1 Organisation, financement et partenaires*

Le programme “MillionTreesNYC” (“Des millions d’arbres à New York City”) fait partie du PlaNYC (un plan sur le long terme, initié en 2007) lancé par le maire Michael Bloomberg, sous l’initiative du projet de rénovation de New York. C’est un partenariat public-privé lancé en 2008 entre le département municipal “Parks and Recreation” et son directeur A. Benepe, le Mayor’s Fund et le New York Restoration Project. Le plan est appliqué à l’ensemble de la ville de New York, à ses 5 “boroughs”, et s’étend jusqu’en 2017. Le but est de planter et entretenir 1 million d’arbres supplémentaires dans la ville, pour agrandir sa “forêt urbaine” d’environ 20%, en considérant l’amélioration que cela engendrerait en terme de qualité de vie des new Yorkkais tout en formant de futurs experts sur les questions de l’écologie urbaine.

La municipalité s’engage à planter 70% de ces arbres, et laisse les autres 30% à la charge des organisations privées, de particuliers propriétaires de terrain, et des associations locales qui souhaitent participer à l’opération. Ainsi 220 000 arbres plantés sont des arbres au bord des rues, et 480 000 sont plantés dans des parcs et des zones de reforestation, à la charge du Département municipal “Parks and Recreation”, à qui le maire a alloué 400 millions de dollars; 100 000 sont à la charge du *NY Restoration Project*, qui doit les planter dans des lieux publics tels que des campus universitaires, des lieux culturels et des aires de jeux; et 300 000 seraient laissés à la charge de partenaires privés. Les principaux partenaires privés de cette opération sont la Fondation Altman, David Rockefeller, les fondations Ross et Dodge. L’opération est aussi sponsorisée par Bloomberg Philantropies, l’entreprise Toyota et The Home Depot Foundation.

##### *3.1.2 Activités*

L’idée du programme et de s’adapter à la croissance continue de la ville, à son expansion, pour continuer à assurer une bonne qualité de vie à ses habitants, et de penser à la qualité de la ville dans le futur. Planter des arbres dans des quartiers défavorisés et aussi un moyen de redynamiser un quartier, d’assurer plus de quiétude et de sécurité. Ainsi, pour commencer l’opération, la mairie a désigné 6 quartiers cibles qui ont été identifiés comme ayant le plus besoin de nouveaux arbres (peu d’arbres dans la rue, et fort taux d’asthme parmi les jeunes y résidant); Les 6 quartiers où les arbres sont un problème de santé publique sont répartis dans l’ensemble de la ville, avec 2 quartiers dans le Bronx, 1 dans le Queens, 1 à Brooklyn, 1 à Manhattan et 1 à Staten Island. A travers ce programme, la mairie de New York a su montrer l’exemple aux organisations privées, tout en leur laissant la possibilité de prendre en charge 30% du projet. Surtout, cette opération se fait en parallèle de diverses actions éducatives de formation et de sensibilisation des jeunes aux espaces verts en milieu urbain et aux métiers qui y sont associés. Enfin, cette opération encourage au volontariat, à l’engagement des jeunes dans des programmes communautaires, à se sentir intégrés dans leur quartier et au sens plus large dans la ville de New York, comme acteur et comme bénéficiaire de cette opération.

Ce programme peut être considéré comme ancré dans une politique de jeunesse, et présente un fort intérêt pour les jeunes de la ville, pour plusieurs raisons. Si à l’origine il est destiné à l’ensemble de la population New Yorkaise, plusieurs programmes rejoignent des objectifs de réduction de la précarité des jeunes New Yorkkais. Ainsi, par exemple pour le *MillionTrees Training Program*, les participants, âgés de 18 à 25 ans, sont recrutés parmi des associations locales et les *City Housing Authority Campuses*. L’ambition est d’offrir à ces jeunes des emplois stables et durables, qui seront utiles dans le projet de revalorisation écologique de la ville. Les compétences et techniques en terme de paysagisme et de revitalisation écologique, sont considérées comme à être appelées à devenir de plus en plus demandées dans les grandes métropoles. Ce programme vise donc à faire de ces jeunes défavorisés des experts dans ces matières. De plus, l’idée est que ces formations ne nécessitent pas un cursus scolaire classique avancé, et qu’un entraînement et un enseignement sur le terrain peut suffire à

former des jeunes compétents. Pour ces différentes raisons, MillionTrees fait partie des programmes d'innovations ayant pour but de réduire la précarité à NY, soutenus par le *Center of Economic Opportunity* (CEO).

Le programme est mis en place sur le long terme, le plantage des arbres étant la première étape. L'étape suivante consiste à assurer la protection et la sauvegarde des arbres une fois qu'ils sont plantés, en instaurant en parallèle des programmes éducatifs pour les jeunes sur la protection de l'environnement en milieu urbain, en offrant des emplois dans l'environnement aux jeunes en situations d'exclusion sociale, et en ralliant aux projets les étudiants dans des cursus liés aux sciences naturelles. Les 3 principaux programmes de MillionTrees dédiés aux jeunes sont:

#### *MillionTreesNYC Training Program*

Ce programme offre une formation de 8 mois sur le terrain (au Jardin Botanique de NYC) dans les domaines de la préservation écologique, jardinage, paysagiste. Il s'adresse principalement aux jeunes sortis du système scolaire, les plus défavorisés. Les étudiants peuvent choisir entre trois programmes: le programme d'arboriculture, le programme de paysagisme et le programme de revalorisation des milieux écologiques (*Ecological Renovation*). En plus de cette formation technique, les étudiants, âgés de 18 à 25 ans, suivent une formation en compétences de relations sociales et organisation du travail, qui inclut des enseignements en gestion du temps, trésorerie, résolution et gestion des conflits. Enfin, il s'accompagne d'une formation et d'un soutien pour obtenir le permis de conduire, une aptitude essentielle pour les métiers qui sont ensuite proposés à ces jeunes. Sur les 8 mois de formation, le 1er mois est dédié à l'orientation de l'élève dans l'un des trois programmes; les 3 mois suivants à l'enseignement académique du programme choisi; les 4 derniers mois sont réservés au travail sur le terrain.

20 étudiants de la première session de ce programme ont déjà été employés à la suite de cette formation dans des organisations gouvernementales à but non lucratif. Suite au succès de la première promotion, ce programme a notamment bénéficié en 2009 d'une donation de 2 000 000 \$ par le *NYC Department of Agriculture* pour continuer à former environ 50 jeunes en arboriculture et travail forestier.

#### *The MillionTreesNYC Stewardship Corps*

Ce programme est ouvert aux New Yorkais de tous âges, mais s'adresse de manière générale aux jeunes, en ce qu'il offre des workshops pour apprendre des pratiques tel que planter, entretenir, s'occuper du sol de plantations, qui peuvent être utiles aux jeunes pour leurs futures carrières. De plus, ce programme est implanté par quartiers, et permet donc aux jeunes de s'impliquer dans leur quartier et d'échanger avec les autres volontaires. Par exemple, dans la communauté du Bronx, la zone du South Bronx a été estimée comme particulièrement défavorisée. Un groupe de volontaires de ce programme a ainsi été assigné au nettoyage de la rivière du Bronx.

#### *Education Program*

Ce programme est considéré comme une référence pour l'enseignement de l'écologie et des sciences naturelles pour les étudiants, les chercheurs ou même les professionnels. MillionTrees a ainsi créée, à l'aide de professionnels, une multitude de programmes éducatifs destinés à différentes tranches d'âge. Ces programmes vont de simples présentations powerpoints de 2 heures à des workshops de plusieurs jours sur un sujet spécifique lié à l'environnement.

### 3.1.3 Evaluation du programme

A l'heure actuelle, environ 590 000 arbres ont été plantés dans le cadre de MillionTrees, dans 4 des 6 quartiers prioritaires désignés initialement.

Le CEO estime que les emplois proposés à l'issue du programme, des "green-collar jobs", sont relativement stables, bien payés, et de plus en plus demandés car ils contribuent à une amélioration globale de la qualité de l'environnement. Les prévisions semblent annoncer que les métiers dans le développement durable et la revitalisation écologique vont être de plus en plus demandés dans les années à venir dans les grandes métropoles, ce qui encourage des initiatives telles que MillionTrees. MillionTrees lance régulièrement de nouveaux programmes éducatifs ou d'activités extra-scolaires, et de nouvelles campagnes de communication à la télévision ou sur Youtube.

L'actuel directeur du programme est Morgan Monaco. Cependant, à l'heure actuelle plusieurs programmes annexes d'activités extra scolaires ont été temporairement arrêtés par manque de fonds, et l'activité principale réside dans le *MillionTrees Training Program*. 4 promotions de ce programme ont été diplômées à ce jour, soit 104 participants au total. En Aout 2010, les diplômés étaient pour 73% d'entre eux d'Afro-Américains et 27% Hispaniques; 64% étaient des femmes et 36% d'hommes. Le taux de réussite du diplôme était de 84%. 42% des élèves ont obtenu le permis de conduire durant le programme, et 82% ont trouvé un emploi à la suite de leur formation.

Afin d'évaluer l'évolution du programme et de trouver de nouvelles idées pour l'améliorer, un workshop a été organisé le 30 juin 2010: "Supporting Success: Making the Transition to Green Collar Jobs". Il a rassemblé plus de 50 professionnels, éducateurs, professeurs, et hommes et femmes politiques, et était financé par le *USDA Forest Service Civil Rights Special Project Fund*. Ce workshop soulevait deux questions principales: Comment MillionTrees pourrait former de meilleurs candidats et employés pour les emplois disponibles? Comment mieux soutenir et accompagner les jeunes diplômés dans la recherche d'un emploi "green-collar job"? A l'issue du workshop, il semble que les principales difficultés liées au programme sont que les élèves ont des lacunes concernant des compétences basiques telles qu'un comportement professionnel sur le lieu de travail, et la ponctualité. Les pistes d'amélioration vont en faveur de davantage d'enseignements informatique et mathématique dans le cursus, et des cours de langue.

### 3.2 DoSomething.org

DoSomething.org est l'une des plus grandes organisations non-gouvernementales à but non lucratif opérant sur l'ensemble des Etats-Unis, mais dont les bureaux sont situés à New York. Elle fut créée en 1993 par l'acteur américain Andrew Shue et par Michael Sanchez, avec pour mission d'inciter les jeunes âgés de moins de 25 ans à s'engager pour une cause à travers des campagnes nationales et des bourses pour les projets d'intérêt général. Elle fut ensuite reprise en 2003 par Nancy Lublin, créatrice de l'association *Dress for Success* et aujourd'hui présidente de DoSomething.org, qui lui donna un nouveau souffle après les difficultés financières que l'organisation traversait. DoSomething.org connaît aujourd'hui un grand succès, avec plus de 500 000 membres inscrits sur le site au premier semestre de l'année 2012. On estime le nombre de jeunes ayant été exposé à l'organisation à travers diverses campagnes médiatiques à plus de 12 millions. L'association s'est d'ailleurs fixée pour objectif ambitieux d'atteindre 1,4 millions de membres d'ici à la fin 2012. Autre symbole de son succès, DoSomething.org s'est exportée dans d'autres pays, comme au Portugal et en Australie. L'une des spécificité de DoSomething.org est son utilisation des nouvelles technologies pour mobiliser les jeunes autour de causes très différentes, mais pour lesquelles il est toujours très facile de contribuer.

### 3.2.1 Organisation

DoSomething.org compte aujourd'hui 37 employés, répartis en équipe autour des différentes activités de l'association. Celles-ci incluent des équipes de marketing, de recherche sur les campagnes futures, de recherche de partenariats, de mise à jour du site internet, et de contact avec les membres. En tête de l'association, on retrouve le **comité de directeurs** qui sont responsable légalement et fiscalement de DoSomething.org. Engagés dans diverses activités et occupant différentes positions au sein d'entreprises américaines, ces dix directeurs ont pour mission de conseiller l'équipe de l'association et de gérer les finances et les activités du groupe. Le comité se réunit quatre fois par an. Il existe également un **comité de conseil** (*advisory board*) composé de treize membres. Ces derniers ne prennent pas de décision mais conseillent l'association sur ses activités.

Plus innovant, DoSomething.org dispose également **conseil consultatif de jeunes** (*Youth Advisory Council*) dont les membres sont recrutés pour un an sur candidature. Le rôle de ce conseil est de conseiller et d'orienter l'association sur ces décisions et sur ses programmes. Par exemple, les membres peuvent conseiller DoSomething.org sur ses logos et ses images utilisés pour les campagnes. Ils aident également l'équipe à sélectionner les vainqueurs pour les bourses, ainsi qu'à corriger le contenu du site internet. Enfin, ils participent aux divers événements organisés par l'association tels que les meetings et les conférences. Les membres du conseil participent à l'association par emails ou SMS : ils doivent répondre tous les quinze jours à trois questions concernant la gestion de DoSomething.org. Plus les membres répondent, plus ils gagnent de prix, tels que des t-shirts.

### 3.2.2 Activités

Depuis l'arrivée de Nancy Lublin en 2003, DoSomething.org est entièrement géré depuis un site internet. Chaque jeune jusqu'à 25 ans y est invité à devenir membre en créant un compte et en remplissant un profil contenant des informations élémentaires telles que sa date de naissance, l'adresse de son école, et enfin son numéro de téléphone. Depuis ce profil, les membres peuvent participer aux activités et programmes proposés par DoSomething.org.

#### *Les Campagnes*

Les campagnes constituent l'une des activités majeures de DoSomething.org. L'association en organise environ une douzaine par an. Ces dernières sont des campagnes de sensibilisation autour d'une cause ayant un impact sur l'ensemble du territoire américain. Elles se distinguent par une grande simplicité de participation : ces campagnes incluent à la fois des actions réalisables en ligne directement par Internet, et des actions « sur le terrain » réalisables avec des amis, dans son quartier, son école, ou son lieu d'habitation. Chaque campagne est constituée autour des éléments suivants :

- Une mobilisation simple pour une cause ayant un impact social réel : toujours une action réalisable en ligne et une action sur le terrain ne nécessitant ni argent, ni adulte, ni voiture.
- Un porte-parole célèbre : une ou plusieurs célébrités sont associées à une chaque campagne afin d'inciter les jeunes à se mobiliser, mais aussi afin de gagner en visibilité médiatique.
- Une entreprise sponsor : chaque campagne est associée à une entreprise qui fournit à la fois un soutien financier et logistique.
- Un sous-site internet dédié à la campagne : chaque campagne dispose d'une section sur le site principal de DoSomething.org. Il est possible d'y trouver un grands nombres d'informations tels que des chiffres clés sur la cause, des informations sur comment s'engager, sur les bourses associées à la campagne, une galerie photos, une FAQ, un blog, etc.

- Une association partenaire spécialisée dans la cause en question, qui fournit une expertise aux équipes de DoSomethings.org
- Une incitation à participer : chaque campagne propose aux membres différents prix à remporter s'ils participent à l'action.

### *Exemples de campagnes*

Actuellement, trois campagnes sont en cours de réalisation. Celles-ci concernent des causes très différentes, comme la sensibilisation à la contraception ou à l'utilisation du téléphone en conduisant, des collectes de livres ou de matériel scolaire qui sont ensuite redistribués à des enfants défavorisés. Les campagnes futures sont également déjà communiquées sur le site. Voici quelques exemples de campagnes phares de DoSomething.org :

- Teens for Jeans : en association avec la chaîne de magasin Aéropostale, la campagne a démarré sa cinquième saison cette année. Elle a jusqu'à présent permis de collecter plus d'un million de jeans qui seront redistribués à des jeunes sans abris. Plus de 250 000 jeunes ont participé cette année.
- Green Your School : plus de 5000 écoles à travers les Etats-Unis ont participé à la campagne Green Your School. Plus de 200 000 élèves de collège et de lycée ont ainsi contribué à réduire l'empreinte carbone de leur école à travers différents projets (qui sont présentés sur le site).
- Staples for Students : cette campagne de collecte de matériel scolaire a permis de collecter des marchandises d'une valeur d'1,5 millions de dollars.

### *Les Clubs*

Les clubs constituent une autre activité centrale de DoSomething.org. Il s'agit de groupes de deux étudiants ou plus enregistrés auprès de DoSomething.org et qui s'engagent à réaliser un minimum de deux projets par an. Une fois enregistré sur le site, les clubs peuvent postuler pour obtenir des bourses ainsi que divers prix associés aux campagnes. L'association fournit aux clubs du matériel pour réaliser leurs projets, à la fois sous la forme d'astuces et de conseils mais aussi de pancartes et matériel de communication.

### *Boot Camps*

Les Boot Camps sont des sessions de formation se déroulant sur une journée, destinées aux jeunes entrepreneurs sociaux de moins de 25 ans engagés dans un projet ou souhaitant en démarrer un. Le but de cette journée est de fournir aux jeunes engagés les outils pour créer et faire vivre leur projet. Les formations d'une heure chacune tournent autour de sujets aussi variés que la construction de site internet, la communication et le marketing de projets, la recherche de sponsors et de financement. L'inscription à cet événement est entièrement gratuite. La journée se termine par une rencontre entre les jeunes participants et des adultes engagés dans le monde associatif ou professionnel, intitulé « Speed catching ». Le format de cette rencontre est inspiré du « speed dating », à savoir les participants disposent de deux minutes pour présenter leur projet. A la fin de cette expérience, les trois meilleurs participants reçoivent une bourse de 500 dollars pour leur projet.

### *Bourse pour projet (Grants)*

Sur son budget total, DoSomething.org consacre environ 350 000 dollars à des bourses alloués à des projets de jeunes. D'une part, l'association distribue chaque semaine 500 dollars à un club ayant

un projet en cours. D'autre part, d'autres bourses sont distribuées aux participants des campagnes de DoSomething.org, en collaboration avec des entreprises comme Nestlé et Energy Star. Enfin, DoSomething.org maintient une base de donnée sur les opportunités de bourses offertes par d'autres entreprises ou associations.

### *DoSomething Awards*

Depuis 2008, DoSomething.org et la chaîne de télévision américaine VH1 organisent conjointement les *DoSomething Awards*. Retransmise à la télévision, la cérémonie est organisée dans de grandes salles de théâtres américaines, telles que l'Apollo Theater à New York, et est animée par de nombreux acteurs et chanteurs. La cérémonie a pour but de récompenser le meilleur entrepreneur social jeune de l'année. Cinq finalistes sont sélectionnés parmi les toutes les candidatures pour participer à l'émission. Chaque finaliste reçoit une bourse de 10 000 dollars, une exposition médiatique, et un soutien continue de la part de l'équipe de DoSomething.org. Le grand vainqueur reçoit lui une bourse de 100 000 dollars.

### *3.2.3 Stratégie*

Pour parvenir à se développer, DoSomething.org a adopté un plan stratégique de trois ans sur la période 2009-2011. Il est intéressant d'analyser cette stratégie afin de mieux comprendre le fonctionnement de cette organisation. La stratégie principale de DoSomething.org consiste à se construire une image de marque pour améliorer sa visibilité. Ainsi, DoSomething.org a prévu de mener une stratégie de marketing agressive, en s'associant à des marques dites « cool » pour être plus populaire auprès des jeunes, en utilisant massivement les médias pour être visible sur la scène nationale, en ayant recours à un langage et à une architecture de site internet très simple, facilement accessible pour les jeunes. Enfin, l'association vise clairement à se construire en franchise, comme le montrent les vêtements objets affiliés vendus depuis son site internet. L'association considère enfin sérieusement les possibilités de « fusion-acquisition » si cela lui permet d'accroître son champ d'action.

### *3.2.4 Finance et partenariats*

Un part importante des activités de Do Something.org repose sur les partenariats que l'association a développés avec des entreprises. Il s'agit là d'une partie inhérente à sa stratégie puisque les partenariats avec les entreprises permettent à l'association de réunir des fonds, dont certains sont ensuite redistribués sous la forme de bourses, mais aussi d'accroître sa visibilité auprès des jeunes en utilisant d'une par l'image de marque de ses partenaires, et d'autre part en étant visible dans les magasins de l'entreprise participante. D'une manière plus informelle, ces partenariats permettent à l'association d'obtenir des services gratuits pour lesquels elle devrait autrement payer.

Pour l'aider dans sa recherche de partenaires, et dans la même logique marketing évoquée plus haut, DoSomething.org a formé en 2010 une entreprise à responsabilité limitée (LLC – Limited Liability Company) de conseil dans les services à la jeunesse. Cela lui permet de travailler directement avec des organisations publiques et privées et d'obtenir des financements. L'entreprise Do Something a ainsi jusqu'à présent travaillé avec le groupe Pepsi sur l'élaboration d'un programme de bourses, et à créé une ligne de matériel scolaire en collaboration avec l'entreprise Staples.

### *3.2.5 Aspect Innovant : usage des nouvelles technologies*

De très nombreux aspects de DoSomething.org présentent des aspects innovants, tels que sa stratégie marketing, ses partenariats avec des entreprises, et les campagnes développées. Cependant, l'association se distingue véritablement par son usage des nouvelles technologies. En particulier, DoSomething.org utilise les SMS afin de contacter et de mobiliser plus facilement une grande partie des jeunes américains. Une équipe de l'association se charge ensuite de communiquer avec les membres directement par SMS. Par exemple, un jeune engagé dans un projet peut envoyer un SMS à

l'équipe pour lui demander des conseils. De la même manière, DoSomething.org tente de mobiliser un maximum de participants à ses campagnes en envoyant régulièrement des défis et des idées de projets directement sur les téléphones. En moyenne en 2011, l'association a envoyé 100 000 SMS par semaine afin de mobiliser ses membres

### 3.3 Step It Up Dance Competition

Le département de la Jeunesse et du Développement Communautaire (DYCD) et Nike se sont associés pour mener à bien le projet *Step It Up New York Dance Competition*, programme culturel visant à mobiliser la jeunesse New Yorkaise pour des causes sociales au travers de l'expression artistique. Cette initiative se fonde sur la volonté d'utiliser la danse comme outil de sensibilisation à l'échelle de la ville. L'objectif de ce programme est d'une part d'attirer l'attention des jeunes sur des sujets de société sensibles dans l'agenda des politiques publiques actuelles. D'autre part, cet événement permet d'engager des communautés autour des causes telles que l'éducation, la non-violence, les sans-abri, l'écologie, le SIDA et plus généralement la santé et les inégalités sociales.

*Slogan : Votre cause! Votre communauté! Votre arrondissement (borough) ! Notre NYC!*

Le projet est né en 2007 de par l'initiative de la compagnie Nike, qui a contacté le DYCD dans l'objectif de remédier à ce qu'ils considéraient être un manque d'organisation dans leurs programmes d'activités et loisirs proposés aux collégiennes de New York. Le premier résultat de ce partenariat s'est concrétisé par un tournoi de basketball rassemblant plus de 12 000 participantes. Le succès de l'événement a amené le DYCD à penser à de nouvelles manières d'encourager les jeunes à se dépenser à travers des activités physiques: c'est ainsi qu'est né le projet Step It Up New York Dance Competition. Dans l'esprit de cette collaboration, le DYCD tente de répondre aux besoins de son partenaire Nike tout en défendant ses propres intérêts. Ainsi, le programme s'articule autour d'une logique de sensibilisation sociale, et les compétences artistiques des participants ne suffisent pas à leur assurer la victoire. L'évaluation du projet est positive: à l'heure actuelle, trois des équipes gagnantes ont mené à bien après la compétition le projet qu'ils avaient défendu à Step It Up.

Step It up permet à des équipes de danseurs âgés de 13 à 21 d'utiliser leur technique, émotion et originalité au profit des causes qui leur tiennent le plus à cœur. Ce projet permet également de faire passer des messages de prévention de responsabilité civique afin d'encourager le bénévolat au sein d'associations ou d'organisations communautaires défendant ces causes. Des programmes sont ainsi présentés tout au long de la compétition, et permet d'informer le public sur des projets de jeunesse existants dont il n'aurait pas entendu parler avant. Les équipes sont jugées sur leurs campagnes de sensibilisation de services communautaires, leur qualité de performance et la présentation de leur message. Au terme de présélections, la finale a lieu à Broadway, en juin.

Les gagnants de la compétition se voient offrir leur propre site internet, un chèque de 2500\$ pour la cause de leur choix et 2.500 \$ qu'ils peuvent dépenser à leur guise. Le site internet *Step it up* permet d'avoir accès aux vidéos de la compétition et de voter pour son candidat favori. Ce mécanisme permet d'étendre la sensibilisation à d'autres que les participants, et de diffuser ainsi des messages de prévention tout en incitant à s'engager dans des projets communautaires. Un exemple de performance marquant de l'année 2001 est celui d'un groupe des jeunes d'une association communautaire de Brooklyn (*El Puente*), dansant pour dénoncer l'intimidation à l'école et la violence.

Le caractère innovant de ce projet annuel réside en la volonté de donner la parole et la possibilité d'agir à des jeunes, premiers concernés par les causes qu'ils défendent. En leur donnant la possibilité de s'exprimer selon leur bon vouloir, ils sensibilisent la jeunesse à la nécessité d'une action collective pour la lutte contre les inégalités sociales. Ce programme permet aussi d'inspirer des solutions innovantes pour répondre à des besoins sociaux, aider des communautés, accélérer le développement de ces aides pour un changement social de grande ampleur.

## Conclusion

La ville de New York apparaît comme un terrain fertile pour la conception de politiques de jeunesse innovantes, en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la relative autonomie accordée par l'Etat de New York à la ville permet à la municipalité d'expérimenter de nouveaux projets consacrés aux jeunes. Celui-ci n'en reste pas moins un acteur important des politiques de jeunesse à New York, du fait qu'il met en place, finance et coordonne un grand nombre de programmes pour la jeunesse à l'échelle régionale. Au niveau de la municipalité, le maire de New York a fait de la jeunesse un projet politique sur le long terme, en plaçant au centre des priorités municipales les questions de l'éducation et de la santé (lutte contre l'obésité, promotion de l'activité physique). M. Bloomberg, maire de la ville depuis 2001, a récemment lancé une initiative à l'égard des jeunes latinos et africains-américains, le *Young Men's Initiative*, l'un des programmes les plus complets pour réduire les disparités sociales au sein de la jeunesse. Les différents départements de la municipalité sont de fait mobilisés, dans le cadre de partenariats public-privé, afin de soutenir les associations locales menant des actions envers les jeunes. Au sein de la municipalité, il existe notamment un organe spécifique consacré aux programmes de jeunesse, le *Department of Youth and Community Development*, qui coordonne des projets entre associations de quartier et agences gouvernementales tout en participant activement à l'élaboration de programmes pour la jeunesse. Une section de ce département (*Neighborhoods Association Board*) est notamment en charge d'identifier les besoins de certaines communautés et d'y associer des solutions nouvelles. Le DYCD s'assure aussi de l'évaluation et du suivi des projets en cours, notamment au travers du CEO, afin de renforcer et de renouveler les programmes existants.

La diversité et la richesse des partenariats entre acteurs est une spécificité de New York, qui en fait une ville phare sur la scène internationale. Ces partenariats sont rendus possibles notamment grâce au *Mayor's Fund*, qui permet aux entreprises privées et aux particuliers de faire des donations aux départements municipaux pour soutenir ou investir dans des programmes qui leur tiennent à cœur. Cet investissement permet à certaines entreprises d'inclure des jeunes dans leur projet, et d'étendre leur visibilité auprès des jeunes. Le partenariat entre le DYCD et Nike en constitue à ce jour l'un des plus remarquables exemples, en ce qu'il s'est concrétisé au travers d'une compétition de renommée internationale, le *New York Step It Up Dance Competition*, qui rassemble les jeunes autour de causes sociales liées à leur communauté.

Le cas de New York nous permet d'identifier l'émergence de pratiques innovantes en termes de politiques de jeunesse. C'est notamment le cas de l'écologie et de l'utilisation des nouvelles technologies, qui sont désormais des thèmes au coeur de l'agenda politique des acteurs décisionnels. Les exemples de *MillionTrees* et de *DoSomething.org* attestent de cette tendance, le premier en mobilisant les jeunes autour de la cause de l'environnement urbain, le second en mobilisant l'efficacité des nouveaux outils de communication. L'innovation réside également dans la création de programmes consacrés à des groupes de jeunes ciblés, notamment au niveau local. Le *New York Step It Up Dance Competition* est un exemple probant de politique qui au départ ciblait une catégorie très spécifique de jeunes, (les collégiennes de 12 à 16 ans), et qui suite à son succès s'est étendue à l'ensemble des jeunes new-yorkais.

### *Discussion du rapport*

A l'issue de ce second volet, il nous a semblé important de souligner quelques éléments qui pourraient inspirer les politiques de jeunesse à Paris. Outre le contenu des projets qui ont été sélectionnés pour leur innovation, leur mise en place, tant à New York qu'à Copenhague, semble être garante de leur succès et pourrait constituer une source d'inspiration pour la ville de Paris.

En ce qui concerne Copenhague, nous distinguons cinq points forts qui, mis bout à bout, permettent une approche innovante et efficace des politiques de jeunesse. La **culture politique danoise**, tournée autour du consensus permet une meilleure coordination des différentes institutions en charge de la jeunesse. La **coordination** entre les politiques de jeunesse est renforcée par la manière

dont elles sont gérées au niveau municipal: les maires-adjoints sont responsables de la gestion des problèmes de jeunesse sur leur secteur. Par conséquent, la jeunesse ne constitue pas un secteur de politique en soi mais est traitée de manière **transversale**. Il est également important de noter l'**engagement de la société civile** dans la mise en place des politiques de jeunesse. Cet engagement est promu par les différentes instances publiques (par des prix ou des financements) et explique le succès des politiques de jeunesse. Enfin, en dépit d'une approche centralisée, les initiatives locales sont promues et les pouvoirs publics encouragent les jeunes à monter leurs propres projets, de **manière locale**, ce qui pourrait être un quatrième facteur de réussite des politiques de jeunesse à Copenhague.

Dans le cas de New York, c'est véritablement le **jeu des acteurs publics et privés** qui constitue l'innovation dont la ville de Paris pourrait s'inspirer. Du fait d'une forte **structure** au niveau de l'Etat fédéral et de la municipalité, de multiples départements sont mobilisés dans la conception et la mise en place des politiques de jeunesse. Qui plus est, il existe au sein de la mairie un département au cœur des questions touchant aux jeunes, le DYCD, qui initie et coordonne des projets d'envergure métropolitaine en coopération avec d'autres institutions et associations. Nous avons également trouvé intéressant de noter qu'il y a à New York une vraie **volonté de partenariat des acteurs institutionnels avec les associations locales**, afin de mieux cibler certaines catégories de jeunes et de répondre à des besoins/demandes spécifiques. Le fait que les financements se fassent majoritairement à travers le **Mayor's Fund**, qui régule et répartit les donations d'entreprises privées et des citoyens selon les projets de jeunesse, permet une efficacité certaine dans la construction de ces programmes, et encourage l'implication de chaque citoyen et entreprise dans la l'amélioration des conditions de vie des jeunes de leur communauté. Enfin, cette **coordination** des acteurs permet de donner lieu à des événements exceptionnellement novateurs en termes de programmes pour la jeunesse, notamment ceux que nous avons développés dans le présent rapport.

Ce travail enrichissant, à terme, nous a permis d'acquérir une certaine connaissance sur les politiques de jeunesse dans le monde. En effet, nous avons pu observer qu'il existe de multiples manières de concevoir des politiques de jeunesse afin de répondre à des problématiques locales, ces dernières dépendant du contexte socio-historique urbain dans lequel elles sont abordées. Nous avons ainsi été confrontés à divers types d'organisations institutionnelles selon les métropoles, mais également à différents types de partenariats dans la mise en place de projets pour les jeunes. Dans cette optique, nous avons considéré l'innovation comme élément nouveau pouvant être appliqué à la ville de Paris tout en gardant à l'esprit que son efficacité dépend également des modes de gouvernance urbaine.



## **Bibliographie**

### Copenhagen

*Livres & articles universitaires :*

Anders Lund Hansen, Hans Thor Andersen & Eric Clark (2001): Creative Copenhagen: Globalization, Urban Governance and Social Change, *European Planning Studies*, 9:7, 851-869

Andreas Walther (2006), Regimes of Youth Transition: Choice, flexibility and security in young people's experiences across different European contexts, *Young*, n°14, pp. 119 - 140

Carsten Greve (2006): Public management reform in Denmark, *Public Management Review*, 8:1, 161-169

Cécile Van de Velde, *Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, 2008, 278p.

Gene Desfor & John Jørgensen (2004): Flexible urban governance. The case of Copenhagen's recent waterfront development, *European Planning Studies*, 12:4, 479-496

Gösta Esping -Andersen, *Les Trois Mondes de l'Etat providence*, PUF, 1990, 310p.

Henning Jørgensen (2002), Consensus, cooperation and Conflict - The policy making in Denmark, *New Horizons in Public policy*, 296p.

Henrik Gutzon Larsen & Anders Lund Andersen, Gentrification - Gentle or traumatic? Urban renewal policies and socioeconomic transformations in Copenhagen, *Urban studies*, 2008, n° 45, pp. 2429 - 2450

John L. Campbell, John A. Hall and Ove K. Pedersen, (editors), 2006, *National Identity and a Variety of Capitalism: The Case of Denmark*, Montreal: McGill University Press, pp. 1-39

John Pløger (2004), Strife: Urban planning and Agonism, *Planning Theory* n°3, pp.71 - 93

Maria Skinbjerg. (2010) Kraftverket – et kulturhus for unge. Non-publiée.

Olaf Merk, OECD Territorial reviews, Copenhagen, Denmark, 2009, 295p.

Saskia Sassen, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton : Princeton University Press, 2001, updated 2d ed., original 1991, 396p.

Tommie Andersson (1994). *Sällsamheter vid Öresund. ?*: Rabén Prisma. sid. 67-77.

### *Sites internet*

Andreas Lindqvist, Bymuseum er ikke hørt om nedrivning af Jagtvej 69, 24 Janvier 2007, <http://politiken.dk/indland/article231771.ece>

Ansøg om penge, Til projekter i Superkilen, Téléchargé depuis <http://superkilen.dk/>, le 29/05/2012

Bernard Zimmern, le Miracle Danois, un modèle pour la France, Octobre 2004, <http://www.ifrap.org/Le-miracle-danois-un-modele-pour-la-France,251.html>, Consulté le 31/05/2012

Christian Mejdahl, The Danish Parliamentary system, 2005, [www.legislationline.org](http://www.legislationline.org), consulté le 23/05/2012

Ethique requise pour les fonds au développement urbain au Danemark - <http://www.danskefonde.info/Pages/default.aspx>

Fond Loa pour la rénovation urbaine - <http://www.loa-fonden.dk/om-fonden>

Maria Berg Badstue Pedersen, Første spadestik til milliardbyggeri i Ørestad Syd, Building supply, 4 mars 2008 - <http://www.building-supply.dk/article/view.html?id=20856>, Consulté le 02/06/2012

Nedrivning af Ungdomshuset i gang, 5 Mars 2007, <http://nyhederne-dyn.tv2.dk/article.php/id-6293092:nedrivning-af-ungdomshuset-i-gang.html>

Nørrebro Lokalhistoriske Forening og Arkivs hjemmeside – <http://noerrebrolokalhistorie.dk/>, Consulté le 29/05/2012

Realdania - <http://www.realdania.dk/>, Consulté le 29/05/2012

Realdania, Magazine 2011, Téléchargé depuis <http://www.realdania.dk/>, le 29/05/2012

Rinix Penninx, Case Study on Diversity in Employment and Service provision, Copenhagen, Denmark, European Foundation for the improvement of living and working conditions, CLIP Network, Institute for Migration and Ethnic Studies, Universiteit Van Amsterdam, 2008, pp. 1-28 Site du gouvernement danois, <http://www.stm.dk/>, Consulté le 06/06/2012

Site de la mairie de Copenhague, Köben - <http://www.kk.dk/>, Consulté le 22/05/2012

Site du Conseil de Jeunesse Danois, *Dansk Ungdoms Faellesraad*, <http://duf.dk/>, Consulté le 22/05/2012

Superkilen - <http://superkilen.dk/>, Consulté le 29/05/2012

#### *Documents officiels :*

Alle Unge skal med, 2012, Københavns Kommune, Børne- og Ungeborgmester, <http://www.kk.dk/>, Consulté le 03/06/2012

Barometre Social de la jeunesse vulnérable <http://www.kk.dk/sitecore/content/Subsites/DetSocialbarometer/SubsiteFrontpage.aspx> Consulté le 06/06/2012

Bertel Haarder, Ministre de l'Education et de la jeunesse, La politique de jeunesse danoise, 2008, pp. 1-13.

Budget'12, økonomi, Københavns Kommune, [http://www.kk.dk/PolitikOgIndflydelse/OekonomiOgBudget/Budgetter/~/\\_media/2A665EDC18734A8CADC0D64E98785575.ashx](http://www.kk.dk/PolitikOgIndflydelse/OekonomiOgBudget/Budgetter/~/_media/2A665EDC18734A8CADC0D64E98785575.ashx), Consulté le 03/06/2012

Børn- og unge i Budget 2012, Københavns Kommune, [http://www.kk.dk/FaktaOmKommunen/Forvaltninger/Boerneforvaltningen/~/\\_media/838392729C104CBDB781B6585F06DED3.ashx](http://www.kk.dk/FaktaOmKommunen/Forvaltninger/Boerneforvaltningen/~/_media/838392729C104CBDB781B6585F06DED3.ashx) Consulté le 03/06/2012

Børne- og Ungdomsudvalgets handleplan for Sundhedspolitik 2011-14, Københavns Kommunes Sundheds- og Omsorgsforvaltningen, 2011

Compte-rendu sur Ungekulturopakke 2013 (Ensemble de mesures concernant une politique culturelle pour les jeunes): <http://www.kk.dk/PolitikOgIndflydelse/Moedemateriale/Kultur-OgFritidsudvalget/23-03-2012/1f99f266-bdaa-437f-a8fa-75c39c97ab38/3aadd351-32ef-486d-a827-8a423fd020d3.aspx> Consulté le 07/06/2012

Contrat Opérationnel de Kraftverket 2006-2009

[https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:a8ezFa7EQO0J:gammelkubik.kk.dk/kraftverket\\_1/downloads/copy\\_of\\_arrangementsguiden/kontrakt-kw.doc+Kraftverket+kontrakt+Aftalens+parter&hl=da&gl=dk&pid=bl&srcid=ADGEEShG49-dOy392FEGvw-KdNgp8ISog0PbtvuklGgaS1HQR7MUCJx3doLw8o7EhDAL9ddINJcOVUGRddRh6TT89\\_KYxQ-VHx9Ss8UYsn476ISasdpsEvan8RJnr4I9CPWWz\\_Bnps2M&sig=AHIEtbTe9ZZjxR3MLM5jmOnDU49Ewh52DQ](https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:a8ezFa7EQO0J:gammelkubik.kk.dk/kraftverket_1/downloads/copy_of_arrangementsguiden/kontrakt-kw.doc+Kraftverket+kontrakt+Aftalens+parter&hl=da&gl=dk&pid=bl&srcid=ADGEEShG49-dOy392FEGvw-KdNgp8ISog0PbtvuklGgaS1HQR7MUCJx3doLw8o7EhDAL9ddINJcOVUGRddRh6TT89_KYxQ-VHx9Ss8UYsn476ISasdpsEvan8RJnr4I9CPWWz_Bnps2M&sig=AHIEtbTe9ZZjxR3MLM5jmOnDU49Ewh52DQ)

Consulté le 07/06/2012

Copenhagen Local Government, 2010-2013, Københavns Kommune, <http://www.kk.dk/>, Consulté le 03/06/2012

Dan Orbe, An Introduction to U-Turn, 2006, Københavns Kommune, <http://www.kk.dk/>, Consulté le 01/06/2012

Get involved in the City citizenship + inclusion, Copenhagen's integration policy 2011 - 2014, Københavns Kommune, [www.kk.dk](http://www.kk.dk/), Consulté le 04/06/2012

Helle Thorning-Schmidt og ministerierne, 2011-2012 Regeringens resultater -

[http://www.statsministeriet.dk/publikationer/regres\\_12/regeringens%20resultater\\_maj%202012\\_web.pdf](http://www.statsministeriet.dk/publikationer/regres_12/regeringens%20resultater_maj%202012_web.pdf), Consulté le 05/06/2012

Index pour mesurer l'accomplissement du plan de santé pour les jeunes

<http://www.laengelevekbh.kk.dk/BoernOgUnge>

Københavns Kommunes Vedtaget Budget 2012, Københavns Kommune,

[http://www.kk.dk/PolitikOgIndflydelse/OekonomiOgBudget/Budgetter/2012/~/\\_media/80F607F74B3148498424013EA801669E.ashx](http://www.kk.dk/PolitikOgIndflydelse/OekonomiOgBudget/Budgetter/2012/~/_media/80F607F74B3148498424013EA801669E.ashx) Consulté le 03/06/2012

Plan 2011 - 2014 pour l'intégration -

[http://www.kk.dk/Nyheder/2012/Maj/~/\\_media/4EB98BBF90E2469EBD61E4A1F741FE63.ashx](http://www.kk.dk/Nyheder/2012/Maj/~/_media/4EB98BBF90E2469EBD61E4A1F741FE63.ashx),  
<http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/cities/newsletter/newsletter13/EngageCPH2011-2013.pdf> version en anglais, Consulté le 06/06/2012

Københavns Kommunes Børne- og Ungepolitik, Københavns Kommune, <http://www.kk.dk/>, Consulté le 06/06/2012

Plan 2013 pour le travail -

[http://www.kk.dk/Nyheder/2012/April/~/\\_media/D9B8B1180942415BB22EE3EB75CA26D1.ashx](http://www.kk.dk/Nyheder/2012/April/~/_media/D9B8B1180942415BB22EE3EB75CA26D1.ashx),  
Consulté le 06/06/2012

Plan for Københavns Kommunes Ungdomsskolevirksomhed, 2007, Københavns Kommune,

<http://www.kk.dk/>, Consulté le 01/06/2012

Plan pour la santé des jeunes

[http://www.laengelevekbh.kk.dk/~/\\_media/folkesundhed/Files/Handleplaner/Boerne-ogUngdomsudvalgetshandleplanforKoebenhavnsKommunesSundhedspolitik2011-2014.ashx](http://www.laengelevekbh.kk.dk/~/_media/folkesundhed/Files/Handleplaner/Boerne-ogUngdomsudvalgetshandleplanforKoebenhavnsKommunesSundhedspolitik2011-2014.ashx)

Programme for engage in CPH 2011-2013, Københavns Kommune,  
<http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/cities/newsletter/newsletter13/EngageCPH2011-2013.pdf>, Consulté le 03/06/2012

Projet KPH 2.0 <http://www.kk.dk/~media/3E552E09F272485E9ED4F9DB8FBE3DB9.ashx> Consulté le 07/06/2012.

Toke Agerschou, Jes Jørgensen, Alma Larsen, Jesper Larsen, Flemming Olsen og Klaus Majgaard, Nye Unge, Ny ungepolitik, Strategier for ungeindstader, Børne og Kulturchefforeningen, 2009; pp. 1-36

UU Copenhagen – Youth Guidance Centre of Copenhagen, Københavns Kommune,  
<http://www.kk.dk/>, Consulté le 01/06/2012

Youth Education Guidance and Counselling, Copenhagen, UU Copenhagen, Københavns Kommune, Børne- og Ungeborgmester,  
<http://www.kk.dk/FaktaOmKommunen/Forvaltninger/Boerneforvaltningen/~media/838392729C104CBDB781B6585F06DED3.ashx>  
Consulté le 03/06/2012

*Sites internet des politiques de jeunesse:*

*BaNanna Park*, <http://www.cphx.dk/index.php?id=474506#/474506/>, Consulté le 29/05/2012

*Bolsje Fabrikken*, L'usine à Bonbons, <http://bolsjefabrikken.com>, Consulté le 29/05/2012

*Det Social Område*, le secteur social, <http://www.kk.dk/Borger/DetSocialeOmrade.aspx> , Consulté le 26/05/2012

*Flydendeby*, <http://flydendeby.wikispaces.com/Forside>, Consulté le 29/05/2012

*GivRum*, <http://givrum.nu/>, Consulté le 24/05/2012

*Hygge Factory*, <http://hyggefactory.org/>, Consulté le 05/06/2012

*Jobnet* - <https://info.jobnet.dk>, Consulté le 23/05/2012

*Kraftverket*, <http://kulturogfridid.kk.dk/kraftverket>, Consulté le 23/05/2012

*Kultur Havn*, <http://kulturhavn.dk/>, Consulté le 06/06/2012

*KPH Projekt*, <http://kph-projects.dk/>, Consulté le 29/05/2012

Logements d'Urgence, <http://www.hvorskalsvibo.dk/>, Consulté le 23/05/2012

*Ordskaelv*, Tes propres mots, <http://ordskaelv2010.org/>, Consulté le 05/06/2012

*Pige Gruppen*, Le groupe de fille, <http://www.pigegruppen.dk/> , Consulté le 23/05/2012

Site municipal des aides au logement pour les jeunes,  
<http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge>, Consulté le 23/05/2012

*Sjakket*, <http://www.sjakket.dk/>, Consulté le 23/05/2012

Skateparken, <http://copenhagenskatepark.dk>, Consulté le 24/05/2012

Spydspidsen, <http://www.spydspidsen.dk/>, Consulté le 23/05/2012

Street Mekka, [www.streetmekka.dk/](http://www.streetmekka.dk/), Consulté le 29/05/2012

Ungdom Huset, <http://www.ungdomshuset.dk/english-info.aspx>, Consulté le 23/05/2012

Ungdoms Skolen, L'école de la jeunesse, <http://www.ungdomsskolen.kk.dk/>, Consulté le 23/05/2012

Unge Rådgivningen, <http://www.ungeraadgivning.kk.dk/>, Consulté le 29/05/2012

Ung i Job, <http://www.ungijob.dk/ung.html>, Consulté le 23/05/2012

U-Turn,

<http://www.kk.dk/Borger/DetSocialeOmraade/UdsatteBoernOgFamilier/RaadgivendeInstitutionerForBoernOgUnge/uturn.aspx>, Consulté le 23/05/2012

#### *Personnes interviewées*

Matilde Mostrup, 25 ans, Etudiante Danoise en Sciences Politiques, Ancienne membre du DUF, ayant habité 7 ans à Copenhague depuis 2005, Interviewée le 27/05/2012 à la Cité Universitaire Internationale de Paris, [matildemostrup@gmail.com](mailto:matildemostrup@gmail.com)

Stina Fisher, 24 ans, étudiante en médecine, ayant habité 4 ans à Copenhague depuis 2008, Interviewée le 27/05/2012 à la Cité Universitaire Internationale de Paris

Charlotte Aero Heikendorf, 23 ans, étudiante en Anthropologie, [charlotte@heikendork.dk](mailto:charlotte@heikendork.dk), interviewée par e-mail le 07/06/2012

Gertrud Retoft, Chargée de communication chez le fond d'investissement Realdania, [gre@realdania.dk](mailto:gre@realdania.dk), interviewée par e-mail, le 01/06/2012

Lajla Johansen, Chargée de Communication à Ungdoms Skolen (l'Ecole de la Jeunesse), [lajoha@ungdomsskolen.kk.dk](mailto:lajoha@ungdomsskolen.kk.dk), Interviewée par Skype le 01/06/2012.

Tenna Weng Andersen, Consultante pour la jeunesse dans le Comité à la culture et aux loisirs, [Y71D@kff.kk.dk](mailto:Y71D@kff.kk.dk), interviewée par e-mail le 29/05/2012

Katrine Heje Larsen, Volontaire à KPH-Projekt, [katrine@kph-volume.dk](mailto:katrine@kph-volume.dk), Interviewée par email le 04/06/2012

Dan Orbe, Directeur Adjoint du Centre de Recherche de la protection de la jeunesse contre l'abus de l'Administration pour les services sociaux de Copenhague (Center for Unge og Misbrug, Socialforvaltningen) ., Interviewé par mail le 29/05/2012. [me38@sof.kk.dk](mailto:me38@sof.kk.dk)

Søren Høyer, Responsable des activités culturelles à Kvarteret Kultuhuset, [hoejer@kff.kk.dk](mailto:hoejer@kff.kk.dk), Interviewé par e-mail le 29/05/2012

*New York City*

2011 Step It Up Step & Dance Contest Overview

[http://stepitupnyc.com/rules\\_and\\_regulations\\_2011.pdf](http://stepitupnyc.com/rules_and_regulations_2011.pdf) ;

Charity Goes Mobile to Appeal to Young, New York Times, 24/06/2011 (accessible via

[http://www.nytimes.com/2011/06/25/business/25charity.html?\\_r=2&sq=dosomething&st=cse&adxnml=1&scp=1&adxnmlx=1309273216-1L/GbqUxMJVtW6s8XDdugg](http://www.nytimes.com/2011/06/25/business/25charity.html?_r=2&sq=dosomething&st=cse&adxnml=1&scp=1&adxnmlx=1309273216-1L/GbqUxMJVtW6s8XDdugg)) ;

Evidence of Program Quality and Youth Outcomes in the DYCD Out-of-School Time

Initiative: <http://www.wallacefoundation.org/knowledge-center/after-school/coordinating-after-school-resources/Documents/Evidence-of-Program-Quality-and-Youth-Outcomes.pdf> ;

Handbook MillionTreesNYC Tree Care Guide, New York Restoration Project

[http://www.milliontreesnyc.org/downloads/pdf/treelc\\_handbook.pdf](http://www.milliontreesnyc.org/downloads/pdf/treelc_handbook.pdf) ;

Improving Public Health Through Youth Development, Journal of Public Health Management & Practice, Novembre 2006, Supplement (accessible via

[http://www.health.ny.gov/community/youth/development/journal\\_supplement.htm](http://www.health.ny.gov/community/youth/development/journal_supplement.htm)) ;

Interagency Coordinating Council on Youth (ICC), Annual Report for 2011

([http://www.nyc.gov/html/dycd/downloads/pdf/ICC\\_Annual\\_Report\\_2011.pdf](http://www.nyc.gov/html/dycd/downloads/pdf/ICC_Annual_Report_2011.pdf)) ;

Julian Brash, Bloomberg's New York: class and governance in the luxury city, The University of Georgia Press, London, 2011 ;

Lessons Learned from Act For Youth: The First Five Years, ACT for Youth Center of Excellence, Family Life Development Center, Cornell University, New York, 2006 ;

Lionel D. Feldman et Katherine Graham, Discussion Papers on Selected Urban Governance Models and Practices, Governing Toronto Advisory Panel, November 2005 ;

Mayor's Management Report on the Department of Youth and Community Development, 2011

<http://www.nyc.gov/html/ops/html/data/mmr.shtml> ;

Neal Peirce, Integrated Urban Governance: The New York and Chicago Examples, Citiscope Project and Washington Post Writers Group ;

New York Youth: The Key to our Economic and Social Future. Blueprint for State and Local Action, Youth Development Five-Year Progress Report, 2003

<http://www.ocfs.state.ny.us/main/youth/Blueprint.pdf> ;

NYC Center for economic opportunity, CEO initiatives, December 2009

([http://www.nyc.gov/html/ceo/downloads/pdf/ceo\\_programs\\_overview\\_12\\_09.pdf](http://www.nyc.gov/html/ceo/downloads/pdf/ceo_programs_overview_12_09.pdf)) ;

Report on the Initiative's First Three Years, Policy Studies Associates, Inc, 1999

Site officiel de DoSomething

<http://www.dosomething.org/> ;

Site officiel du Department of Youth and Community Development

<http://www.nyc.gov/html/dycd/html/home/home.shtml> ;

Site officiel du New York State Office of Child and Family Services

<http://www.ocfs.state.ny.us/main/> ;

Stephen Goldsmith, Gigi Georges and Tim Glynn Burke, *The power of social innovation: how civic entrepreneurs ignite community networks for good*, Jossey-Bass, San Francisco, 2010 ;

Thaddeus Ferber, Karen Pittman, et Tara Marshall, *State Youth Policy: Helping All Youth to Grow Up Fully Prepared and Fully Engaged*, The Forum For Youth Investment, Impact Strategies Inc., Washington, D.C., 2002 ;

Young Activists Practice their Pitches for Nonprofits, New York Times, 10/11/2010 (accessible via [http://www.nytimes.com/2010/11/11/giving/11CAMP.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2010/11/11/giving/11CAMP.html?_r=1)) ;

*Personnes Interviewées*

Andrew Newman, Program Manager, MillionTreesNYC, représentant de NYC Parks  
Tel : 212.360.1365 // [Andrew.Newman@parks.nyc.gov](mailto:Andrew.Newman@parks.nyc.gov)

Michael Cirelli, Executive Director, Urban Word NYC  
Tel : 212.352.3495 // [michael@urbanwordnyc.org](mailto:michael@urbanwordnyc.org)

Michelle Lawrence, Executive Assistant to the Commissioner Jeanne Mullgrav, NYC Department of Youth and Community Development  
Tel: (212) 442-6053 // [mlawrence@dycd.nyc.gov](mailto:mlawrence@dycd.nyc.gov)

## **Liste des annexes de Copenhague**

Annexe 1 - Lexique

Annexe 2 - Organigramme de la gouvernance des politiques de jeunesse

Annexe 3 - Tableau des contacts

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Annexe 5 - Etude de Cas de KPH

### **Lexique**

Mots généraux:

Borgmester: Maire-adjoint

Folketing: Parlement

Forvaltningen: Administration

Overborgmester: Maire principal

Regering: Gouvernement

Statsministeriet: Premier ministre

Ungdom: Jeunesse

Unge: Jeune

Valtget: Comité

Partis politiques

Dansk Folkeparti: Parti populaire danois (Extrême-droite)

Det konservative folkeparti: Parti Conservateur (Droite)

Det Radikal Venstre: parti social-libéral (Centre gauche)

Enhedlisten: Alliance rouge et verte (Extrême-gauche)

Ny alliance: la nouvelle alliance (Centre Gauche)

Socialdemokraterne: Sociaux-démocrates (Gauche)

Socialistisk Folkeparti: Parti populaire socialiste (Gauche)

Venstre: Parti libéral du Danemark (Centre droit)

Comités

Beskæftigelses- og Integrationvalget: Comité à l'emploi et à l'intégration (BIV)

Beskæftigelses- og Integrationsforvaltningen: Administration à l'emploi et à l'intégration (BIF)

Børne- og Ungdomvalget: Comité à l'Enfance et à la Jeunesse (BUV)

Børne- og Ungdomsforvaltningen: Administration à l'Enfance et à la Jeunesse (BUF)

Kultur- og Fritidvalget: Comité à la Culture et aux loisirs (KFV)

Kultur- og Fritidsforvaltningen: Administration à la Culture et aux loisirs (KFF)

Socialvalget : Comité aux Services Sociaux (SV)

Socialsforvaltningen: Administration aux Services Sociaux (SF)

Sundheds- og Omsorgvalget : Comité à la Santé et aux Soins (SOV)

Sundheds- og Omsorgsforvaltningen : Administration à la Santé et aux Soins (SOF)

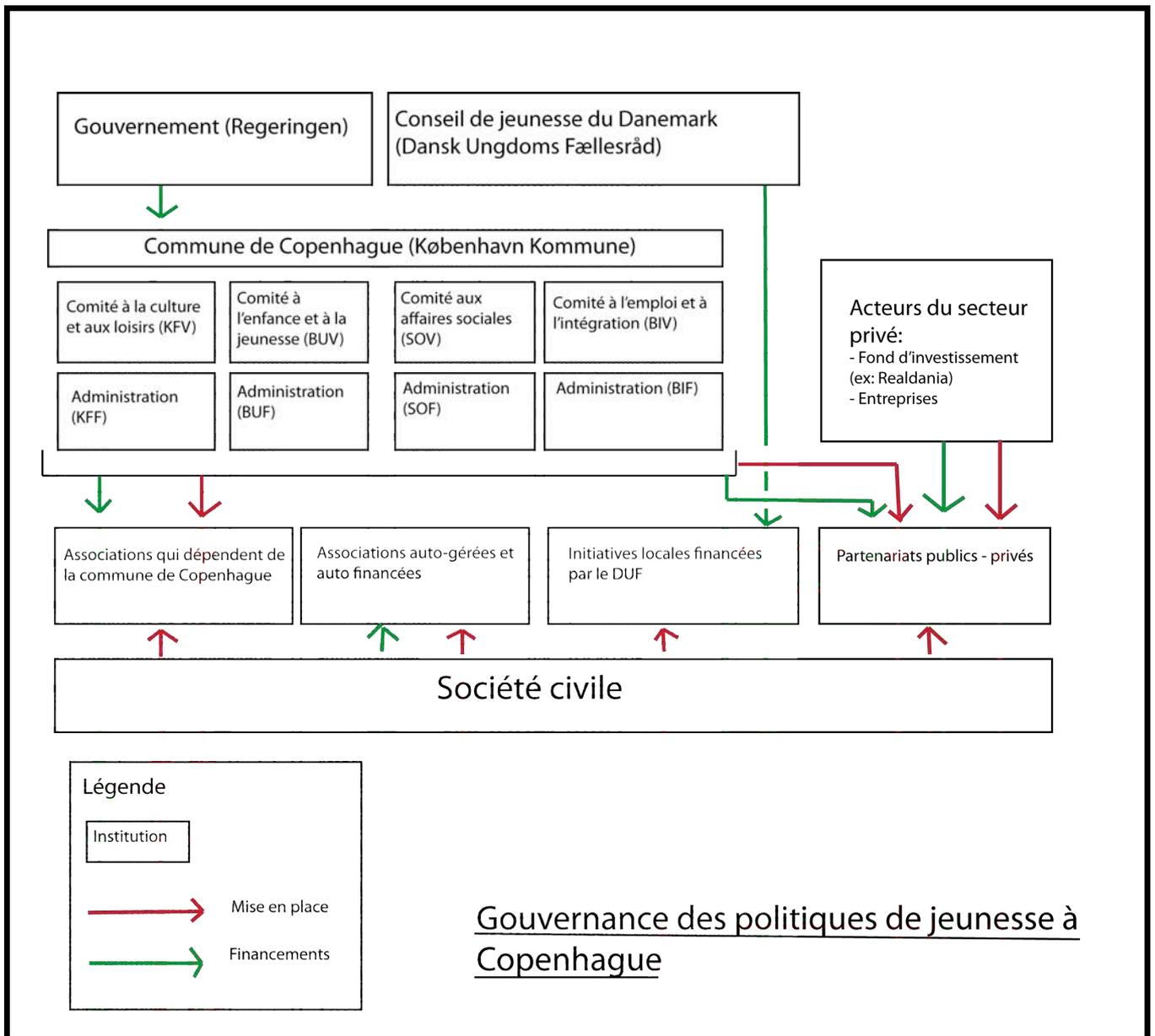
Teknik- og Miljøvalget : Comité aux services techniques et environnementaux

Teknik- og Miljøsvvaltningen : Administration aux services techniques et environnementaux

Økonomivalget: Comité pour les finances

Økonomisforvaltningen: Administration pour les finances

Annexe 2 - Organigramme de la gouvernance de Copenhague



### Annexe 3 - Tableau des Contacts

Nom du projet	Contact	Email	Coordonnées	Contenu du projet
Ungdomskole	Layla Johansen	lajoha@ungdomsskolen.kk.dk	Copenhagen Youth School 39, 4, Fredericiagade DK - 1310 Copenhagen K Tlph +45 3336 4488 Cell +45 2632 4470 www.ungdomsskolen.kk.dk	Ecole destinée à la formation supplémentaire des jeunes. Ils menent de projet d'orientation et profesionalisation pour que les jeunes poursuivent leurs études après le lycée.
Kvarterhuset	Søren Høyer	hoejer@kff.kk.dk	Soren Thybo Hoyer Cultural coordinator soren@kwaterhuset.dk p: +45 82 32 55 34  KVARTERHUSET - www.kvarterhuset.dk Jemtelandsgade 3 DK-2300 Kbh. S DENMARK	Maison culturelle de quartier ayant des activités orientées vers la jeunesse mais pas seulement.
Direction de la culture et des loisirs de la ville de Copenhague	Tenna Weng Andersen	Y71D@kff.kk.dk	Tenna Weng Pedersen Youth Culture Consultant  City of Copenhagen The Culture and Leisure Administration Nyropsgade 1, 3. 1602 CPH V  Phone: +45 51779394 Mail: Y71D@kff.kk.dk Skype: tennawengpedersen FB:www.facebook.com/tennawp	Direction de la culture et des loisirs de Copenhague
Realdania - Entreprise philanthropique qui finance le projet Superkilen dans Mimersgade	Gertrud Retoft	abt@realdania.dk, gre@realdania.dk	Gertrud Retoft +45 7011 6666 +45 3288 5292 gre@realdania.dk Realdania Jarmers Plads 2, 1551 København V, www.realdania.dk	Création d'une voie verte urbaine
KPH	Katrine Heje Larsen	katrine@kph-volume.dk; annekatrine@phus.org	Anne Katrine Heje Larsen Leder KPH // Københavns Projekthus Enghavevej 80C, 3. 2450 København SV (+45) 26667571	Mise à disposition d'un espace dédié à l'art

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Domaine	Nom de la politique	Conception et management	Mode de financement	Description	Source
Education/Accès à l'emploi	Jobnet	Il s'agit d'un programme national, disponible dans chaque commune dont le management est laissé à la municipalité afin de répondre de manière efficace aux spécificités du marché du travail local.	Financé par des fonds de l'Etat national, alloués à la commune pour ce projet	Ce centre de recherche d'emploi est directement relié à la ville de Copenhague et vise à l'insertion professionnelle des jeunes de moins de 30 ans à Copenhague. Ils disposent d'une base de donnée, d'un suivi régulier et d'ateliers d'aide à la recherche d'emploi. Il s'agit d'un programme national fonctionnant un peu comme le pôle emploi en France. Ceci dit, ils sont gérés au niveau communal et chaque agence bénéficie d'une certaine autonomie afin d'adapter l'offre de service au marché local.	<a href="https://info.jobnet.dk/mit+jobcenter/sj%C3%A6lland+og+hovedstaden/hovedstaden/k%C3%B8benhavn/kontanthj%C3%A6lpsmodtagere+under+30+%C3%A5r?">https://info.jobnet.dk/mit+jobcenter/sj%C3%A6lland+og+hovedstaden/hovedstaden/k%C3%B8benhavn/kontanthj%C3%A6lpsmodtagere+under+30+%C3%A5r?</a>
	Ungdomskole	Les activités de loisir sont menées en partenariat avec des associations locales. Les écoles en soi sont réparties dans la ville et tous les jeunes de Copenhague en ayant besoin y sont acceptés. Il existe des partenariats avec les autorités locales afin de mieux déterminer les besoins des jeunes et d'adapter ainsi les services de Youth School.	Le programme est financé entièrement par la ville de Copenhague, il reçoit sporadiquement des dons mais ils ne représentent qu'une infime partie du budget.	Youth school a deux rôles: elle s'occupe de mettre en place des activités de loisir pour les jeunes de Copenhague et offre une scolarité complète aux jeunes ne pouvant pas aller à l'école dû à des difficultés variées. Les activités de loisirs touchent environ 6000 jeunes par an. "L'école leur offre la possibilité de compléter leurs connaissances, leur aider à comprendre la société et les aider à améliorer leur qualité de vie en même tant que de développer leur intérêt et leur capacité à participer de manière active à une société démocratique." De la même manière, entre 6000 et 7000 jeunes se voient offrir une scolarité complète. Il existe plusieurs écoles qui ciblent différentes catégories de jeunes en difficulté. Il peut s'agir de jeunes ayant des doutes sur leur éducation future, ayant des problèmes sociaux, n'arrivant pas à suivre à l'école ou bien ayant besoin de davantage de temps pour avancer dans le système scolaire normal.	<a href="http://www.ungdomsskolen.kk.dk/">www.ungdomsskolen.kk.dk/</a>
	Spydspidsen	Projet associatif de 2000 à 2003, puis intégré à l'administration (youth & child) de la ville de Copenhague - Collaboration avec plus de 500 entreprises publiques et privées	Financement par la commune de Copenhague	Spydspisen est une association qui organise des formations professionnelles et des stages pour les jeunes en 15 et 18 ans. Elle offre environ 200 stages par an, travail avec 500 institutions publiques et privée et permettent à 60 jeunes de trouver un stage. L'équipe de l'association est constituée de 7 membres, sous le statut de "jeunes travailleurs". Leurs profils sont divers et permettent d'aborder la question de la recherche de stage de manière innovante. L'idée de l'association est née après la vague de violence de 1997 et a été ouverte en 2000. Elle cherche à réintégrer les jeunes hautement marginalisés dans la société en leur proposant une approche positive du marché du travail. L'évaluation de la politique montre que les résultats sont bons. La moitié des jeunes ont fini la formation et plus de la moitié sont sortis de leurs problèmes de drogue.	<a href="http://www.spydspidsen.dk/">http://www.spydspidsen.dk/</a>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Education/Accès à l'emploi	Ung i job	Gestion double: l'initiative est géré par son secrétariat et par la police de Copenhague	Financement par le service de police de Copenhague	<p>Ung i job est une association ayant pour objectif de permettre au 14-18 ans de trouver un travail à côté de leur formation scolaire. Le programme s'occupe des jeunes habitants dans le quartier d'Amager et de Kristianhavn qui sont des quartiers populaires où de nombreux résidents sont des immigrants de première génération. Les enfants de ces immigrants représentent en moyenne 10% des 14-18 ans sur la zone couverte. Par ailleurs, la proportion d'enfants d'immigré dans ces quartiers est en augmentation depuis 5 à 10 ans.</p> <p>L'objectif est de permettre à ces jeunes d'avoir une première approche du marché du travail afin de les aider à s'intégrer de manière positive sur le marché du travail. Cela permet par ailleurs de les éloigner de la criminalité. Les jeunes ciblés par le projet sont en effet plus à même de devenir déviants dans la mesure où les parents ne parviennent pas à leur fournir le soutien nécessaire à l'intégration dans la société danoise. Par conséquent, en plus d'offre d'emplois, des cours de recherches d'emploi sont dispensés. L'association est en lien avec 40 entreprises qui se sont engagées à embaucher un certain nombre de ces jeunes chaque année.</p> <p>Jobbasen est l'agence physique dans laquelle les jeunes cherchant un travail sont accueillis avec leurs parents par un coordinateur travaillant à plein-temps. L'association est en relation avec Jobnet, l'agence municipale d'emploi de Copenhague ainsi qu'avec la chambre de commerce, qui pourvoit d'autres offres d'emploi.</p> <p>En 2007, Ung i Job a reçu un prix du ministère de la justice et de la prévention du crime pour féliciter son approche positive du combat contre le crime.</p>	<a href="http://www.ungijob.dk/ung.html">http://www.ungijob.dk/ung.html</a>
	Ungdommens Uddannelsesvejledning København	Commune de Copenhague	Financé par la municipalité de Copenhague (Comité pour l'enfant et la jeunesse)	<p>Ce programme a pour objectif de permettre aux jeunes de trouver leur voie grâce à un système d'écoute et d'orientation. Ce centre offre au moins de 19 ans en difficulté des conseils pour reprendre leurs études ou suivre des formations. Il s'occupe aussi des jeunes de 19 à 25 ans en leur donnant des conseils sur le choix de leurs études universitaires et de leur emploi.</p>	<a href="http://www.uu.kk.dk/">http://www.uu.kk.dk/</a>
Participation politique	Dansk Ungdoms Faellesraad	Géré par l'Etat Danois, mais géré par des jeunes, élus	<p>Le budget annuel du DUF oscille entre 25 et 30 millions de dollars. L'argent vient d'une pourcentage de jeu de loto destinée à la jeunesse et aux enfants. Des Ministères contribuent également aux fonds du Conseil.</p> <p>L'organisation redistribue par an plus de 130 millions de dollars et subventionne nombreuses associations menant des projets pour la jeunesse</p>	<p>Fondé en 1940, le Conseil de Jeunesse Danois (DUF), rassemblant 600 000 jeunes dans tout le pays, est une ONG englobant 70 associations travaillant avec des enfants et des jeunes. A l'inverse d'autres conseils de jeunesse en Europe, le DUF est engagé dans le soutien et le développement des projets visant les enfants et la jeunesse sur plusieurs domaines, plutôt que seulement la participation politique directe des jeunes. Dès lors, le DUF vise à préparer techniquement les associations – surtout en ce qui concerne l'administration financière, la communication et la gestion – afin qu'elles puissent développer des projets intéressants et efficaces. Une grande partie de ces projets est, en effet, conçue par des jeunes eux mêmes. De la même manière, le DUF a pour objectif de rendre ces associations visibles en défendant leurs intérêts auprès du gouvernement central et des administrations locales. En ce qui concerne l'engagement politique, le DUF essaye de faire participer les jeunes à de grands débats lors des élections et des référendums. Le Conseil vise aussi à engager les jeunes à niveau européen et global. En offrant des cours, en organisant de débats et en aidant financièrement les associations de jeunes, le DUF promeut l'engagement social international – e.g des échanges bénévoles dans les pays en développement. Le DUF s'est défini des missions, comme celle de créer une culture de la relève, où la démocratie est recrée à chaque génération.</p>	<a href="http://duf.dk/english/">http://duf.dk/english/</a>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Santé	Unge raadgivning	Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	Il s'agit d'un lieu dans lequel les jeunes sont reçus pour parler de leurs problèmes. Le centre précise que tous les problèmes sont pris en compte et incitent les jeunes à venir tout en leur garantissant anonymat et gratuité. Le centre cible la catégorie des 12-18 ans, ayant besoin de parler à un adulte compétent. Chaque année environ 1000 jeunes sont pris en charge. Il offre plusieurs centres répartis sur Copenhague. Il existe également un service destiné au traitement des familles pour assurer le bien-être des 0 - 12.	<a href="http://www.ungeraadgivning.kk.dk/">http://www.ungeraadgivning.kk.dk/</a>
	Pigegruppen	Conçu par une association, le projet est lié à la Commune de Copenhague et considéré comme une initiative municipale. Pourtant, il reste toujours géré par l'association.	Financement par la commune de Copenhague	Fondé par Gyda Heding en 2010 à Vesterbrø, l'initiative a commencé en tant que projet associatif et fut ensuite institutionnalisé par la mairie. Le « Groupe de Filles » est destiné aux jeunes filles de 13 à 18 ans ayant un passé criminel et/ou étant accroc à la drogue ou à l'alcool. Le projet vise à les assister psychologiquement et à les aider à trouver la confiance en soi. De plus, les filles peuvent accéder à des cours de scolarisation. 100 à 150 filles sont accueillies par an pour un engagement avec l'association sur une durée de 2 à 3 ans. L'objectif final est de les intégrer socialement. Ainsi, le « Groupe de Filles » fonde surtout son travail sur la conversation et non pas sur l'instruction. En comprenant le passé de chaque jeune, le projet vise à offrir une aide personnalisée. Le travail est réalisé deux fois par semaine pendant 10h où les filles mangent à midi et passent la journée ensemble. L'association propose des activités culturelles et sportives diverses. L'idée est de combiner le travail individuel d'assistance psychologique avec le travail de groupe.	<a href="http://www.pigegruppen.dk/">http://www.pigegruppen.dk/</a>
	U Turn	Gestion par des fonctionnaires de la mairie, en coordination avec d'autres services municipaux, notamment la Youth School afin de leur permettre de valider des qualifications malgré la durée du traitement (6 + 2 mois à temps plein pour les mineurs, généralement dans leurs dernières années de lycée).	Financement important de la mairie mais compte aussi avec fonds propres et des fonds issus des partenariats avec le secteur privé	U-turn est une institution financée et gérée par la ville de Copenhague. Elle vise à la prise en charge des 15-25 ayant des problèmes d'addiction à la drogue ou à l'alcool. Les traitements visent à aider les jeunes à sortir de leur addiction par un apprentissage et une réintégration de la vie sociale, des conseils, notamment médicaux et un apprentissage professionnel. Le traitement peut être soit collectif soit individuel. Les traitements collectifs proposés dépendent de l'âge des participants. Les mineurs sont pris en charge tous les jours pendant 6 mois et 2 mois de suivi tandis que les majeurs suivent un programme du soir, deux fois par semaines, pendant 6 + 2 mois également. Les traitements individuels relèvent davantage de quelques séances de conseil. Afin de traiter les problèmes d'addiction de manière efficace, le programme cherche à intégrer toutes les facettes de la vie du jeune. Par conséquent, la participation de la famille est encouragée. L'équipe d'encadrement mêle de nombreuses professions comme des travailleurs sociaux, des professeurs, un psychologue et un anthropologue. L'idée est de promouvoir une approche globale et innovante des problèmes de drogue. Enfin, U-turn sert de centre de recherche sur les questions d'addiction des jeunes. Par ailleurs, les employés du centre partagent leurs connaissances avec les autres employés de la commune afin d'encourager à la coordination des différents services de jeunesse.	<a href="http://www.kk.dk/Borger/DetSocial/eOmraade/UdsatteBoernOgFamili er/RaadgivendeInstitutionerForBoernOgUnge/uturn.aspx">http://www.kk.dk/Borger/DetSocial/eOmraade/UdsatteBoernOgFamili er/RaadgivendeInstitutionerForBoernOgUnge/uturn.aspx</a>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Intégration sociale	Sjakket	ONG operant avec quelques accords avec la municipalité	Financement par la commune de Copenhague	<p>Sjakket (=le gang) a été créé en 1991 en tant qu'ONG et a pour but d'offrir un environnement sain pour les enfants et les jeunes défavorisés du quartier Nord-Ouest de Copenhague. L'objectif est de les aider à adopter une attitude positive. L'ONG est désormais constituée de trois entités.</p> <p>Sjakket fund cherche à offrir un cadre pour mettre en place des activités dans un environnement sain et protégé. Cet endroit se trouve Sjakketvej et dispose d'un hall sportif, de salles de réunion, d'une cuisine et d'un studio.</p> <p>La fondation privée Sjakket met en place des activités spécifiques pour les jeunes et les enfants dont les problèmes sociaux et mentaux nécessitent un lieu d'accueil. Ils bénéficient de thérapies familiales fondées à la fois sur le soutien aux familles et des cours, d'un centre de conseil et d'activités culturelles et sportives pour les jeunes. Ce fond a mis en place un partenariat avec la ville de Copenhague et propose une formation scolaire pour les jeunes ne s'intégrant pas dans les écoles publiques normales. Par ailleurs, il existe en place un programme de soutien scolaire pour après l'école dont les locaux se trouvent dans le même bâtiment.</p> <p>L'association Sjakket met en place un cadre permettant aux jeunes de se rencontrer et de développer des formes démocratiques de coopération. Cette association est également le lieu de rassemblement des volontaires travaillant dans l'une ou l'autre des institutions que compte l'association.</p> <p>L'association cherche à aider ces jeunes en difficulté selon la pédagogie de "l'intégration par la confiance". Ils partent du principe que chaque individu a des qualités à développer. Ils essaient de créer une confiance avec les familles de ces enfants.</p> <p>Parallèlement, ils offrent des activités dans ces lieux afin de sortir les jeunes de leur communauté, lorsque cette dernière est considérée comme inadéquate pour leur développement. L'autre pilier de la philosophie du lieu est intitulée "Héros de Ghetto". Elle vise à renforcer l'attitude des jeunes par rapport aux autres et à la société, ainsi que par rapport à eux-mêmes en leur permettant de construire leurs propres rêves et ambitions.</p>	<a href="http://www.sjakket.dk/">http://www.sjakket.dk/</a>
Logement		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	La mairie de Copenhague en partenariat avec les associations KAB, 3B, Lejerbo, AAB et VIBO offrent des maisons anciennes renouvelées aux étudiants dans les quartiers de Nørrebro, à Bispebjerg et Sydhavnen. Ces maisons ont un loyer d'environ 5000 couronnes. Les jeunes peuvent consulter l'offre de maisons disponible en ligne.	<a href="http://www.hvorskalvibo.dk/">http://www.hvorskalvibo.dk/</a>
		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	La ville de Copenhague a décidé de convertir des logements réservés aux petites familles en logements étudiant. D'ici à 2025, Copenhague mettra 1300 logements de plus à la disposition des étudiants.	<a href="http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx">http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx</a>
		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	La ville de Copenhague dispose d'une liste de familles habitant sur la ville de Copenhague qui proposent de chambres à louer pour les étudiants. 353 maisons accueillent des étudiants en 2009.	<a href="http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx">http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx</a>
		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	En 2011, la municipalité de Copenhague a lancé un programme de construction de 300 maisons par an, réservées aux jeunes.	<a href="http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx">http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx</a>
		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	Les jeunes reçoivent une allocation de 1000DKK (750 euros), s'il louent une maison. Par ailleurs tous les étudiants reçoivent de aides pour payer leur taxe foncière, ce qui représente une réduction de loyer d'environ 300DKK (40 euros).	<a href="http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx">http://www.kk.dk/Borger/BoligOgByggeri/Boligraadgivning/BoligerTilUnge/Hvadgoerkommunen.aspx</a>
		Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	La ville de Copenhague dispose d'un bureau destiné à l'accueil des jeunes et des étudiants. Il leur permet de trouver un logement rapidement. Ce bureau a une base de donnée qui regroupe toutes les offres de logements pour les étudiants.	<a href="https://www.kollegiemeskantor.dk">https://www.kollegiemeskantor.dk</a>
Culture et Loisir	Ordskaelv	Gestion autonome	Financement par le fond pour les initiatives du DUF	En 2010, une étudiante, Karen Siercke a décidé de permettre à 14 jeunes de Nørrebro d'écrire leur histoire et d'en faire un livre. A la suite de la publication du livre, ce petit groupe continue de faire des lectures publiques et des représentations au théâtre afin de promouvoir l'expression des jeunes.	<a href="http://ordskaelv2010.org/">http://ordskaelv2010.org/</a>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Culture et Loisir	Hyggefactory	Gestion autonome et projet en partenariat avec le Ministère de la Culture	Financement par des entreprises, la vente du livre issu du projet Ordskaelv, qui paraît chaque année, et des dons privés	Hygge Factory est une association qui a été créée après le succès du projet Ordskaelv en 2010. Karen Siercke a élargi son champs d'intervention et cherche désormais à cibler de potentiels artistes à Norrebro dans les domaines de l'écriture, du cinéma, de l'architecture, du design, de la photographie et de la musique. Pour cela, elle a installé un atelier dans le quartier et des bénévoles s'efforcent de permettre à des jeunes de mener un projet artistique qui sera ensuite édité.	<a href="http://hyggefactory.org/">http://hyggefactory.org/</a>
	Kraftverket	Commune de Copenhague	Financement par la commune de Copenhague	La ville de Copenhague met à disposition des jeunes un local dont l'accès est illimité et gratuit afin de travailler sur leurs projets. Les projets des jeunes doivent mettre l'accent sur ce qu'ils veulent en terme de politique de jeunesse sur la ville.	<a href="http://kulturogfrigid.kk.dk/kraftverket">http://kulturogfrigid.kk.dk/kraftverket</a>
	Ungdomshuset	Initiative indépendante de la mairie et auto-gérée	Financement par la commune de Copenhague	Créé en 1982 sous la forme d'un squat, la « Maison de jeunes » a été l'issue d'une polémique depuis 1999 qui a résulté dans des grands émeutes en 2006 et 2007 contre l'éviction du centre culturel de jeunesse. Ungdomshuset était depuis sa création un centre de rencontre de la jeunesse et de formulation des demandes politiques à la mairie. La maison offrait aussi un espace pour des événements culturels, et musicaux. Après les conflits avec la mairie, le centre jadis situé au quartier populaire de Norrebro, a été déplacé et son bâtiment a été détruit malgré des violentes protestations. Ainsi, depuis 2008, l'initiative fonctionne au quartier de Bispebjergs, éloigné du centre-ville, et a été prise en charge financièrement par la mairie suite un accord avec le conseil municipal. Par ces accords, il était aussi décidé que la Fondation Jagtvej 69 ferait la médiation juridique entre la mairie et l'Ungdomshuset. Aujourd'hui, la maison demeure un centre de rencontre de la jeunesse où des volontaires organisent événements culturels, concerts, conférences et débats. Ungdomshuset défend une philosophie d'autogestion et nie des hiérarchies et des leadership dans son organisation institutionnelle.	<a href="http://www.ungdomshuset.dk/english-info.aspx">http://www.ungdomshuset.dk/english-info.aspx</a>
	StreetMekka	Initiative est gérée par la ville de Copenhague en partenariat avec l'ONG GAM3. Les activités dans le centre sont proposées et menées par des associations travaillant sur la culture de rue.	Le projet compte avec des donations du Ministère de l'Intégration, l'Agence nationale pour la Culture (Kulturstyrelsen), l'Agence Nationale pour la Santé (Sundhedsstyrelsen) et le TrygFonden – une entreprise d'assurances. De plus, des entreprises privées comme Drop Dead, Redbull, Screwed et Vitamin Well soutient le projet.	Le projet a été conçu en 2003 par l'ONG GAM3. Fondée en 2002, GAM3 travaille dans la promotion de la culture de rue au Danemark et au Liban. L'objectif de l'organisation est celui de prévenir des conflits parmi les jeunes en promouvant leur empowerment à travers la culture de rue. Dès lors, Street Mekka est un centre de sports et loisir destiné aux street basket, street dance, break dance, parkour. Il compte encore avec une école de DJ's. L'objectif est de promouvoir l'échange culturel parmi les jeunes et ainsi que créer un épice international de la culture de rue. La GAM3 a développé depuis 2002 une stratégie pour rapprocher des jeunes d'origine étrangère et les jeunes danois. En appliquant une méthodologie de travail pour motiver l'empowerment à tous niveaux (individuel, social et communautaire) la GAM3 réalise des activités pour engager les jeunes socialement à travers le sports. Dans ce sens, compte avec 2200m <sup>2</sup> comprenant des infrastructures destinés à la pratique du sport et des activités culturelles même pendant l'hiver. En outre, le projet vise à combattre l'inactivité parmi les jeunes en les motivant à avoir leurs propres initiatives.	<a href="http://www.streetmekka.dk/">www.streetmekka.dk/</a>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Culture et Loisir	Kulturhavn	Commune de Copenhague avec les associations culturelles de la ville	Financement par la commune de Copenhague et par des sponsors privés	Kulturhavn est un festival de culture qui se tient tous les ans sur la plage de Copenhague depuis 2001. De nombreuses associations de la ville présentent leur travail et leurs activités au grand public afin de susciter des vocations. Les associations présentes font partie des domaines de la culture et du sport. Le festival ne cible pas la jeunesse en particulier, néanmoins, la nature des événements qui y prennent place nous laisse penser que les jeunes sont une cible privilégiée. Depuis sa création en 2001, le festival est devenu de plus en plus populaire et attire désormais 250 associations pour plus de 80 000 visiteurs. 100 associations sont associées dans sa mise en place et 1200 volontaires y travaillent. Le festival est situé du l'île de Brygge, sur Kalvebod Brygge, Sydhavnen et Refshaleøen. L'objectif de Kulturhavn est de créer des synergies entre les différentes associations de la ville, de les présenter au grand public, afin d'encourager les citoyens à prendre part à leurs activités et cherche également à promouvoir la zone portuaire de la ville.	<a href="http://kulturhavn.dk/">http://kulturhavn.dk/</a>
	KPH Projects	Autogestion	Financement par la commune de Copenhague	KPH est un environnement créatif mis à la disposition des jeunes de Copenhague afin qu'il puisse bénéficier de fonds, d'espace et de soutien dans la mise en place de projets culturels et le développement de leur art. Les projets soutenus contribuent activement à l'enrichissement de la vie culturelle de Copenhague ainsi qu'au développement social. Par ailleurs, en plus de pouvoir trouver un espace alloué au développement de leurs activités, les artistes peuvent demander un logement subventionné. KPH a été créé en mai 2009 par cinq organisations: Copenhagen Unfair, Super Tankers Metapol, GAM3, the Republic and Büro Detours. Six mois plus tard, il couvrait environ 50 projets. Le centre offre des sites d'expression artistiques, de la supervision de projet et des guides de mise en place et d'organisation d'événements pour des actions d'ampleur variées.	<a href="http://www.kph-projects.dk/">www.kph-projects.dk/</a>
	Flydende By – The Floating City	Auto-organisé et auto-géré	Auto-financement	Flydende By (La ville flottante) est un projet visant à accroître l'intérêt et l'engagement des citoyens aux problèmes climatiques. Ce groupe de jeunes permet d'expérimenter de nouvelles manières de produire et de vivre de manière durable par l'architecture. Pour sensibiliser le public, ce groupe construit des bâtiments selon de nouvelles techniques de construction. Les méthodes utilisées se veulent révolutionnaires et cherchent à aller à l'encontre du béton comme principal matériau de construction. L'objectif du projet est de transformer le Port Sud de Copenhague en une vaste zone d'expérimentation pour ce type d'architecture. Cette zone cherche à stimuler la créativité les différents projets créés simultanément vont de l'utilisation de produits très innovants, à la mise en place de toilettes sèches. Par ailleurs, un autre mode de vie est promu à l'intérieur du centre. Il n'existe pas de hiérarchie et les interactions sociales et culturelles sont grandement encouragées (notamment par le bâti). Par ailleurs, les habitants de ce nouveau quartier essayent de vivre de manière durable en se détournant de la consommation. Le groupe fonctionne grâce à un bureau permanent en charge de l'organisation des activités quotidiennes. Les réunions se déroulent sur la flotte de l'association. Le projet est financé par les dons et par des institutions partenaires.	<a href="http://flydendebby.wikispaces.com/Forside">http://flydendebby.wikispaces.com/Forside</a>
	Bolsjefabrikken – the Candy Factory	Auto-organisé et auto-géré	Auto-financement	Bolsjefabrikken, (= l'usine à bonbons) est un groupe autonome de jeunes qui s'occupent de deux espaces culturels. Il s'agit d'une association qui ne tire pas de profit de ses activités à vocation culturelles, sociales et politiques. La maison contient une galerie d'art, un cinéma, une bibliothèque, un atelier de réparation/ recyclage de vélo, un atelier de média, un atelier de travail sur bois et un café. La salle organise des événements constamment, comme des concerts. Des repas sont également servis. Les utilisateurs décident eux-mêmes du prix qu'ils souhaitent payer pour les activités et les repas. Par conséquent, le lieu fonctionne à l'aide de dons.	<a href="http://bolsjefabrikken.com/wp/?page_id=65">http://bolsjefabrikken.com/wp/?page_id=65</a>

## Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Espace public	Superkilen	<p>Il s'insère dans un partenariat de développement urbain sur le quartier de Mimersgade entre Realdania et la municipalité de Copenhague.</p> <p>Les habitants du quartier de Mimersgade sont également inclus dans la mise en place du projet. Il existe un bureau de contrôle du projet dont font partie les habitants du quartier, BIG, Topotek 1, Lemming &amp; Eriksson, Superflex et Help.</p>	<p>Partenariat-Public privé (investissements de la mairie de Copenhague et de Realdania- -&gt; Reste à être sûr!</p>	<p>Superkilen est un projet de rénovation d'une voie urbaine, la transformation partiellement en parc. Son objectif est de développer le quartier de Mimersgade tant pour les résidents de ce quartier et pour les habitants de Copenhague. Il se veut être un pilote de développement du quartier tant sur le plan physique que sur le plan humain. Nørrebro souhaite devenir leader en urbanisme innovant afin d'être une source d'inspiration pour les autres villes et autres quartiers. Le projet a été proposé le 19 Mars 2009. Il est constitué en trois parties, correspondant chacune à une couleur cherchant à faire du quartier un "quartier global". Outre l'amélioration des transports et la rénovation du quartier, le parc semble être destiné en grande partie aux jeunes. En effet, les pistes cyclables et les transports en commun sont améliorés. Le parc bénéficie d'aires de jeu et de sport. Il est par ailleurs connecté à un complexe couvert regroupant des activités culturelles et sportives. Enfin, la composition sociale du quartier laisse à penser que la mise en place d'activités pour les jeunes est un moyen de les pousser en dehors de leurs foyers afin de renforcer des liens sociaux et les sensibiliser à la culture.</p>	<p><a href="http://superkilen.dk/">http://superkilen.dk/</a></p>
	BaNanna park	<p>Commune de Copenhague, Realdania, Habitants du quartier</p>	<p>Partenariat public privé entre Réaldania et la commune de Copenhague - S'inscrit dans la renouvellement urbain de mimersgade à Nørrebro.</p>	<p>BaNanna park est un square de quartier créé en 2010 sur Nannasgade dans le quartier de Nørrebro (à côté de Mimersgade). Il contient un mur d'escalade, deux bananes en synthétique et une aire de pelouse. Cet ancien site industriel a été transformé en parc et aire de jeu grâce à la mobilisation des habitants. En effet, en 2004, un projet immobilier a été conçu à cet endroit et aurait privé le quartier d'un nouvel espace public. Les habitants se sont mobilisés pour garder cet endroit et un partenariat public privé entre Realdania et la commune de Copenhague a permis l'émergence de ce parc. Ce parc est destiné aux jeunes et aux familles comme en témoigne la présence d'infrastructures sportives. Par ailleurs, outre le fait qu'il s'agisse d'un nouvel espace vert, cette politique a permis une dépollution du sol. Le parc fait 5000m2 et sa mise en place a coûté 6 millions de couronnes soit, 808 000 euros.</p>	<p><a href="http://www.cphx.dk/index.php?id=474506#474506/">http://www.cphx.dk/index.php?id=474506#474506/</a></p>
	Skateparken	<p>Commune de Copenhague</p>	<p>Financement par la commune de Copenhague</p>	<p>Le nouveau Skate parc de Copenhague se situe sur un ancien parc appelé Faelledparken. La mise en place de ce nouveau skate parc est le résultat de la coopération entre la commune de Copenhague et une équipe d'ingénieurs en environnement. En 2004, le partenariat a présenté un plan de renouvellement urbain pour le parc afin d'en faire le plus grand skate parc du monde. Pendant trois ans, entre 2007 et 2009, l'équipe de Faelledparken a interviewé les utilisateurs du parc afin de mieux définir leurs besoins. En juin 2011, le nouveau skate parc a été ouvert. Il a vocation à accueillir des jeunes du monde entier et à rendre Copenhague plus visible sur la scène internationale des politiques de jeunesse. L'accès au parc est payant et certaines sessions sont réservées au groupe scolaires. Les concepteurs du parc considèrent que le skate est un moyen pour les jeunes de se trouver eux-mêmes et d'apprendre à partager un espace. Par conséquent, outre le sport, c'est l'esprit de communauté que cherche à développer le parc.</p>	<p><a href="http://copenhagenskatepark.dk">http://copenhagenskatepark.dk</a></p>

Annexe 4 - Tableau des politiques publiques

Espace public	Giv Rum – Give Space	Auto-organisé et auto-géré	Auto-financement	<p>Crée en 2010, Givrum (Donner de l'espace) est un projet fondé sur l'occupation des bâtiments vides afin de les rendre socialement utiles. En utilisant ces bâtiments comme un ressource, le projet développe des activités culturelles. L'objectif est de promouvoir un modèle de développement urbain plus juste et démocratique en combattant la gentrification de quartiers abandonnés. Ainsi, le projet renouvèle et s'occupe de l'entretien des bâtiments vides. De plus, le projet attire l'attention sur un modèle d'urbanisme durable. Givrum.nu est composé par un grand réseau de spécialistes en développement durable et arts. Les créateurs du projet sont le mêmes qui ont initié en 2006 le projet Candy Factory – l'appropriation d'une usine de bonbons abandonnée pour l'installation d'un centre culturel. Le projet aussi soutien des idées des personnes ayant un projet pour l'utilisation des bâtiments vides ou ayant un bâtiment vide et voulant développer un projet. GivRum bénéficie des contrats temporaires d'utilisation des bâtiments vides. Enfin, l'association promeut annuellement la conférence « Pensez l'Espace » pour débattre de nouvelles approches pour l'utilisation des bâtiments vides avec des propriétaires, des communautés et des professionnels. Bien que le projet ne soit pas une politique de jeunesse en soi, Giv Rum stimule le potentiel jeune dans l'appropriation et la récréation des espaces publics.</p>	<a href="http://givrum.nu/">http://givrum.nu/</a>

## Annexe 5 - Etudes de Cas KPH

KPH (*Københavns Projekt Hus*, ou la Maison du Projet) est une association indépendante créée en mai 2009. Elle est le fruit de la coopération entre cinq associations : *Copenhagen Unfair*, *Supertankers Metapol*, *GAM3*, *Republikken* og *Büro Detours*. (je compte 4 associations) Son objectif est de créer une plateforme pour aider les jeunes qui travaillent dans les domaines culturel et social à mettre en place leurs propres projets. Pour ce faire, KPH rend disponibles des espaces (dans les bâtiments que l'association possède) pour des ateliers et des événements. En outre, l'association vise à créer un réseau culturel afin de stimuler la coopération entre des projets culturels bien consolidés et les nouveaux projets conçus par des jeunes en partenariat avec KPH. L'association est située dans une usine désaffectée dans le quartier de Vesterbro, et dispose deux espaces: *KPH projekts* et *KPH Volume*. Le premier consiste en plusieurs salles destinées à la réalisation des cours, ateliers et des activités de soutien technique aux projets. *KPH Volume*, un vieux dépôt ferroviaire, est un grand espace avec une capacité de 800 personnes, réservé à la réalisation de grands événements tels que des expositions, des festivals, des spectacles de théâtre, des concerts, etc. Ces espaces peuvent être loués à des entrepreneurs culturels bien établis, qui peuvent partager leur savoir-faire avec les jeunes engagés dans les projets soutenus par KPH.

D'autres activités de l'association incluent la réalisation d'événements pour la promotion de jeunes artistes comme le "*Café KPH*" et le "*Prix KPH*". *Café KPH* est un projet mensuel où les nouveaux entrepreneurs présentent leurs projets afin de recevoir des avis et conseils. D'autre part, le *Prix KPH* est accordé annuellement à un projet de Copenhague et à un autre de Malmø. Exceptionnellement, Oslo fait également partie du prix cette année. Le prix a pour objectif de créer une visibilité pour les initiatives jeunes conçues dans ces villes, ainsi que de créer des réseaux internationaux pour la promotion de ces projets. Les trois projets vainqueurs reçoivent un soutien financier de 5000 à 15000 couronnes (soit 667 à 2000 euros). Parallèlement, KPH maintient un lien étroit avec d'autres projets municipaux ciblant les jeunes afin d'élargir les opportunités aux jeunes engagés dans ses projets. Parmi les principaux projets suivis, on trouve *Streetmekka* et *Kraftverket*.

KPH offre des structures pour la réalisation des projets divers. Le projet dispose ainsi d'une salle pour la réalisation de films et d'émissions télévisées (TV & Clips), où des professionnels du secteur offrent une assistance gratuite aux jeunes ayant un projet ainsi que des cours de professionnalisation. KPH propose aussi deux salles pour la réalisation des réunions des groupes. Leur utilisation est conditionnée à une réservation en ligne pour une période de 2 heures. D'autres espaces incluent la salle 8-4, pour ceux qui travaillent à plein-temps sur leurs projets, la *T-rum* – un espace adapté à plusieurs types d'événements comptant avec un bar et des espaces ouverts - et enfin une grande cour nommée "le jardin", rénovée en 2010 et équipée d'un skatepark, d'un espace pour la pratique de sports – comme le basket et le *parkour* – ainsi que des espaces de travail extérieurs pour l'été.

Actuellement, KPH fournit son assistance et son soutien à 57 projets permanents, L'association accompagne également la promotion de 70 à 100 projets par an. Pour 2013, une stratégie – *KPH 2.0* – a été conçue pour améliorer ces structures en vue d'augmenter le nombre d'activités réalisées par an (objectif visé : de 150 à 300). Pour ce faire, KPH dédiera deux autres salles à la réalisation de workshops et de projets. Cette stratégie a reçu le soutien du "Youth Culture Package 2013", crée par le Comité pour la culture et les loisirs afin d'assurer la continuation d'une grande partie des contrats régulant les initiatives responsables pour la promotion de la culture jeune dans la ville. Le "package" prévoit un financement annuel de 2,82 million de couronnes danoises (soit 376 000 euros) pour la période de 2013-2016. Il prévoit de même un transfert additionnel de 500 000 couronnes annuelles (soit 67 000 euros) pour l'amélioration des conditions matérielles du bâtiment où se situe KPH et un budget de 5 millions de couronnes (soit 670 000 euros) pour la rénovation du quatrième étage.

Outre les transferts de la municipalité, KPH bénéficie de quelques soutiens privés, surtout pour la réalisation de ces événements. Actuellement, ces partenariats concernent 15 acteurs provenant de différents domaines d'action culturelle et sociale. Le projet *KPH 2.0* prévoit l'expansion de ces partenariats en créant de la collaboration avec neuf nouveaux acteurs (parmi eux, le *Distorsion festival*, le plus grand festival pour la jeunesse au Danemark). Chaque projet conçu à KPH peut également compter sur un investisseur différent de ceux-là dans la mesure où les jeunes sont également entraînés à lever leurs propres fonds pour leurs projets. Enfin, une autre source de revenu de l'association provient de la location de ces espaces pour le développement des projets privés.

Les activités de KPH se distinguent de celles menées par *Krafverket* par trois aspects. Tout d'abord, l'association a une autonomie plus large dans la gestion de ses affaires, dans la mesure où elle n'est pas contrainte par les décisions de la mairie en termes de politiques publiques. Il faut quand même retenir que KPH est financé par la mairie et doit dans une certaine mesure respecter les décisions de cette dernière afin de maintenir le budget du programme. En outre, *KPH* n'est pas géré par les jeunes eux-mêmes comme à *Krafverket* mais plutôt par un conseil de professionnels liés à la réalisation de projets culturels. Finalement, il reste à retenir que KPH exemplifie bien la réussite des associations à obtenir un soutien de la municipalité, qui assure leur autonomie dans la conception et gestion du projet. Cela démontre le souci de la municipalité de penser des solutions *ad hoc* aux différents quartiers de la ville, tout en soulignant l'importance de la participation des jeunes dans la mise en place de politiques de jeunesse. En effet, le soutien de la mairie aux associations constitue un mécanisme de compensation du manque d'organismes au niveau du quartier dans la gestion de politiques de jeunesse.

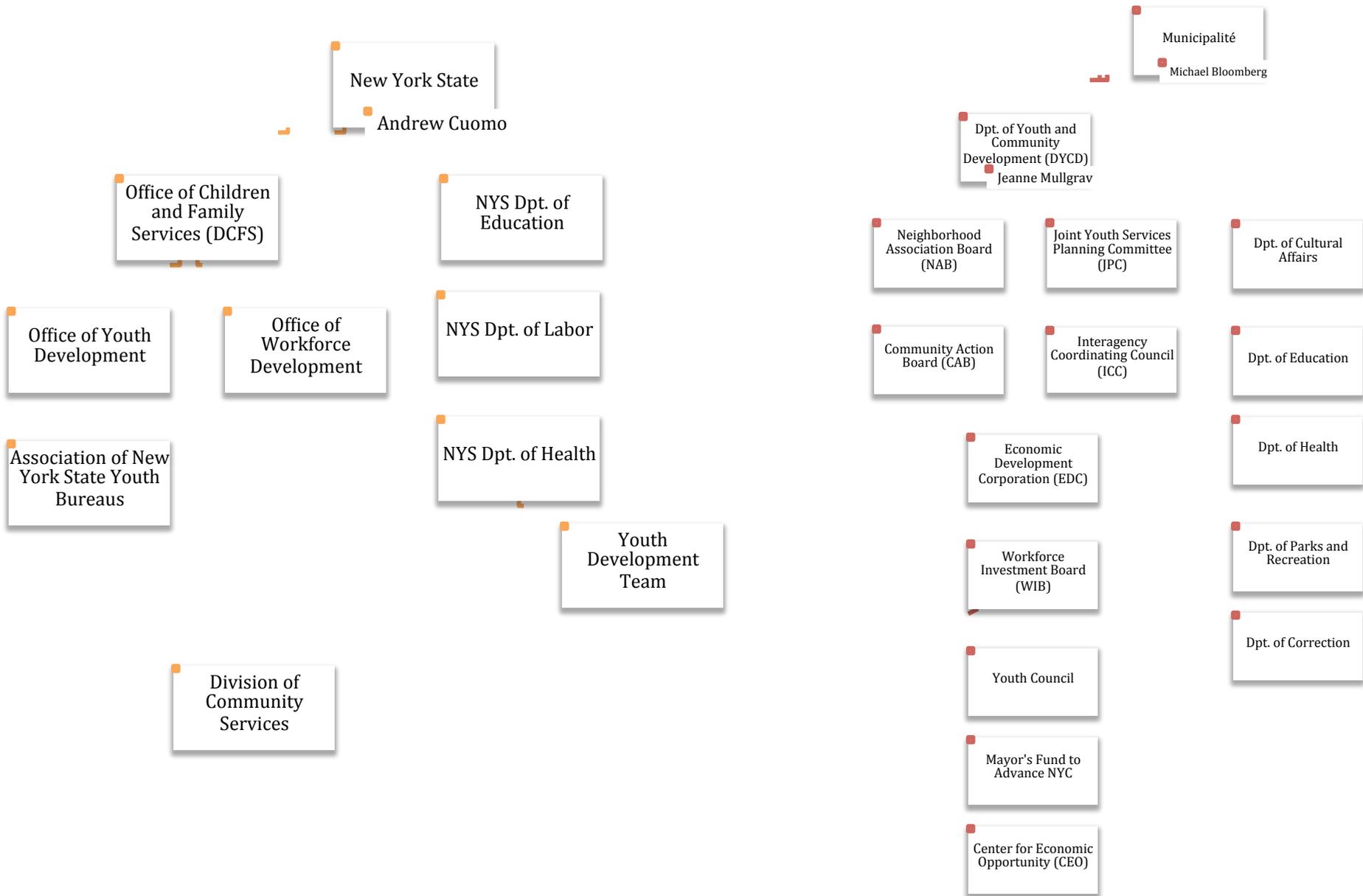
## **Liste des Annexes de New York**

Annexe 1 : Organigramme de l'Etat de New York et de la Municipalité

Annexe 2 : Tableau de contacts

Annexe 3 : Tableau de politique

# Annexe : Organigramme de l'Etat de New York et de la Municipalité



Annexe : Tableau de contacts utiles à New York

Nom	Institution	Coordonnées
Stage doors, open doors, Residency arts project, play by play, BEAT	Theater Development Fund (TDF)	education@tdf.org; press@tdf.org//development@tdf.org
Office of Arts and Special Projects	New York City Department of Education	artsandspecialprojects@schools.nyc.gov; jgoldstein12@schools.nyc.gov
"Reach the Stars"	Department of Youth and Community Department (DYCD)	Jeanne B. Mullgrav, Commissioner ; DYCD youth connect - Formulaire électronique
Knicks Poetry Slam, etc	Marissa Lewis - From Urban Word	marissa@urbanwordnyc.org
NYC Step it Up Dance Competition	DYCD + Nike	stepitup@dycd.nyc.gov
NYC Step it Up Dance Competition	Eggmen group case studies	Formulaire électronique
Knicks Poetry Slam	The Knicks and Urban word NYC	knicks.poetryslam@msg.com
Urban Word NYC	Mikal Amin Lee - Program Director for Urban Word NYC	mikal@urbanwordnyc.org
Milion Trees Training Program	Adrian Benepe - Comissioner of the Park and Recreation office	Formulaire électronique
Youth Homelessness	Reciprocity Foundation	adam@reciprocityfoundation.org; taz@reciprocityfoundation.org
Cornerstone mentoring program	NYC SERVICE - Mentoring	YMImentoring@dycd.nyc.gov
DYCD	Jeanne Mullgrav - Commissioner	jmullgrav@dycd.nyc.gov
ICC	Eduardo Laboy - Senior Research Analyst NYC Department of Youth and Community Development	elaboy@dycd.nyc.gov
National League of Cities	Member Services Department	memberservices@nlc.org

Domaine	Politique	Conception et Management	Mode de financement	Description	Date	Source
Culture, loisirs et sport	TDF's educational programs	Theatre Development Fund et écoles publiques	Donations privées et support de la municipalité	<p>Programmes éducatifs dont le but est d'entretenir et développer l'audience théâtrale en proposant aux jeunes et aux étudiants divers programmes comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Stage doors : les étudiants visionnent une pièce de théâtre sur Broadway et participent à 8 ateliers au sein de leur école, en travaillant sur l'écriture et l'improvisation etc. Cela concerne 6000 étudiant dans de 65 écoles.</li> <li>o Open doors : crée en 1998, ce programme a pour but d'introduire des étudiants de lycée au monde des arts scéniques. Chaque petit groupe travaille avec un professionnel reconnu du théâtre ou de la danse durant toute l'année scolaire.</li> <li>o Residency arts project : programme intensif de préparation à l'écriture de scénario au cours duquel les étudiants s'entraînent à l'école avec un professionnel de l'écriture. Les travaux sont ensuite publiés par des acteurs à la fin de l'année scolaire. Cela concerne 4 lycées new yorkais.</li> <li>o Play by Play : Il s'agit du seul magasin d'arts scéniques de NY. Les étudiants peuvent écrire des articles sur ce qui les pièces jouées à Broadway. Le magazine est publié chaque semestre et est distribué gratuitement aux étudiants, aux professeurs et aux professionnels du monde théâtral. Sa diffusion est estimée à plus de 60 000 exemplaires par numéro et est également disponible par internet. <a href="http://www.playbyplayonline.net">www.playbyplayonline.net</a></li> <li>o BEAT (Bridging Education And Theatre) : il s'agit d'un partenariat entre TDF et la City University of New York (CUNY) dont le but est d'aider la communauté étudiante de CUNY à avoir accès au théâtre. TDF propose différents programmes aux étudiants de CUNY sur les différents campus, comme : <ul style="list-style-type: none"> <li>§ Production process : professionnels des différents arts scéniques viennent débattre lors de conférences sur les campus</li> <li>§ Mentoring : des professionnels entraînent un petit groupe d'étudiant dans une certaine discipline</li> <li>§ Internships : les étudiants peuvent faire des stages dans l'industrie théâtrale et au sein de TDF en échange de crédits</li> <li>§ Ticketing : chaque université propose à un groupe d'étudiants de visionner des pièces, précédées et suivies ensuite par des discussions.</li> </ul> </li> </ul>	Depuis 1968	<a href="http://tdf.org/">http://tdf.org/</a>
Culture, loisirs et sport	TDF's ticketing programs	Theatre Development Fund et théâtres de New York	Donations privées et support de la municipalité	<ul style="list-style-type: none"> <li>o TKTS Discount Booths : des kiosques de vente de billets placés à des endroits touristiques de la ville proposant des tarifs réduits jusqu'à -50%. Les revenus servent ensuite à aider des troupes ou à financer d'autres programmes. L'emplacement des kiosques, de par leur attractivité, aide à revitaliser certains quartiers.</li> <li>o TDF Membership program : les 80 000 membres de ce programme bénéficient de réductions allant jusqu'à -70% sur des pièces de théâtre. Seuls les membres des groupes suivant peuvent être inscrits sur la liste : étudiants à temps plein, professeurs à temps plein, retraités, employés d'une association à but non lucratif, professionnel du monde théâtral, et militaire et membre du clergé. Cela a permis en 2008 de redistribuer 13 millions de \$.</li> <li>o Performing Arts voucher : cette politique a pour but d'aider les petits théâtres à entretenir leur audience, et à introduire les étudiants au théâtre plus alternatif. Le « voucher » (bon) permet d'accéder à plusieurs représentations de manière illimitée, offrant ainsi une flexibilité au détenteur. En 2008, la collaboration s'est faite avec 145 productions différentes permettant de redistribuer 300 000\$.</li> </ul>	Depuis 1968	
Culture, loisirs et sport	Admissions gratuites dans certains musées et lieux culturels	Municipalité, musées, théâtres associatifs, orchestres	N.P.	En association avec plus de 500 galeries, 375 troupes de théâtre, 330 groupes de danse, 150 musées, 96 orchestres, 40 théâtres de Broadway, 24 centres artistiques, 5 zoos, l'aquarium et 5 jardins botaniques, la municipalité propose un accès gratuits ou à un tarif volontaire à la population, ou à certaines tranches d'âge. La liste des ces institutions et des jours ou horaires en question est disponible sur internet.	2001	<a href="http://www.nyc.gov/html/dcla/downloads/pdf/Venues_with_Free_or_Suggested_Admission.pdf">http://www.nyc.gov/html/dcla/downloads/pdf/Venues_with_Free_or_Suggested_Admission.pdf</a> .
Culture, loisirs et sport	Office of Arts and Special Project	New York City Dpt. Of Education	N.P.	L'OASP est un service du département de l'Education de la ville de NY. A travers leur site internet l'OASP sert à promouvoir l'enseignement de l'art dans les différentes écoles de la ville.	2002	<a href="http://schools.nyc.gov/offices/teachlearn/arts/index2.html">http://schools.nyc.gov/offices/teachlearn/arts/index2.html</a>
Culture, loisirs et sport	NYC Step It Up Dance Competition	NYC Dpt. Of Youth and Community Development & Nike	L'événement est financé par le DYCD et Nike.	Le Department of Youth and Community Development de la municipalité de NY s'est associé à Nike pour organiser une compétition de danse. Le but de ce projet est d'utiliser le sport pour augmenter la voix des jeunes et leur permettre d'avoir un impact sur la société et les services publics. L'innovation se trouve dans l'organisation de la compétition : Chaque équipe, composée de jeunes de 13 à 21 ans venant de différents quartiers de NY, s'attache à une cause (gangs, violence urbaine, éducation, égalité des sexes, santé, SIDA) ainsi qu'à une association locale engagée dans cette cause. Elles sont jugées non pas uniquement sur leur talent de danse, mais également sur la campagne pour défendre leur cause que les membres de l'équipe auront mené dans leur quartier, sur leur capacité à communiquer sur le sujet, ainsi qu'à créer et participer à un projet d'intérêt général (« community service project »). A partir de talent de danseur, de la qualité de leur projet ainsi que de leur engagement, plusieurs équipes sont sélectionnées pour participer à une compétition de danse sur scène devant un public et un jury.	Depuis 2007	<a href="http://stepitupnyc.com/">http://stepitupnyc.com/</a>

Culture, loisirs et sport	World Basketball Festival	NYC Dpt. Of Youth and Community Development, Nike & USA Basketball	L'événement est financé par le DYCD, et plusieurs marques liées au monde du basketball: Converse, Jordan Brand et Nike Basketball.	Le Department of Youth and Community Development, Nike and USA Basketball se sont associés en Aout 2010 pour organiser le World Basketball Festival. Se déroulant sur 4 jours, le festival alterne entre présentations sportives, performance musicales et activités avec les jeunes. Le 1er jour, une open-court à Time Square a été organisée avec les joueurs de l'équipe nationale américaine. Le second jour, une performance musicale avec Jay-Z et l'équipe nationale de basket s'est déroulée. Finalement la compétition s'est terminée avec des matchs : USA vs. France et Porto Rico vs. Chine.	2010	<a href="http://worldbasketballfestival.nikemedia.com/">http://worldbasketballfestival.nikemedia.com/</a>
Culture, loisirs et sport	Knicks Poetry Slam & Annual NYC Poetry Slam	Urban Word est une association qui vise au développement des jeunes à travers le hip-hop, la poésie, le slam et les cultures urbaines. Ils dispensent des cours de soutien pour les jeunes, des concours, des festivals et des ateliers autour de ces thèmes. Le but est de promouvoir l'alphabétisation et le dialogue entre les races et les sexes.	Donations privées et support de la municipalité	Knicks poetry slam : après plusieurs visites dans les établissements de la ville, les jeunes sont invités à candidater pour le concours de slam/poésie organisé conjointement avec l'équipe de basket de NY. Plus de 30 000 étudiants sont concernés. Deux concours sont ensuite organisés : un concours de poésie orale et un concours de travail écrit. Les gagnants remportent une bourse pour l'université de leur choix (plus de 450 000\$). Annual NYC Teen Poetry Slam : chaque année un grand concours de textes originaux est organisé et culmine avec la finale dans l'un des principaux théâtres de la ville.	Depuis 2003	<a href="http://www.nba.com/knicks/community/poetryslam.html">http://www.nba.com/knicks/community/poetryslam.html</a>
Participation politique	ahs	NYC service program, département visant à faciliter l'engagement des citoyens dans la ville	Fonds de la municipalité	Lancé en 2009, ce bureau de la ville de NY vise à aider les citoyens à s'engager pour leur ville et à trouver des solutions pour divers problèmes. A travers 25 initiatives, le Service Program vise à accomplir 3 objectifs : 1) faciliter l'engagement des habitants ; 2) faire face aux besoins de la ville par un réseau de volontaires ; 3) promouvoir l'idée de service comme une partie intégrante de ce que signifie être citoyen de la « meilleure ville du monde » Les volontaires sont invités à s'engager pour les 6 domaines suivants, identifiés comme étant les plus importants à NY : - renforcer les communautés - aider ses voisins dans le besoin - améliorer l'éducation - protéger l'environnement - améliorer la santé publique - préparer aux situations d'urgence College Challenge : chaque université participant au programme définit un portfolio dans laquelle elle décrit son engagement institutionnel ainsi que les activités qu'elle mettra en place. Les étudiants, professeurs et personnels sont ensuite mobilisés pour consacrer une partie de leur temps à ces activités. Mentoring For Achievement : mettre en contact des tuteurs adultes avec des jeunes en difficultés scolaires. Ces tuteurs rencontrent les parents, les professeurs et l'administration de l'école pour aider à identifier le problème. En 2009, 1644 étudiants ont été supervisés par 70 tuteurs. Serve Our Schools : ce programme vise à accroître le nombre d'adultes volontaires pour aider les écoles de la ville en les mettant en relation avec des associations partenaires agissant dans ce domaine. Shape Up NYC : programme de fitness gratuit pour toute la famille dispensé par des volontaires.	Depuis 2009	<a href="http://www.nycservice.org/#s">http://www.nycservice.org/#s</a>
Communication, Participation politique	Rock The Vote	Association	Donations privées	Le but de l'association est d'amener le plus de jeunes de 18 à 29 ans possibles à voter et à s'engager dans la vie politique de leur ville/pays, en utilisant des médias tels que la musique, les nouvelles technologiques, pour atteindre et mobiliser les jeunes. L'association engage des artistes renommés (Madonna, Snoop Dog) pour attirer ces jeunes en âge de voter, et rendre les actions plus visibles (concerts, programmes de visite de la ville pendant l'été, campagnes sur la chaîne de télévision MTV). L'association effectue aussi des études sur le profil des jeunes voteurs aux Etats Unis, estimant leur nombre à environ 44 millions, et d'origines diverses. Elle est aussi à l'origine du "Democracy Day" aux Etats Unis, avec l'organisation de classes sur la démocratie dans les lycées ("democracy class"), afin d'éduquer les jeunes lycéens avant qu'ils ne votent. L'association milite aussi pour le vote électronique, plus adapté aux habitudes des jeunes.	Depuis 1990	<a href="http://www.rockthevote.com/">http://www.rockthevote.com/</a>
Accès à l'emploi et formation	Cornerstone Program	DYCD en association avec plusieurs New York Housing Authority (NYHA) et les Community centers de la ville.	Le programme est financé par le DYCD, les programmes HPD's Low and Mixed Income, le New York City Housing Development Corporation's New Housing Opportunities Program, le Housing Trust Fund and Homes for Working Families Program (HWF), et le New York City Housing Partnership Development Corporation	Ce programme a pour but d'organiser des activités et de mobiliser les jeunes et jeunes adultes dans les 5 quartiers de New York par l'intermédiaire des centres communautaires. Les activités proposées vont du club de maths au basketball et au tutorat. Il propose aussi des activités pour les jeunes parents, comme des cours sur les relations familiales, des cours d'anglais. On compte entre autres 25 programmes Cornerstone de tutorat destinés aux lycéens à New York, et les tuteurs sont des jeunes de plus de 18 ans. En parallèle, le New York Housing Authority travaille à la construction de logements peu chers destinés aux jeunes familles en difficulté.	Depuis 2009	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/afterschool/cornerstone_program.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/afterschool/cornerstone_program.shtml</a>
Accès à l'emploi et formation	New York Harbor School	NYC Dpt. Of Education	Donations privées, support du Département de New York City pour l'éducation.	La New York Harbor School (Ecole du Port) est une école publique située sur le bord de mer dont les enseignements se concentrent sur la mer. Elle est considérée comme un lycée technique, ayant pour but de former les étudiants à des études supérieures professionnelles spécialisées, notamment avec les organisations "Waterkeeper Alliance" et "Governor Island Alliance", dans l'idée de faire des élèves les futurs acteurs du port de la ville. Les élèves sont ainsi familiarisés avec le port dès leurs études, avec le mardi et le jeudi des travaux menés sur le terrain. Enfin, des programmes d'activités extra scolaires sont proposés aux élèves: plongée, natation, sciences de la mer, entre autres. L'école est évaluée régulièrement par le "Career and Technical Education Professional Advisory Committee", en charge des écoles "techniques" de la ville, qui supporte l'institution avec des dons et des stages pour les élèves.	Crée en 2003	<a href="http://newyorkharborschool.org/">http://newyorkharborschool.org/</a>

Accès à l'emploi et formation	Summer Youth Employment	DYCD	Municipalité	Ce programme s'adresse aux jeunes de 14 à 24 ans. Il propose des stages de 7 semaines dans des associations locales, des entreprises privées ou au sein même des départements municipaux. Le but est d'aider les jeunes américains à se former et à acquérir des expériences, de nouvelles capacités, qui leur seront utiles lors de leur entrée dans la vie active. En 2011, grâce à ce programme, le DYCD a employé 30 628 participants qui ont été répartis sur 5 732 divers lieux de stage, grâce à un budget de 43,5 millions de dollars. Pour l'année 2012, le budget prévisionnel est de 38,9 millions de dollars. Ce programme inclut également une dimension éducative en restaurant, en parallèle des stages, des heures de cours (10% des heures de stages payées au minimum) sur les sujets suivants: littérature économique, chemins de carrière, éducation aux problèmes de santé (SIDA, malnutrition).	Depuis 2009	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/jobs/summer_youth_employment2011.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/jobs/summer_youth_employment2011.shtml</a>
Accès à l'emploi et formation	Ladders for Leaders	Partenariat entre le DYCD et la Commission on Women's Issues	Municipalité	Programme offrant aux lycées et étudiant en premier cycle universitaire la possibilité de faire un stage d'été au sein d'une des plus grandes corporations ou entreprises de NY. Avant de démarrer les 7 semaines de stages, les participants suivent une formation, et divers ateliers sont également organisés au cours de l'été relativement à l'orientation professionnelle, la santé etc. Le programme se concentre en particulier sur les filles.	Depuis 2011	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/jobs/nycladders_for_leaders.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/jobs/nycladders_for_leaders.shtml</a>
Accès à l'emploi et formation	Youth Connect	DYCD	Entreprises (Accenture, BBH, Bloomberg LP..) et ONG (AHRC, American Cancer Society)	Le DYCD Youth Connect est un service offrant aux jeunes des offres de stages, emplois, et formation à travers une newsletter. La plateforme offre des informations sur les services suivants : Stages en entreprises, Cours d'alphabétisation pour adultes, adolescents et familles, Programmes extra-scolaires, Programmes de services communautaires, Programmes d'aide pour fumeurs et jeunesse sans logement, Services de l'immigration, Centres sociaux...	2008	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/youth_connect/youth_connect.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/youth_connect/youth_connect.shtml</a>
Transport	Youth Bike Summit	Recycle-A-Bicycle	Donations privées: Alliance for Biking and Walking, Bicycle Habitat, Bike and Roll NYC, Children's Aid Society, New York Cycle Club, The New School, West Town Bikes in Chicago, JM Kaplan Fund.	Le Youth Bike Summit est un événement de 3 jours, sous la forme d'un regroupement national autour de la question des jeunes, du vélo, et de l'éducation, afin de promouvoir l'utilisation du vélo par les jeunes. Lors de cette rencontre, des workshops et conférences sont organisés autour de thèmes tels que: "Les femmes et les mouvements de promotion du vélo", "Stratégies pour lever des fonds pour votre association", "Rendre la ville plus sûre".	Depuis 2011	<a href="http://www.recycleabicycle.org/about-us/youth-bike-summit">http://www.recycleabicycle.org/about-us/youth-bike-summit</a>
Participation politique et cohésion sociale	Teen Action	DYCD & Mayor's fund (Evaluation par le CEO), ainsi que Global Kids Inc. qui a aidé dans l'élaboration du programme.	Financé par le DYCD, le Center for Economic Opportunity, et par des donations privées à travers la Mayor's Fund	Le programme Teen Action a pour objectif d'encourager les jeunes entre 13 et 21 ans à s'engager dans des associations, et à lancer des projets communautaires à l'échelle de leur quartier (particulièrement dans les quartiers défavorisés, et en réponse au problème de grossesse chez les adolescentes, en hausse dans ces quartiers). A travers des programmes de "Service Learning", qui ont lieu dans des centres pour jeunes dans les quartiers les plus pauvres, des travaux d'intérêt général sont proposés aux jeunes pour développer leurs capacités d'intégration dans le quartier, leurs capacités de leadership et d'autonomie. Le programme est un succès dans le sens où il offre de plus en plus d'heures d'activités pour les jeunes, et en plus des programmes après l'école, des stages d'été ont été organisés.	Depuis 2007	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/afterschool/teen_action.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/afterschool/teen_action.shtml</a>
Insertion professionnelle	Million Trees	Partenariat public-privé entre le "Department of Parks and Recreation" de New York, le New York Restoration Project (NYRP) et le Mayor's Fund. (Evaluation par le CEO)	Donations privées, Mayor's Fund	Ce programme vise à développer chez les jeunes en difficulté un intérêt et les connaissances nécessaires pour trouver un emploi parmi les métiers de paysagiste, dans l'arboriculture, les métiers de la forêt, la préservation de l'environnement. C'est un moyen d'offrir des solutions alternatives aux jeunes qui ne s'intègrent pas dans le système scolaire classique, qui en plus permet de répondre à la demande croissante, dans les grandes villes, de métiers spécialisés dans la protection de l'environnement. Il est ouvert aux jeunes de 18 à 24 ans ne faisant pas d'études et n'ayant pas d'emploi. Les 24 jeunes sélectionnés doivent alors suivre 8 mois payés de formation, et à l'issue du programme sont employés dans les parcs de New York, ou en tant que paysagiste par exemple.	Depuis 2007	<a href="http://www.nyc.gov/html/ceo/html/programs/milliontrees.shtml">http://www.nyc.gov/html/ceo/html/programs/milliontrees.shtml</a>
Transport et mobilité	Youth Group Subway Transportation Program	Partenariat entre le DYCD et le MTA New York City Transit	N.P.	Le Youth Group Subway Transportation Program offre à des organisations de jeunes des passes pour le métro de New York City, ainsi que des voyages éducatifs et récréatifs. Les organisations éligibles reçoivent des passes de métro pour des groupes et des certificats à utiliser selon certains jours et certains horaires dans le métro de New York. Peuvent être éligibles des organisations à but non lucratif, offrant des services aux jeunes âgés de 5 à 18 ans. Les nouveaux candidats sont tenus de respecter ce statut et de fournir des informations sur les services qu'ils fournissent.	Depuis 2010	<a href="http://www.nyc.gov/html/dycd/html/resources/transportation_program.shtml">http://www.nyc.gov/html/dycd/html/resources/transportation_program.shtml</a>
Insertion professionnelle	Youth Adult Internship Program	Le DYCD a alloué 9 406 000 dollars de fonds pour ce programme depuis 2007	DYCD	Le YAIP offre aux jeunes sans-emplois des stages de 10 à 12 semaines, suivis de neuf mois additionnels d'aide au placement professionnel ou dans des programmes éducatifs. Le programme est conçu pour les jeunes adultes entre les âges de 16 et 24 qui ne sont pas à l'école et ne travaillent pas. Les candidats doivent avoir au minimum un niveau scolaire équivalent à la sixième. Les participants sont payés 7.15\$ par heure passée dans des ateliers, stages d'orientation ou projets, et peuvent gagner jusqu'à 2500\$ pendant la durée du programme. Phase I: Période d'orientation, évaluation des compétences améliorant l'employabilité, développement d'une stratégie de service individuel. Phase II: Stage rémunéré en plus des ateliers éducatifs. Phase III: Formation avancée ou emploi	Novembre 2007	<a href="http://www.nyc.gov/html/ceo/downloads/pdf/appendixb_yaip.pdf">http://www.nyc.gov/html/ceo/downloads/pdf/appendixb_yaip.pdf</a>
Participation politique et cohésion sociale	Change By Us NYC	Plateforme internet créée par l'ONG Local Projects et par le think tank CEOs For Cities. Le service est géré par le bureau du maire de la ville de New York	Réalisé avec le soutien financier de la Knight Foundation, Rockefeller Foundation, et de la Case Foundation	Il s'agit d'un site internet mis en place par l'ONG Local Projects et géré par la ville de New York sur lequel les citoyens de la ville peuvent présenter leurs idées de projets, et s'engager plus facilement pour la ville en trouvant des projets qui les intéressent. Les new yorkais peuvent soumettre leurs idées de projet en ligne, créer ou rejoindre un projet déjà existant, former des équipes avec d'autres personnes pour aider dans la réalisation d'un projet, et trouver des informations sur le financement de projets à NY, à la fois auprès des organismes publics et des fondations.	Depuis 2011	<a href="http://nyc.changeby.us/#start">http://nyc.changeby.us/#start</a>

Insertion professionnelle	NY Youth Works	New York State Department of Labor	financé entièrement par l'Etat de New York, à hauteur de 62 millions de dollars pour les formations à l'emploi, et 25 millions de réductions de taxes pour les entreprises participantes.	Programme destiné à encourager les entreprises à embaucher des jeunes inactifs et défavorisés. Ce programme subventionne à la fois des formations et des emplois pour les jeunes entre 16 et 24 ans. 3 éléments principaux sont présents dans ce programme : 1) Pour les entreprises, des réductions d'impôts pour celles participant au programme ; 2) Pour les jeunes, une offre d'emploi ainsi qu'une subvention pouvant aller jusqu'à 900\$ pour couvrir les dépenses quotidiennes ; 3) pour les organismes de formation, 8\$ millions en subventions pour ceux qui accueillent des jeunes	Depuis 2011	<a href="https://labor.ny.gov/careerservices/youth-tax-credit.shtml">https://labor.ny.gov/careerservices/youth-tax-credit.shtml</a>
Insertion professionnelle/Education	GPS-NYC	United Ways of NYC and NYC Department of Education	Financé par la municipalité ainsi que par des donations privées de Deloitte et de la Norinchukin Foundation	Graduate, Prepare, Succeed (GPS) est un programme lancé par l'ONG United Ways aillant pour but d'aider les élèves aillant un fort d'absentéisme. Les écoles des quartiers sensibles sont mise en relations avec des associations locales offrant des services dans plusieurs domaines, tels que des tutorats, une aide psychologique, des conseils légaux etc. Le programme prépare également les étudiant à l'entrée à l'université et les incite à s'impliquer pour une cause sociale.	Depuis 2011	<a href="http://unitedwaynyc.org/pages/GPS-NYC">http://unitedwaynyc.org/pages/GPS-NYC</a>
Réinsertion	Youth paint justice-themed public mural at Brooklyn House of Detentio	NYC Département de Correction et NYC Département de l'Education	Financé par le Département de Correction et le Centre de Détention de Brooklyn	L'opération consiste à laisser un ou plusieurs murs de centres de détention juvéniles et de prisons pour mineurs (ici, un centre de détention à Brooklyn) à la disposition de jeunes New Yorkais. Ces jeunes, qui ont eux-même résidés dans un centre de détention ou ont connu des expériences de prison, ont la possibilité de s'exprimer à travers l'art, le graffiti, ou le dessin sur ces murs, en produisant des images en relation avec leurs expériences dans ces centres.	2011	<a href="http://www.nyc.gov/html/doc/html/news/MURAL_091411L.pdf">http://www.nyc.gov/html/doc/html/news/MURAL_091411L.pdf</a>
Multisectoriel	Assets Coming Together (ACT) for Youth	New York State Department of Health, avec plusieurs universités et centres de recherche	New York State Department of Health	Assets Coming Together (ACT) for Youth est l'un des projets phares développés par le New York State Department of Health. Lancé en 2000, le programme a préalablement sélectionné onze associations locales dans différentes régions de l'Etat de New York, dont deux dans la ville de New York (les partenariats A Better Bronx For Youth dans le Bronx et Community Counseling And Mediation à Brooklyn). Sous la tutelle d'un coordinateur, le rôle de ces associations était de former des partenariats avec des acteurs locaux pour ensuite travailler vers la réalisation des objectifs définis par le DOH et les responsables du programme ACT. En plus de cela, ACT for Youth a prévu la formation de deux centres d'excellence : l'un rattaché à l'université de Cornell, l'autre au centre hospitalier pour adolescents du Mont Sinai. L'objectif de ces centres est d'aider à la réalisation de ce programme. Pour cela, les centres d'excellence diffusent l'information concernant les politiques de jeunesse et les principes du Youth Development, par l'intermédiaire de publications, de newsletters et de sites Internet. Ils sont également en charge d'offrir des formations aux partenaires d'ACT for Youth. Deux nouveaux centres d'excellence ont été créés depuis, dont un à New York City également rattaché à l'université de Cornell.	Depuis 2000	<a href="http://www.actforyouth.net/">http://www.actforyouth.net/</a>
Lutte contre les disparités	Young Men's Initiative	Partenariat entre différent départements municipaux: DYCD, Department of Education, Department of Probation, Department of Health.	Dans un plan sur 3 ans, le programme est financé pour 67,5 millions de dollars par la municipalité, pour 30 millions par la Campaign for Black Male Achievement of the Open Sociation Foundations, et pour 30 millions de dollars par l'organisation privée Bloomber Philantropies.	Ce programme a pour but premier d'aider et de supporter les jeunes New Yorkais Africain-Américains et Latinos en situation précaire. Il fait partie des initiatives lancée par M. Bloomberg en vue de réduire les disparités économiques et d'aider les minorités Africaines-Américaines et Latinos, qui sont les plus défavorisées, au niveau local. Au niveau municipal, le Department of Probation est en charge d'environ 30 000 jeunes, afin de les mettre en relation avec de potentiels employeurs, formations, pour éviter les problèmes de récidive. En plus d'une aide municipale de 25 millions pour intégrer les jeunes dans le monde du travail, le programme alloue également 18 millions à la réduction du nombre de jeunes analphabètes, et 24 millions de dollars alloué à certains collèges et lycées faisant preuve d'amélioration dans cette voie. Le programme est fondé sur une évaluation préalable des problèmes touchant cette catégorie spécifique de jeunes, lancée en 2010, et effectuée par deux experts en développement des jeunes provenant d'organisations privées: Ana Oliveira de la New York Women's Foundation, et David Banks de la Eagle Academy Foundation. Le programme est également suivi et évalué par le CEO.	Depuis août 2011	<a href="http://www.nyc.gov/html/om/pdf/2011/young_mens_initiative_report.pdf">http://www.nyc.gov/html/om/pdf/2011/young_mens_initiative_report.pdf</a>